

NATIONS



UNIES

RAPPORT
DU
COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT No 18 (A/2219)

NEW-YORK, 1952

PREFACE

Le rapport concernant la troisième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes est transmis ci-joint à l'Assemblée générale pour sa septième session ordinaire. Il couvre les points suivants de son ordre du jour provisoire :

34. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte : rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes :
 - a) Renseignements relatifs à la situation et au progrès dans le domaine social [résolution 565 (VI) du 18 janvier 1952] ;
 - b) Renseignements relatifs à la situation dans d'autres domaines [résolution 333 (IV) du 2 décembre 1949] ;
 - c) Transmission de renseignements [résolutions 218 (III) du 3 novembre 1948, 447 (V) et 448 (V) du 12 décembre 1950 et 551 (VI) du 7 décembre 1951].
35. Question de la reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes [résolution 332 (IV) du 2 décembre 1949].
36. Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes : rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes [résolution 566 (VI) du 18 janvier 1952].

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE

Rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
I. Constitution du Comité	1-5	1
II. Bureau	6	1
III. Sous-Comité	7	1
IV. Ordre du jour	8	1
V. Situation économique	9-19	1
VI. Situation sociale	20-36	3
VII. Discrimination raciale	37-43	4
VIII. Situation de l'enseignement	44-51	6
IX. Collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes; renseignements sur l'assistance technique	52-62	7
X. Résumés et analyses des renseignements transmis par le Secrétaire général	63-69	8
XI. Avenir du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes	70-86	9
XII. Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité	87-109	10

Annexes:

I. Ordre du jour du Comité	13
II. Projets de résolution présentés à l'Assemblée générale.....	14

DEUXIÈME PARTIE

Rapport relatif aux conditions sociales

I. Note préliminaire	1-9	16
II. Problèmes politiques et sociaux de caractère général	10-20	17
III. Relations raciales	21-40	18
IV. Condition de la femme	41-42	21
V. Santé publique	43-55	21
VI. Bien-être et progrès sociaux	56-72	23
VII. Situation dans le domaine du travail	73-80	25
VIII. Niveaux de vie	81-87	26
IX. Coopération et assistance internationales	88-95	27

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Première partie

RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

I. — Constitution du Comité

1. Par sa résolution 332 (IV) adoptée le 2 décembre 1949 au cours de sa quatrième session, l'Assemblée générale a institué pour une période de trois ans un Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes chargé d'examiner les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées.

2. La résolution définit comme suit le mandat du Comité :

“... examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports et renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes.”

3. Le Comité se compose de seize membres : les huit Etats Membres des Nations Unies qui transmettent des renseignements et un nombre égal de Membres élus par la Quatrième Commission au nom de l'Assemblée générale. En 1952, le Comité était composé de la manière suivante :

*Etats Membres qui transmettent
des renseignements :*

Australie,
Belgique,
Danemark,
Etats-Unis d'Amérique,
France,
Nouvelle-Zélande,
Pays-Bas,
Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du
Nord.

Membres élus :

Brésil,
Cuba,
Egypte,
Equateur,
Inde,
Indonésie,
Pakistan,
Union des Républiques
socialistes soviétiques.

4. Le Comité s'est réuni à New-York du 11 septembre au 7 octobre 1952, et a tenu vingt et une séances.

5. Les représentants des institutions spécialisées suivantes ont pris part aux débats du Comité : Organisation internationale du Travail (OIT) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; et Organisation mondiale de la santé (OMS).

II. — Bureau

6. Le Bureau élu par le Comité était composé comme suit :

M. Muhammad Asad (Pakistan), *Président* ;
M. Carlos Blanco (Cuba), *Vice-Président* ;
M. T. P. Davin (Nouvelle-Zélande), *Rapporteur*.

III. — Sous-Comité

7. A sa 58ème séance, le Comité a institué un Sous-Comité composé des représentants de l'Egypte, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de préparer un rapport spécial sur la situation sociale dans les territoires non autonomes. Le représentant de l'Inde, M. Shiva Rao, a été élu Président de ce sous-comité aux travaux duquel ont également participé le Rapporteur du Comité ainsi que les représentants de l'OIT, de l'OMS et de l'UNESCO.

IV. — Ordre du jour

8. L'annexe I du présent rapport donne le texte de l'ordre du jour adopté par le Comité et indique les documents et les comptes rendus analytiques des débats qui se rapportent à chaque point.

V. — Situation économique

9. Dans sa résolution 564 (VI) en date du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a approuvé le rapport spécial que le Comité avait rédigé en 1951 : elle a estimé que ce rapport constituait un exposé succinct mais réfléchi de la situation économique et des problèmes relatifs au développement économique dans les territoires non autonomes et elle a invité le Secrétaire général à transmettre ce rapport, pour examen, aux Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées.

10. Le Comité était donc appelé à examiner des questions découlant du rapport spécial sur la situation économique et les problèmes du développement économique, ainsi que des résumés statistiques concernant la production agricole et industrielle, rédigés par le Secrétaire général. Le Comité n'a pas été saisi de documents consacrés à d'autres aspects de la situation économique, étant donné qu'à la présente session, il devait s'attacher particulièrement à la situation sociale qui faisait l'objet de nombreuses études.

11. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à ses 53ème, 54ème et 55ème séances. Après que le représentant de l'Inde eut présenté des observations préliminaires sur l'intérêt croissant des travaux du

Comité en général et des rapports spéciaux en particulier — que, selon lui, il y aurait intérêt à communiquer aux fonctionnaires des territoires non autonomes — le représentant de la FAO a brièvement passé en revue le programme de travail de cette institution en ce qui concerne ces territoires.

12. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan, appuyés par les représentants du Brésil et de l'Équateur, ont souligné que les Puissances administrantes devraient informer le Comité des mesures prises et des progrès accomplis dans les territoires non autonomes à la suite des résolutions de l'Assemblée générale et des recommandations contenues dans les rapports spéciaux du Comité. Il y aurait intérêt à transmettre ces renseignements au titre de la section C de l'avant-propos du Schéma révisé, qui invite les Puissances administrantes à fournir une description des principes et des mesures pratiques mettant en lumière les tendances générales dans les territoires dont il s'agit. C'est surtout grâce à ces renseignements que l'on pourrait se rendre compte de la mesure dans laquelle les principes énoncés à l'Article 73 sont appliqués, notamment en ce qui concerne la primauté des intérêts des habitants des territoires non autonomes et de leur marche vers la capacité de s'administrer soi-même.

13. Dans leurs réponses, les représentants de l'Australie, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont affirmé à nouveau que la politique suivie et les mesures prises par leurs gouvernements pour administrer leurs territoires dépendants étaient fondées sur les principes énoncés à l'Article 73 de la Charte. On a toutefois soutenu que la responsabilité de l'administration des territoires non autonomes incombait exclusivement aux Puissances administrantes. Les recommandations figurant dans les résolutions de l'Assemblée générale et les principes généraux énoncés dans les rapports spéciaux du Comité peuvent indiquer la voie à suivre pour résoudre, le cas échéant, des problèmes bien définis. Les renseignements transmis régulièrement en vertu de l'Article 73, e, de la Charte indiquent les progrès accomplis dans les domaines techniques et la mesure dans laquelle il est donné suite à ces résolutions et recommandations.

14. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le rapport spécial de 1950 sur l'enseignement¹ et le rapport spécial de 1951 sur la situation économique² et les problèmes du développement économique avaient été transmis aux autorités compétentes, qui les avaient étudiés d'une manière approfondie. Répondant aux critiques qui avaient été exprimées touchant la suite donnée aux rapports spéciaux, le représentant du Royaume-Uni a signalé que l'on avait pu en premier lieu communiquer le rapport spécial sur l'enseignement au "Comité consultatif de l'enseignement dans les colonies", mais qu'il n'y avait pas eu ensuite, pour donner au Secrétaire d'État aux colonies des avis en matière économique, d'organe central et spécialisé analogue. C'est pourquoi le rapport spécial sur la situation économique et les problèmes du développement économique a été envoyé directement aux gouvernements de tous les territoires, qui ont été priés de

le prendre en considération lorsqu'ils mettraient au point leur politique économique, avec l'assentiment des autorités législatives intéressées.

15. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Comité devait examiner si les Puissances administrantes s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte à l'égard des habitants des territoires non autonomes, dont elles avaient reconnu la primauté des intérêts. Les renseignements transmis sont insuffisants, mais les faits conduisent à une conclusion inéluctable : la situation des territoires non autonomes est des plus fâcheuses et se caractérise par l'exploitation économique, la discrimination raciale, des niveaux de vie peu élevés et le manque d'installations médicales et scolaires. Le représentant de l'Union soviétique a critiqué la politique fiscale et la politique commerciale des Puissances administrantes ; il a invoqué des chiffres figurant dans les renseignements officiels communiqués, notamment, au sujet de la Malaisie, du Sarawak, du Bornéo du Nord, de la Côte-de-l'Or, du Kenya et du Congo belge, pour soutenir que ces territoires se voient privés de leurs richesses au bénéfice des métropoles. Il a déclaré que les Puissances administrantes ne s'acquittent pas de leurs obligations et s'est associé à ceux qui estiment que le Comité devrait être informé des mesures que l'on a prises pour appliquer les dispositions de la Charte, les résolutions de l'Assemblée et les recommandations énoncées dans les rapports spéciaux du Comité.

16. Le représentant des États-Unis d'Amérique a répondu que, manifestement, ces affirmations ne recueillaient pas l'assentiment de la majorité du Comité. Cette divergence de vues apparaît clairement au paragraphe 25 du rapport sur la situation économique et les problèmes du développement économique, dans lequel le Comité a constaté que "...dans un temps où beaucoup de métropoles ont à faire face à des problèmes économiques et financiers particulièrement graves, leurs contribuables ont apporté leur contribution au progrès des territoires non autonomes". Les représentants de la France et du Royaume-Uni ont également déclaré que les accusations du représentant de l'Union soviétique étaient injustifiées et fondées sur des données arbitrairement choisies.

17. Les représentants de l'Égypte, de l'Inde et de l'Indonésie ont demandé des renseignements sur divers aspects du développement économique que font apparaître la politique générale des métropoles et la situation intérieure de certains territoires. Le représentant de l'Égypte a demandé s'il n'y avait pas lieu de penser que le développement économique des territoires non autonomes avait été entravé par les programmes de défense militaire et les politiques suivies en matière monétaire. Quant au représentant de l'Indonésie, il lui est difficile d'apprécier la mesure dans laquelle les habitants autochtones ont réellement bénéficié du progrès économique et il lui faudrait davantage de renseignements sur la participation des populations des territoires aux nouvelles entreprises économiques. Le représentant de l'Inde a attaché de l'importance au déséquilibre que des restrictions sur les importations en provenance de régions autres que la zone sterling avaient entraîné pour certains territoires non autonomes. En réponse, les représentants des Puissances administrantes ont donné de plus amples détails sur les

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 17*, page 17.

² Voir *Ibid*, sixième session, *Supplément No 14*, page 27.

progrès économiques accomplis dans leurs territoires; certains ont fourni des renseignements pour montrer que, loin d'avoir été exploités par les gouvernements des métropoles, les territoires non autonomes avaient reçu une aide économique importante. Au surplus, dans son rapport sur la situation économique, le Comité a reconnu que, "suivant des méthodes diverses, des sommes considérables ont, dans le cadre d'une politique d'investissements planifiés, été mises à la disposition des territoires non autonomes: par exemple sous forme de subventions directes des métropoles, d'emprunts placés sur les marchés locaux, métropolitains ou internationaux, ou d'autres investissements dirigés".

18. En réponse aux questions que les représentants de l'Inde et de l'Indonésie lui avaient posées au sujet des conséquences qu'avaient, pour les territoires non autonomes, les mesures prises par le Royaume-Uni pour améliorer sa balance des paiements, le représentant du Royaume-Uni a expliqué que les membres du Commonwealth ainsi que d'autres Etats indépendants font volontairement partie de la zone sterling en pleine connaissance des avantages et des inconvénients qui en résultent. Les contrôles financiers et les mesures restrictives en vigueur dans certains des territoires administrés par le Royaume-Uni ont été adoptés par les gouvernements des territoires intéressés, et non pas imposés par le Royaume-Uni.

19. Au cours des débats, le représentant de l'Inde a indiqué plusieurs autres questions économiques qu'à son avis, le Comité pourrait étudier au cours de ses travaux futurs.

VI. — Situation sociale

20. Au deuxième alinéa du préambule de la résolution 333 (IV) en date du 2 décembre 1949, l'Assemblée générale considère "que la valeur des travaux du Comité serait accrue si, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques énumérées à l'Article 73, e, de la Charte, le Comité s'attachait particulièrement à l'étude d'une seule question chaque année".

21. Le Conseil s'est donc attaché particulièrement lors de sa première session à l'enseignement et, lors de sa deuxième session, à la situation économique et aux problèmes du développement économique dans les territoires non autonomes. A sa session de 1951, le Comité a décidé qu'à sa troisième session il consacrerait une attention particulière à la situation sociale dans les territoires non autonomes, sans préjudice de l'examen des autres questions techniques. En outre, les membres du Comité se sont mis d'accord sur une liste de sujets qui devait constituer une base de discussion pour l'étude générale envisagée.

22. L'Assemblée générale ayant approuvé par sa résolution 565 (VI) du 18 juin 1952 les dispositions proposées par le Comité spécial en ce qui concerne ses travaux pour 1952, le Secrétaire général a analysé les renseignements transmis sur les divers aspects de la situation sociale dans les territoires non autonomes. L'OIT et l'OMS ont également présenté des documents relatifs aux questions de leur compétence.

23. Comme lors des sessions précédentes du Comité, des conseillers en matière de questions sociales, notamment des conseillers en matière de santé publique, étaient attachés aux délégations du Danemark, de

l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

24. Le Comité a examiné de sa 55ème à sa 63ème séance le point de l'ordre du jour intitulé: "Situation sociale de base dans les territoires non autonomes". Les représentants de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, de Cuba, du Danemark, de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont intervenus dans le débat.

25. Ce débat a permis de procéder à un examen d'ensemble de la situation sociale dans les territoires non autonomes, de la politique suivie et des programmes appliqués par les Puissances administrantes; il a également permis de discuter plus en détail les problèmes relatifs aux relations raciales ainsi qu'à d'autres aspects des droits de l'homme dans les territoires et aussi les problèmes relatifs à la santé publique, au service social de la collectivité, à la protection de la famille et de l'enfance, à la main-d'œuvre migrante, à la situation générale de la main-d'œuvre et aux systèmes suivis dans ce domaine, et enfin les problèmes relatifs aux niveaux de vie.

26. Au cours du débat général, les membres du Comité ont été d'accord pour reconnaître que le développement des territoires non autonomes a pour objet le progrès des populations de ces territoires et que ce problème ne peut être résolu de façon satisfaisante qu'avec la participation et la collaboration totales de toutes les classes de la population. Certains représentants ont appelé l'attention sur la tendance récente à mettre l'accent sur les programmes sociaux d'un caractère créateur et préventif, et à formuler des politiques sociales coordonnées. On a insisté sur l'interdépendance du développement économique et du progrès social et on a fait remarquer que, si le développement économique crée lui-même de nouveaux problèmes sociaux, il n'est pas possible de financer les services sociaux sans mettre en valeur les ressources du territoire et notamment sans accroître la production agricole.

27. Certains représentants ont été d'avis que de nombreux territoires ne peuvent, pour des raisons indépendantes de leur volonté, financer les services sociaux dont ils ont besoin et que ce sont justement ces territoires qui ont le plus grand besoin d'une assistance financière et technique extérieure. On a reconnu qu'en fait les pays métropolitains fournissent cette assistance à beaucoup des territoires qu'ils administrent. Le représentant de l'Egypte, tout en reconnaissant les efforts déployés par les Puissances administrantes, a exprimé l'opinion que les avis diffèrent sur le point de savoir si ces efforts sont suffisants ou ne sont pas compensés par les avantages retirés des territoires. Le Comité a terminé la discussion de cette question en exprimant l'espoir qu'une assistance internationale accrue serait fournie aux populations des territoires non autonomes pour leur permettre de relever leurs niveaux de vie.

28. Les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan ont formulé certaines critiques ou posé certaines questions à propos de divers problèmes particuliers intéressant quelques-uns des territoires. Les représentants de l'Australie, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont répondu à ces critiques et à ces questions.

29. Conformément à la méthode adoptée lors des précédentes sessions, le Comité a institué à sa 58^{ème} séance un sous-comité nanti d'un mandat très large et chargé de préparer un rapport spécial sur la situation sociale dans les territoires non autonomes, rapport que le Comité devait examiner en séance plénière. La composition de ce sous-comité est indiquée au paragraphe 7 ci-dessus.

30. Le Comité a examiné le rapport du sous-comité à ses 69^{ème} et 70^{ème} séances. Avant de procéder à une étude détaillée de ce rapport, il a entendu des déclarations générales des représentants de l'Inde, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

31. Le représentant de la France, appuyant les vues des représentants de l'Inde, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, a estimé que le rapport représentait un travail considérable de la part du sous-comité, mais il a émis l'avis que ce rapport ne donnait pas un aperçu exact de bien des opinions exprimées au cours de la discussion qui avait eu lieu au Comité. Le représentant de la France a notamment tenu à souligner une fois de plus que le problème de la discrimination raciale était un problème mondial et ne devait pas être considéré dans le cadre restreint des territoires non autonomes. Le Gouvernement français n'est disposé à accepter l'étude de la question des droits de l'homme que lorsqu'elle est poursuivie par les organes compétents des Nations Unies. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a formulé des critiques détaillées à l'égard de l'orientation générale du rapport auquel il a reproché de ne pas faire un tableau fidèle de la situation sociale dans les territoires. Il a cité des extraits du rapport à l'appui de ses critiques.

32. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a indiqué que les conditions sociales dans les territoires non autonomes ne sont pas satisfaisantes; que la politique des autorités administrantes dans les domaines social et autres ne s'inspire pas des intérêts des populations autochtones des territoires non autonomes, mais bien des intérêts de la métropole sur le plan politique et sur le plan économique. La population autochtone est non seulement exploitée d'une façon impitoyable, mais elle est en outre l'objet de diverses restrictions et mesures discriminatoires dans les domaines politique, économique et autres, ainsi qu'en ce qui concerne la santé publique et l'enseignement. La protection de la santé publique est déficiente, ce qui se traduit, dans les territoires, par la fréquence des maladies et des épidémies ainsi que par un taux de mortalité élevé, surtout chez les enfants.

33. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, rappelant certaines références critiques à la situation de la santé publique en Hawaï faites par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, a souligné que l'état sanitaire de ce territoire ne posait pas de problèmes majeurs. Au contraire, le taux de la mortalité infantile, soit 28,3 pour 100, et le taux de mortalité générale, soit 6 pour 100, se comparent très favorablement — et il était sûr que le représentant de l'OMS serait d'accord — avec la situation qui existe dans d'autres pays. Il a aussi attiré l'attention sur le fait qu'Hawaï, avec une population de 470.000 habitants, disposait de 570 médecins, soit une augmentation de 142 depuis 1949, et de 1.728 infirmiers.

34. Au cours de l'examen détaillé du rapport, le Comité a apporté au texte quelques modifications d'importance secondaire. Un amendement proposé par le représentant du Royaume-Uni tendait à introduire la phrase suivante avant la dernière phrase du paragraphe 30: "Il faut en même temps veiller à ce que ces lois ne précèdent pas l'évolution de l'opinion publique jusqu'à devenir inapplicables et jeter le discrédit sur la législation elle-même." Après un échange de vues, le représentant du Royaume-Uni, désireux de faire preuve d'esprit de conciliation, a retiré son amendement.

35. Par 11 voix contre une, avec 2 abstentions, le Comité a approuvé le rapport sous sa forme modifiée. Ce texte constitue la deuxième partie du présent rapport à l'Assemblée générale.

36. Après l'approbation du rapport, les représentants de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande ont présenté un projet de résolution commun aux termes duquel l'Assemblée générale approuverait le rapport sur la situation sociale et inviterait le Secrétaire général à le transmettre aux Puissances administrantes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées. Ce projet de résolution a été adopté par 13 voix contre une, avec 2 abstentions. Le texte en est reproduit à l'annexe II (projet de résolution A).

VII. — Discrimination raciale

37. Les représentants de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan ont soumis un projet de résolution commun sur la question de la discrimination raciale. En présentant ce projet, ils ont déclaré qu'en raison des dispositions de la Charte, le Comité devait indiquer l'importance qu'il attachait au problème des relations raciales. Ce projet de résolution permettrait d'exprimer d'une manière formelle l'opinion émise par le Comité dans son rapport sur la situation sociale.

38. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté deux amendements à ce projet de résolution et a déclaré que l'on constatait, dans les territoires non autonomes, l'existence très généralisée d'une discrimination fondée sur la race, à l'égard de la population autochtone, dans les domaines politique, économique et social, ainsi que dans celui de l'enseignement et d'autres encore. Non seulement les Puissances administrantes s'abstiennent d'appeler des éléments de la population locale à participer à l'administration des territoires, mais encore elles font obstacle à l'accès des autochtones aux fonctions administratives. L'on pratique sur une grande échelle, dans les territoires non autonomes, cette forme la plus odieuse de la discrimination raciale — la ségrégation raciale. Il existe, dans de nombreux territoires, des "ghettos" et des "zones réservées" à l'usage des autochtones. La discrimination raciale à l'égard de la population autochtone se manifeste également dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement, de la législation pénale, du régime pénitentiaire, etc. Dans de nombreux territoires non autonomes, les autochtones sont passibles de châtiments corporels. Un certain nombre de membres du Comité n'ont pu accepter les opinions exprimées par le représentant de l'Union soviétique sur ces questions.

39. En se prononçant contre l'adoption du projet, les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont déclaré qu'il n'y avait pas lieu pour le Comité de prendre une décision formelle, car cela reviendrait à répéter purement et simplement, à propos de la discrimination raciale, des opinions déjà exposées de façon satisfaisante dans le rapport sur la situation sociale. Une résolution de cette nature aurait l'inconvénient de concentrer l'attention sur un problème qui présentait une importance mondiale et n'intéressait pas seulement les territoires non autonomes. Au surplus, ce problème était à l'heure actuelle examiné par d'autres organes des Nations Unies. Le représentant de la Belgique a annoncé que son gouvernement considérait que le problème des relations raciales, touchant le domaine des questions politiques, relevait de sa compétence nationale; en conséquence il s'abstiendrait de prendre part à la discussion et au vote sur ce projet.

40. Les amendements proposés au projet de résolution ainsi que les résultats des votes sont indiqués ci-après:

Premier considérant: Adopté par 14 voix contre zéro, sans abstention.

Deuxième considérant: Adopté par 11 voix contre 2, avec 2 abstentions.

Troisième considérant: Le représentant du Royaume-Uni a proposé que le troisième considérant soit amendé de manière à indiquer que l'expression "les habitants", qui figure à l'Article 73 de la Charte, s'applique à tous les habitants, tels qu'ils sont définis au paragraphe 8 du rapport spécial sur la situation sociale. Il a en conséquence suggéré d'amender ce considérant en remplaçant les mots "des autochtones" par les mots "de certains groupes de la population". Cet amendement a été repoussé par 5 voix contre 3, avec 7 abstentions. Le texte initial a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

Paragraphe 1 du dispositif: Le texte proposé a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention.

Paragraphe 2 du dispositif: Le représentant du Royaume-Uni a proposé de remplacer les mots "toutes les dispositions ou pratiques discriminatoires" par les mots "toutes dispositions ou pratiques discriminatoires qui pourraient exister". Cet amendement a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte révisé a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Paragraphe 3 du dispositif: Le représentant du Danemark a proposé, en raison de la rédaction des paragraphes 1, 2 et 5, un amendement qui avait pour effet de donner à ce paragraphe la rédaction suivante: "*Recommande* dans les cas où il existe des lois qui établissent entre citoyens et non-citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race, que lesdites lois fassent l'objet d'un examen similaire." L'amendement du représentant du Danemark, ainsi que le paragraphe sous sa forme modifiée, ont été adoptés par 14 voix contre zéro, avec une abstention.

Paragraphe 4 du dispositif: Ce paragraphe a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention. En expliquant son abstention, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement était favorable au principe que ce paragraphe impliquait, mais que la mise en application immédiate d'un tel

principe se heurterait à certaines difficultés d'ordre pratique.

Paragraphe 5 du dispositif: Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé d'insérer après les mots "en faveur de certains groupes de la population" les mots "ces lois ne soient pas utilisées pour dissimuler des discriminations raciales et...". Cet amendement a été repoussé par 9 voix contre une, avec 4 abstentions. Le texte initial a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

Paragraphe 6 du dispositif: Ce paragraphe était ainsi conçu: "*Recommande* que les constitutions ou lois organiques de tout territoire soient amendées de façon à incorporer le principe de la non-discrimination dans le texte ainsi remanié." Le résultat du vote sur ce paragraphe a été le suivant: 6 voix pour, 7 voix contre, et 2 abstentions. En conséquence, le paragraphe en question a été supprimé.

Paragraphe 7 du dispositif (devenu le paragraphe 6): Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé de remplacer les mots "approuve toutes les mesures destinées à" par les mots "recommande aux Puissances administrantes de prendre toutes mesures destinées à". Cet amendement a été repoussé par 8 voix contre 5, avec 2 abstentions. Le texte initial du paragraphe a été adopté par 15 voix contre zéro, sans abstention.

41. Un vote par appel nominal a été demandé sur l'ensemble du projet de résolution modifié. Le résultat de ce vote a été le suivant:

Ont voté pour: Brésil, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenues: Australie, France.

42. Le projet de résolution a donc été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte adopté est reproduit dans l'annexe II (projet de résolution B).

43. Les représentants de l'Australie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont expliqué leur vote. Le représentant de l'Australie a déclaré que, tout en approuvant sans réserve les principes énoncés contre la discrimination raciale, il s'était abstenu de voter parce qu'il estimait que la résolution faisait double emploi avec ce qui était déjà dit dans le rapport sur la situation sociale; le problème de la discrimination raciale ne se pose pas dans les seuls territoires non autonomes; d'autres organes des Nations Unies étudient l'ensemble de la question et, enfin, il n'appartient pas au Comité de recommander aux Etats Membres d'examiner leurs lois en vue de les modifier. Le représentant des Pays-Bas a déclaré que, bien qu'ayant voté en faveur de la résolution, il s'associait aux observations formulées par le représentant de l'Australie et a exprimé le regret que la résolution ait été adoptée, car elle affaiblissait à son sens la valeur du rapport sur la situation sociale. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il avait voté en faveur du projet de résolution sans que cela modifie en rien l'attitude de son gouvernement telle qu'elle avait été exposée le 18 août 1950, en considération de la compétence du Comité et sans que cela fasse obstacle à la soumission de nouveaux amendements par la délégation du Royaume-Uni à l'Assemblée générale.

VIII. — Situation de l'enseignement

44. A sa 42ème séance, tenue pendant sa deuxième session, le Comité a exprimé le désir que les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement dans les territoires non autonomes soient examinés de nouveau au cours de sa troisième session en 1952.

45. En conséquence, le Comité était saisi d'un résumé des renseignements relatifs à l'enseignement rédigé par le Secrétaire général, de toutes les questions soulevées par le rapport spécial sur l'enseignement approuvé par l'Assemblée générale en 1950 et aussi de rapports de l'UNESCO sur l'emploi des langues vernaculaires ou de la langue nationale et sur les mesures à prendre pour faire disparaître l'analphabétisme.

46. A la 63ème séance, le représentant de l'Egypte, traitant de l'emploi des langues vernaculaires, a exprimé sa déception devant le fait que le rapport de l'UNESCO insistait surtout sur les problèmes que soulève l'emploi de langues vernaculaires qui ne sont pas très évoluées ou dont l'emploi n'est pas très répandu. Il a rappelé que l'UNESCO déclarait, dans son rapport: "Si la langue maternelle est, à tous égards, propre à servir de véhicule de l'enseignement universitaire et technique supérieur, il faut l'employer à cette fin", et il a insisté pour que l'on tînt compte davantage de cette recommandation. En particulier, il a invité instamment le Gouvernement français à donner plus d'importance à l'enseignement et à l'emploi de l'arabe comme véhicule de l'instruction dans les systèmes scolaires du Maroc et de la Tunisie.

47. Le représentant de la France a donné au Comité l'assurance que l'emploi de l'arabe était favorisé en Afrique du Nord française et il a déclaré que son gouvernement encourageait l'emploi des langues vernaculaires partout où elles étaient suffisamment développées. Toutefois, l'emploi de la langue vernaculaire dans l'enseignement ne pouvait pas être érigé en règle générale applicable dans tous les territoires sans tenir compte des conditions propres à chacun d'eux. Les représentants du Royaume-Uni et des Pays-Bas ont appuyé ce point de vue et ont donné des exemples, empruntés à leurs territoires, pour montrer les difficultés que présente l'emploi des langues vernaculaires dans les régions où l'on parle plusieurs langues.

48. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'on ne pouvait présenter aucune règle générale au sujet de l'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement sans réserves par lesquelles on tienne compte des facteurs locaux et que dans certains cas déterminés, comme par exemple dans la période de transition que connaît actuellement l'Inde, l'emploi d'une *lingua franca* pouvait avoir certains avantages. Il a néanmoins reconnu qu'une forte tendance se manifestait en faveur d'un emploi plus généralisé de la langue nationale de la population. Il a souligné que s'il était important de supprimer l'analphabétisme, il était encore plus d'éviter le retour à l'analphabétisme. A cette fin, il est indispensable de fournir aux populations des moyens d'instruction appropriés qui leur permettent de compléter l'enseignement scolaire. Le but essentiel de l'enseignement est d'éveiller l'esprit; le représentant de l'Inde a mentionné, à ce propos, l'expérience de son propre pays où les élections générales avaient stimulé chez la population le désir de s'instruire. Il a demandé au représentant de l'UNESCO si l'on pouvait confirmer

que le progrès politique et le progrès social, ainsi que la nature de l'enseignement donné, avaient pour effet de stimuler le désir d'instruction. Il a constaté avec satisfaction les progrès accomplis touchant divers aspects de l'enseignement, et il a appelé l'attention du Comité sur l'importance de l'instruction des femmes et des jeunes filles, ainsi que sur les grandes différences que l'on pouvait constater dans certains territoires entre les divers groupes ethniques, en ce qui concernait les pourcentages d'enfants d'âge scolaire inscrits dans les écoles. Il a déploré que, dans un cas particulier, l'institution de l'instruction primaire obligatoire fût subordonnée à la possibilité pour les autorités autochtones d'en couvrir les frais.

49. Le représentant du Royaume-Uni, commentant les observations du représentant de l'Inde relatives à la nécessité de rendre l'instruction gratuite et obligatoire, a déclaré que c'était là l'idéal vers lequel tendait la politique de l'enseignement dans les territoires sous administration britannique. Il a exposé, ensuite, les nombreuses difficultés qu'il fallait surmonter avant de pouvoir atteindre cet idéal. Parlant du rapport préparé par le Comité d'experts de l'UNESCO pour la normalisation des statistiques scolaires, dans lequel on avait également cherché à délimiter une personne lettrée ou semi lettrée, le représentant du Royaume-Uni a fait observer que son gouvernement, tout en approuvant en principe la plupart des conclusions de ce rapport, ne pouvait que recommander les normes internationales proposées aux gouvernements intéressés, pour qu'ils s'en inspirent dans l'établissement de leurs statistiques. La résolution No 32 adoptée par la quatorzième Conférence générale de l'UNESCO reconnaît que les questions financières doivent être prises en considération dans tout plan de scolarisation. En ce qui concerne les territoires sous administration britannique, le montant des sommes dépensées par habitant n'est pas un critère suffisant pour évaluer les progrès accomplis. De grands progrès dans ce domaine ont pu être réalisés grâce aux missions et aux diverses communautés ethniques des territoires intéressés. Dans les territoires qu'il administre, le Gouvernement du Royaume-Uni a pour principe de développer l'ensemble du système d'enseignement plutôt qu'un de ses aspects, et de tenir dûment compte des traditions des populations locales. Le représentant du Royaume-Uni a reconnu, comme le représentant de l'Inde, qu'il importe d'éviter le retour à l'analphabétisme des personnes qui avaient reçu un début d'instruction. A cette fin, on a créé en Afrique orientale et en Afrique centrale des bureaux de documentation chargés de publier des ouvrages en langues vernaculaires, pour l'emploi dans les écoles et pour l'emploi général, et de favoriser l'épanouissement des talents des auteurs locaux. L'enseignement en Afrique a fait récemment l'objet des travaux de deux missions; les grandes lignes de la politique arrêtée dix ans plus tôt sont maintenant réexaminées. Une conférence a été organisée dans le Royaume-Uni pour étudier la question plus avant; son rapport présentera sans doute de l'intérêt pour les membres du Comité.

50. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que les Autorités administrantes ne s'acquittaient pas de leurs obligations dans le domaine de l'enseignement; il s'ensuit que l'analphabétisme sévit au sein des populations autochtones. Il a cité, à l'appui de son observation, de nom-

breux exemples tirés des renseignements communiqués par des Puissances administrantes.

51. Le représentant de l'UNESCO a répondu à diverses questions soulevées au cours de la discussion, notamment à celles du représentant de l'Inde. Il a confirmé l'importance de la nature de l'enseignement donné et a cité des exemples qui montrent que le désir d'instruction était stimulé lorsque les conditions d'existence étaient améliorées. Se référant à certaines difficultés rencontrées par les Puissances administrantes pour développer l'enseignement dans leurs territoires, il a souligné que l'instruction ne consiste pas simplement à savoir lire et écrire. Il a montré l'importance du travail verbal et a recommandé un emploi plus généralisé des moyens d'enseignement audio-visuels. En ce qui concerne les difficultés matérielles à surmonter, il a cité des exemples de pays insuffisamment développés qui avaient construit des écoles à bon marché et il a fait observer que l'on pourrait faire de même dans les territoires non autonomes. L'expérience a montré qu'il fallait au moins une période d'études de quatre ans pour que les connaissances élémentaires restent acquises; le représentant de l'UNESCO a reconnu l'importance de moyens d'instruction complémentaire. D'une façon générale, il ne pensait pas qu'il y ait des obstacles insurmontables à l'emploi des langues vernaculaires comme véhicule de l'enseignement.

IX. — Collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes; renseignements sur l'assistance technique

52. Dans sa résolution 445 (V), l'Assemblée générale a souligné à nouveau "l'importance qu'elle attache à la collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et scolaire dans les territoires non autonomes, ainsi qu'elle l'a déjà signalé dans la résolution 331 (IV)", et elle a invité les institutions spécialisées à communiquer chaque année à l'Organisation des Nations Unies des renseignements sur les progrès des travaux qu'elles auraient entrepris et qui pourraient être utiles aux territoires non autonomes. Dans sa résolution 444 (V), l'Assemblée générale a invité les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes et qui ont besoin d'assistance technique pour le progrès économique, social et scolaire de ces territoires à présenter des demandes à cet effet et elle leur a recommandé de faire figurer dans les renseignements qu'ils communiquent un rapport sur la manière dont l'assistance technique fournie par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées a été intégrée dans les programmes à long terme pour le développement de ces territoires. De plus, dans sa résolution 336 (IV), l'Assemblée générale a prié "le Secrétaire général de tenir le Comité spécial au courant de la nature de l'assistance technique que les territoires non autonomes reçoivent de temps à autre des organismes internationaux spécialisés".

53. Le Secrétaire général a donc préparé des documents qui exposent les modalités de la collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et scolaire dans les territoires non autonomes ainsi que les modalités de l'assistance technique fournie à ces territoires par l'Organisation des

Nations Unies et les institutions spécialisées; l'OMS et l'UNESCO ont présenté des mémoires sur celles de leurs activités qui intéressent les territoires non autonomes.

54. Le Comité a examiné ces questions, qui constituaient un point particulier de son ordre du jour, au cours de ses 64^{ème} et 65^{ème} séances. En outre, certaines questions relatives à la collaboration internationale et à l'assistance technique ont été soulevées au cours d'autres discussions relatives à la situation économique, sociale et de l'enseignement.

55. Le représentant de l'Indonésie a souligné l'importance que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont attachée à la question de l'assistance technique à fournir aux territoires non autonomes. Il s'est demandé si l'on avait pleinement tiré avantage des possibilités actuelles. Il a reconnu l'intérêt des bourses d'études et des bourses de perfectionnement, mais il a demandé instamment que l'on prenne les mesures nécessaires pour envoyer dans les territoires non autonomes des experts internationaux capables d'enseigner sur place les méthodes les plus appropriées pour assurer le développement de ces territoires. Il s'est félicité de la tendance croissante à envoyer des représentants des territoires non autonomes aux cycles d'études régionaux.

56. Les représentants de l'Egypte et de l'Inde ont appuyé le représentant de l'Indonésie.

57. Le représentant de l'Inde a appelé l'attention du Comité sur l'importance d'une collaboration étroite et active entre les Nations Unies et les commissions régionales intergouvernementales. Tout en reconnaissant que ces commissions n'avaient aucun lien organique avec l'Organisation des Nations Unies, il a souligné que leurs statuts prévoyaient leur collaboration avec l'Organisation des Nations Unies. La présence d'observateurs des institutions spécialisées aux réunions des commissions régionales est certes utile, mais on ne peut guère y voir le signe d'une coopération développée. Les conférences techniques d'experts des Puissances administrantes sont conformes aux dispositions de l'Article 73, d, de la Charte, mais le Comité se doit de souligner l'importance d'un autre aspect de la collaboration internationale, à savoir la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'une part, et les Puissances métropolitaines et leurs territoires, d'autre part. Il importe également de veiller soigneusement à ce que les connaissances acquises grâce aux bourses d'études et aux bourses de perfectionnement accordées par l'Organisation des Nations Unies profitent aux populations locales.

58. Les représentants de l'Australie, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni ont exposé l'attitude de leurs gouvernements à l'égard de l'assistance technique que peuvent fournir l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées; ils ont fait observer que cette assistance n'est disponible que sur une échelle relativement modeste et qu'elle doit être considérée dans la perspective entière de l'aide technique plus importante apportée par les Puissances administrantes aux territoires ainsi que des autres programmes techniques d'un caractère régional ou bilatéral. L'Organisation des Nations Unies a souligné la nécessité de mettre les experts parfaitement au courant des conditions locales;

de l'avis des représentants précités, c'est à cet égard que les personnes déjà en fonctions dans les territoires ont un avantage sur les experts internationaux. Ces représentants ont donné au Comité l'assurance que leurs gouvernements n'ont jamais hésité à présenter des demandes d'assistance technique, et ils ont cité des exemples d'assistance reçue au titre du programme ordinaire et du programme élargi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Certains représentants des Puissances administrantes ont mentionné spécialement la participation des habitants de divers territoires au programme d'octroi de bourses des Nations Unies ainsi que l'intérêt de ce programme pour les boursiers intéressés et les territoires.

59. Le représentant de la Belgique a déclaré que l'assistance technique fournie par les organismes des Nations Unies ne représentait qu'une faible partie de l'assistance totale dont bénéficiaient les territoires non autonomes. Il a cité des chiffres comparant le total des crédits affectés à l'assistance technique par l'Organisation des Nations Unies et les sommes dépensées par la Belgique et le Congo belge. De ce fait, ce territoire reçoit une assistance technique plus importante que beaucoup de pays souverains. Afin d'avoir une vue générale du problème, le Comité devrait demander au Secrétaire général de dresser un inventaire de l'assistance technique que les territoires non autonomes reçoivent, quelle qu'en soit la source: les Puissances administrantes, les organisations régionales et le plan des Etats-Unis connu sous le nom de Point quatre, par exemple.

60. Le représentant de l'Australie a commenté les attributions de la Commission du Pacifique sud, ainsi que les travaux qu'elle a entrepris; le représentant du Royaume-Uni a décrit l'organisation et les travaux de la Commission des Caraïbes et de la Commission pour la coopération technique en Afrique au sud du Sahara; il a également exposé les buts et les réalisations du Plan de Colombo pour l'Asie du Sud et du Sud-Est. Ces deux représentants ont fait observer que les commissions régionales sont essentiellement des organismes consultatifs, que les Puissances administrantes ont créés dans diverses régions pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités internationales.

61. Les représentants de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont donné des exemples des diverses formes de l'assistance technique que leurs gouvernements fournissent à leurs territoires. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que le tableau de l'assistance technique fournie aux territoires non autonomes est très incomplet si l'on n'y fait pas figurer l'assistance technique nationale. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il faut voir un progrès digne d'attention dans le fait que certains territoires non autonomes étaient encouragés à fournir eux-mêmes une assistance technique à d'autres territoires et à d'autres pays, faisant à cet égard spécialement référence à Porto-Rico.

62. Le représentant du Royaume-Uni a mentionné également le rôle joué par le Comité des territoires d'outre-mer de l'Organisation européenne de coopération économique et ses sous-commissions en stimulant la collaboration technique pour le développement économique des territoires non autonomes. Il a souligné que le Royaume-Uni encourageait la participation des popu-

lations locales, et il a fait l'éloge du Point quatre des Etats-Unis.

X. — Résumés et analyses des renseignements transmis par le Secrétaire général

63. Conformément à la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a préparé des résumés de tous les renseignements transmis en 1952. Dans la plupart des cas, les renseignements ont été fournis sur la base du Schéma révisé en 1951; dans d'autres cas, les gouvernements ont indiqué qu'ils n'avaient pu, faute de temps, utiliser cette année le Schéma révisé.

64. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à sa 66ème séance.

65. Le Gouvernement des Pays-Bas ayant transmis des renseignements sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise (Irian), les représentants de l'Indonésie et des Pays-Bas ont fait des réserves formelles, au nom de leurs gouvernements respectifs, en ce qui concerne la souveraineté sur ce territoire. Le Président a déclaré que la question de souveraineté n'était pas de la compétence du Comité; en tant que représentant du Pakistan, il a exprimé l'espoir que le différend qui séparait les deux gouvernements en question pourrait être réglé par voie de négociation amicale. Les représentants de l'Inde, de l'Egypte, du Royaume-Uni et de l'Equateur ont exprimé le même espoir.

66. Au cours de la discussion sur ce point de l'ordre du jour, plusieurs opinions ont été exprimées, tant sur l'interprétation qu'il convient de donner, d'une manière générale, à l'Article 73 de la Charte et, en particulier, aux obligations énumérées à l'alinéa e de cet article, que sur la compétence de l'Assemblée générale pour décider quels sont les territoires pour lesquels des renseignements doivent être communiqués et quelle suite le Comité doit donner à ces renseignements.

67. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies impose des obligations étendues aux pays qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes. Il a fait remarquer que l'Assemblée générale a confirmé, au cours de sa première session, la liste des territoires au sujet desquels les Puissances administrantes sont tenues de communiquer des renseignements. Ce n'est donc que l'Assemblée générale elle-même qui pourrait modifier cette liste, et les Puissances administrantes n'ont pas le droit de trancher d'une façon unilatérale la question de savoir s'il faut ou non communiquer des renseignements concernant ces territoires. Il a ensuite déclaré que le Comité doit examiner ces renseignements et qu'il peut présenter à l'Assemblée générale des conclusions et des recommandations au sujet de ces territoires. Il a affirmé, une fois de plus, que les renseignements transmis sont incomplets en ce qui concerne notamment le budget, les recettes et les dépenses et il a critiqué le retard apporté à la transmission des renseignements relatifs à certains territoires, tels que l'Alaska; il a également fait observer que le Gouvernement néerlandais viole les obligations qui lui incombent, en s'abstenant de communiquer des renseignements sur Surinam et Curaçao. Le représentant de l'Egypte s'est également déclaré d'avis qu'un Etat Membre qui administre des territoires non autonomes n'a pas le droit de décider,

unilatéralement, quels sont les territoires pour lesquels il convient de transmettre ou non des renseignements.

68. Les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont exprimé des opinions contraires à celles du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et ils ont affirmé qu'il appartient aux seules Puissances administrantes intéressées de décider quels sont les territoires pour lesquels des renseignements doivent être transmis; la résolution 66 (I) de l'Assemblée générale ne fait qu'énumérer les territoires non autonomes indiqués par les Puissances administrantes elles-mêmes; pour reprendre les termes mêmes de l'Article 73, e, de la Charte, les renseignements sont transmis "à titre d'information"; si le Comité peut faire des recommandations de principe relatives aux questions techniques en général, il n'est pas habilité à le faire en ce qui concerne un territoire déterminé. En outre, le représentant de la Belgique a déclaré que la Belgique a accepté comme une mission sacrée l'obligation de promouvoir le progrès économique, social et de l'enseignement des populations placées sous son administration et a fait de son mieux pour remplir fidèlement cette mission. Tous les Etats qui sont responsables de populations qui ne sont pas parvenues au même degré de civilisation qu'eux-mêmes, que ces populations se trouvent outre-mer ou dans les limites de leurs frontières continentales, ont la même responsabilité.

69. Le représentant de l'Equateur a réservé la position de sa délégation touchant la portée et le contenu du Chapitre XI de la Charte et notamment de l'Article 73, e, en ce qui concerne particulièrement les territoires non autonomes situés dans l'orbite du continent américain.

XI. — Avenir du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes

70. Le paragraphe 6 de la résolution 332 (VI) de l'Assemblée générale, qui a créé le Comité, dispose que "l'Assemblée générale... examinera en 1952 la question de savoir si le Comité spécial devrait être reconstitué pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de ce nouveau Comité spécial".

71. A ses 67ème et 68ème séances, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a examiné la question de son avenir. Quatre points de vue différents ont été exposés: les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni se sont prononcés contre la reconduction du Comité sous sa forme actuelle. Les représentants du Brésil, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont déclaré que le principe d'un Comité permanent recevait leur appui. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, appuyé par les représentants du Danemark, de l'Australie et des Pays-Bas, a proposé de reconduire le Comité pour une période de trois ans. Le représentant de Cuba, appuyé par le représentant de l'Equateur, a proposé une période de quatre ans, au cas où le Comité ne serait pas institué de façon permanente.

72. Le représentant de la Belgique a estimé qu'il résulte de la composition du Comité et de l'angle particulier sous lequel on examine des problèmes techniques

de nature générale, tels que main-d'œuvre migrante, paludisme, invasions de sauterelles, que les travaux de celui-ci sont vains et stériles. Les membres du Comité ne peuvent être des experts dans tous les domaines: ces experts siègent aux conférences internationales généralement organisées par les Puissances administrantes elles-mêmes. Le fait que le Comité n'est pas autorisé à faire des comparaisons avec les conditions qui existent dans les pays indépendants qui se heurtent aux mêmes problèmes compromet gravement la valeur de ses conclusions. Le représentant de la Belgique a estimé que les discussions devraient avoir lieu au sein d'un autre organisme comprenant des techniciens appartenant aux Etats Membres ayant des problèmes communs.

73. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé les déclarations précédemment faites, au nom de son gouvernement, sur l'absence, dans la Charte, de dispositions autorisant la création du Comité actuel. En effet, les renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, sont communiqués à titre d'information. Il a déclaré que les responsabilités juridiques des Nations Unies sont remplies lorsque le Secrétaire général a reçu les renseignements statistiques et techniques que lui transmettent les Puissances administrantes. Le Royaume-Uni a participé, au cours de ces dernières années, aux discussions techniques du Comité, mais il estime que ces discussions n'ont abouti à aucun résultat qui puisse, même en dehors de toute considération de texte, justifier la reconduction du Comité.

74. Le représentant de la France a fait observer que, dans un esprit de bonne volonté et pour manifester sa foi dans la coopération internationale, son gouvernement n'a pas marchandé sa collaboration au Comité, mais l'atmosphère de compréhension qui a régné au cours des précédentes sessions du Comité s'est dissipée à la présente session. En voulant juger les faits par rapport à des normes idéales, le Comité ne tient pas compte de la réalité. La délégation française n'a d'autre choix que de voter contre la reconduction du Comité, et de réserver la position de son gouvernement.

75. Pour soutenir que le Comité devait être établi sur une base permanente, les représentants des Etats Membres qui n'administrent pas de territoires ont souligné les obligations et les responsabilités morales qui incombent aux Puissances administrantes. Le représentant de l'Inde a fait l'historique du Comité depuis la résolution 9 (I), par laquelle l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à inclure dans son rapport annuel sur les travaux de l'Organisation, prévu à l'Article 98 de la Charte, des résumés et des analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte. Pour procéder à l'examen des renseignements ainsi transmis, l'Assemblée générale a créé un Comité spécial. Par la suite, non seulement le Comité a été reconstitué, mais il a été chargé de nouvelles tâches relatives à l'assistance technique, aux droits de l'homme, aux facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations s'administrent elles-mêmes, et à la cessation de la transmission de renseignements. Le Comité répond à un besoin et il a, au surplus, fait œuvre utile. Tant qu'il existera des territoires non autonomes et que la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale demeureront en vigueur, il faudra un organisme qui aide l'Assemblée

générale à s'acquitter de ses obligations à l'égard des territoires non autonomes.

76. Non seulement le Comité, tel qu'il est actuellement composé, permet à l'Assemblée et à la Quatrième Commission de consacrer moins de temps aux discussions, mais encore ses membres connaissent bien la tâche qu'ils ont à accomplir et l'on a pu créer et maintenir une atmosphère satisfaisante. Les espoirs que la Charte des Nations Unies a fait naître chez les millions d'habitants qui peuplent les territoires non autonomes ne permettent pas de supprimer le Comité sans risque d'entraîner de graves répercussions psychologiques. Le Comité a, à l'égard des populations des territoires non autonomes, des responsabilités dont aucune institution spécialisée ni aucun autre organe des Nations Unies ne peuvent s'acquitter.

77. Analysant les dispositions de la Charte, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a conclu que, puisque les Puissances administrantes ont accepté d'assumer des obligations à l'égard des territoires non autonomes, l'Assemblée générale doit déterminer dans quelle mesure elles s'acquittent de ces obligations. Les conditions qui règnent dans les territoires non autonomes continuent de n'être pas satisfaisantes, ainsi que le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques l'a déjà signalé, notamment en ce qui concerne les relations raciales, les niveaux de vie, l'augmentation du taux de la criminalité et bien d'autres problèmes encore. L'obligation pour les Puissances administrantes de transmettre des renseignements a un caractère permanent et c'est pourquoi le Comité chargé d'examiner ces renseignements doit, lui aussi, avoir un caractère permanent.

78. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a reconnu que le Comité avait fait œuvre utile et, comme les avis étaient très partagés sur la question de la reconduction du Comité, il a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Comité resterait en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période d'essai de trois ans. Les représentants de l'Australie, du Danemark et des Pays-Bas ont appuyé cette proposition, mais le représentant des Pays-Bas a estimé qu'il serait préférable de constituer un Comité d'experts.

79. Commentant les déclarations des représentants du Royaume-Uni, de la Belgique et de la France, les représentants du Brésil et de Cuba ont exprimé la conviction que le Comité avait fait œuvre utile et que les représentants des Etats qui n'administrent pas de territoires avaient apporté une contribution importante à cette œuvre. Le représentant de l'Inde a ajouté que les représentants des pays récemment parvenus à l'autonomie peuvent apporter un concours précieux au Comité, car ils sont en mesure de comparer la situation actuelle de leur pays avec celle qui existait avant qu'ils devinssent autonomes.

80. Par 8 voix contre 7, avec une abstention, le Comité a repoussé un projet de résolution du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui recommandait à l'Assemblée générale de faire du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes un organe permanent.

81. A la suite d'une suggestion du représentant de Cuba, le représentant de l'Égypte a proposé d'apporter au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique un

amendement aux termes duquel le Comité serait maintenu en fonctions pendant quatre ans, au lieu de trois. Il y a eu partage des voix : 8 contre 8 ; l'amendement a donc été repoussé.

82. Une brève discussion a eu lieu sur le sens du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique, aux termes duquel la Quatrième Commission devrait "pourvoir les vacances qui pourraient se produire parmi les membres du Comité qui n'administrent pas de territoires non autonomes". La question a été posée de savoir si, cette année, la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, devrait élire huit membres qui n'administrent pas de territoires ou quatre seulement ; on a rappelé que l'intention de l'Assemblée générale, exprimée dans sa résolution 332 (IV), était que les membres du Comité fussent élus pour trois ans. Toutefois, afin d'assurer une certaine continuité dans la composition du Comité, il avait été décidé, lors de la première élection, que deux membres seraient élus pour deux ans et deux membres pour un an seulement. Etant donné que l'Assemblée générale ne créerait pas un nouveau comité, mais reconduirait le Comité actuel, tous les membres y siègeraient pendant trois ans. Les sièges à pourvoir cette année seraient ceux des quatre membres élus en 1949, savoir le Brésil, l'Égypte, l'Inde et l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui, bien entendu, étaient rééligibles.

83. Par 13 voix contre 3, sans abstention, le Comité a adopté le projet de résolution soumis par le représentant des Etats-Unis. Le texte en est reproduit à l'annexe II du présent rapport (projet de résolution C).

84. En votant pour ce projet de résolution, les représentants de l'Équateur, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan se sont félicités de l'initiative prise par les Etats-Unis d'Amérique, qui avaient présenté une proposition constructive. Toutefois, ils ont réservé pour leurs gouvernements respectifs le droit de voter à la Quatrième Commission et à l'Assemblée générale en fonction des circonstances.

85. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il avait voté contre le projet de résolution recommandant à l'Assemblée générale de maintenir en fonctions pendant trois ans le Comité, mais il a exprimé l'avis qu'il y aurait intérêt à distribuer le texte intégral des discours des représentants de l'Inde et de la Belgique, discours qui pourraient servir de base pour une nouvelle étude de cette question avant sa discussion par l'Assemblée générale.

86. Il a été décidé, en principe, que le Comité accorderait chaque année une attention particulière à une question technique déterminée, ce qui ne l'empêcherait pas d'examiner chaque année les renseignements relatifs à toutes les questions énumérées à l'Article 73, e, de la Charte. En 1953, le Comité étudiera d'une façon plus particulière la situation de l'enseignement.

XII. — Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité

87. L'Assemblée générale a invité, dans sa résolution 566 (VI), le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à examiner la possibilité d'associer plus étroitement à ses travaux les territoires non autonomes et à lui faire rapport sur les résultats de cet examen, lors de sa septième session régulière.

88. Le Secrétaire général avait préparé à l'intention du Comité un mémorandum où étaient brièvement étudiées les formes possibles d'association et où étaient énoncées les dispositions que l'on rencontre dans les actes constitutifs de certains organismes internationaux, dispositions selon lesquelles les territoires non autonomes participent ou peuvent participer aux travaux de ces organismes sur une base distincte de celle des délégations des Etats Membres responsables de leurs relations internationales.

89. Le Comité a étudié cette question de sa 67ème à sa 71ème séance.

90. Les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Equateur, de l'Egypte et de l'Inde et du Pakistan ont soumis à l'examen du Comité un projet de résolution, dont le texte était le suivant :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant qu'on a estimé possible et utile d'associer les territoires non autonomes aux travaux des organes techniques des Nations Unies, y compris des institutions spécialisées,

"Reconnaissant que la participation directe des territoires non autonomes aux délibérations du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes peut favoriser plus encore les progrès réalisés par ces territoires et leurs populations en vue d'atteindre les objectifs mentionnés dans le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies,

"1. Autorise le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à accepter, sur la proposition de la Puissance administrante intéressée, que participent à ses travaux les représentants des gouvernements des territoires non autonomes où les habitants assument, dans une large mesure, la responsabilité de la politique suivie dans les domaines économique, social et de l'éducation;

"2. Invite les Puissances administrantes à saisir l'occasion qui leur est ainsi offerte de réaliser une coopération plus efficace en ce qui concerne l'étude des conditions économiques, sociales et de l'éducation existant dans les territoires non autonomes;

"3. Invite le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à faire rapport à l'Assemblée générale au sujet des dispositions qui auront été prises aux fins d'associer les territoires non autonomes aux travaux du Comité conformément à la présente résolution."

91. En recommandant l'adoption de leur projet de résolution commun, les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Inde et du Pakistan ont reconnu que l'on rencontrerait certaines difficultés techniques en arrêtant les conditions du statut de membre associé, mais ils ont été d'avis qu'il ne pourrait y avoir d'opposition au principe en cause puisque leurs propositions étaient entièrement conformes aux termes de la résolution 566 (VI) dans laquelle l'Assemblée générale a reconnu "que la participation directe des territoires non autonomes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées constitue un moyen efficace de promouvoir le progrès des populations de ces territoires vers l'égalité avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies". Une association de cette nature serait profitable à la fois au Comité et aux représentants des territoires non

autonomes. La question d'une dualité de représentation ne se poserait pas puisque le projet de résolution a invité les Puissances administrantes elles-mêmes à désigner les représentants qui participeraient aux travaux du Comité.

92. En réponse aux questions qui leur ont été posées, les auteurs du projet de résolution commun ont expliqué que, selon ce projet, les représentants des territoires non autonomes ne jouiraient pas du droit de vote, siègeraient indépendamment des Puissances administrantes et exposeraient leurs propres idées; ils ont expliqué aussi que ces représentants devraient être des représentants des gouvernements locaux des territoires non autonomes.

93. Le représentant de l'Inde a pensé que les difficultés d'ordre technique pouvaient recevoir une solution. Il a suggéré que peut-être les territoires placés à l'origine sur la liste des territoires non autonomes mais au sujet desquels on ne transmettait plus de renseignements pourraient solliciter par priorité la qualité de membres associés. Il a proposé que viennent ensuite les territoires qui avaient atteint un degré d'autonomie assez large pour comprendre un développement des institutions représentatives et en particulier des assemblées au moins partiellement élues. De puissantes raisons ont rendu souhaitable que les territoires non autonomes participent plus directement aux travaux du Comité, ce qui leur permettrait d'acquérir une expérience supplémentaire. Il a été d'avis qu'un tel statut de membre associé pourrait, à chaque session du Comité, n'être accordé qu'à quatre territoires, choisis selon une équitable représentation géographique et en tenant compte de la nature des travaux que le Comité a envisagé d'entreprendre au cours d'une session déterminée.

94. On devrait classer les territoires non autonomes selon le degré de développement qu'ils ont atteint, en distinguant entre: a) territoires au sujet desquels il n'est plus transmis de renseignements; b) territoires qui sont parvenus à un certain degré d'autonomie; et c) ceux qui en sont encore à un stade élémentaire d'évolution. C'est là une question à laquelle le Comité devrait consacrer une étude plus complète.

95. A titre d'essai et comme moyen d'associer plus étroitement les territoires non autonomes aux travaux du Comité, le représentant de l'Inde a suggéré que toutes les résolutions et tous les rapports concernant les territoires non autonomes adoptés par l'Assemblée générale soient envoyés à certaines institutions représentatives de ces territoires et particulièrement aux assemblées locales qui comprennent des membres élus, et que les réactions observées chez les intéressés soient mentionnées dans les renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte.

96. Le représentant de l'URSS a exposé que le projet de résolution commun ne prévoyait pas une représentation appropriée des habitants des territoires non autonomes, puisque cette représentation dépendrait du choix des Puissances administrantes et ne serait assurée que pour les territoires qui auraient atteint un large degré d'autonomie. En outre, ainsi qu'il ressortait de l'attitude des Puissances administrantes à l'égard des travaux du Comité et du prolongement de son mandat, il était certain qu'on ne pouvait attendre de résultats d'aucune résolution invitant celles-ci à assurer l'association plus étroite des territoires non autonomes avec

le Comité. Pour cette dernière raison, il ne lui était pas possible d'appuyer le projet de résolution commun, à moins qu'il ne fût amendé de manière à fournir aux territoires non autonomes une possibilité réelle d'association.

En conséquence, il a proposé un amendement destiné à remplacer par le texte suivant le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution commun :

"1. *Autorise* le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à inviter les représentants des organisations sociales, culturelles et éducatives, ainsi que les représentants des organes représentatifs de l'administration autonome locale, s'il existe une telle administration dans les territoires non autonomes, à participer aux travaux du Comité sans droit de vote."

97. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait observer que le projet de résolution commun contenait de sérieuses implications. En général, son gouvernement estime souhaitable de maintenir une étroite participation des territoires dépendants aux travaux des Nations Unies de façon que les habitants de ces territoires soient assurés de mieux comprendre et mieux apprécier les principes et les objectifs de la Charte et des activités des Nations Unies. Cependant, les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas en mesure d'appuyer toute forme d'action qui tendrait à créer un type de représentation distincte, au sein de ce Comité et au bénéfice des territoires non autonomes ou de leurs habitants, de celle des membres des Nations Unies responsables de l'administration de ces territoires ; le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'opinion qu'il n'était pas nécessaire d'établir un statut de membre associé au sein du Comité. Les Etats-Unis d'Amérique sont d'avis que la manière la plus pratique d'assurer une participation plus étroite des territoires non autonomes aux travaux du Comité consiste à perpétuer et à développer l'habitude, déjà suivie par quelques Puissances administrantes, d'attacher à leurs délégations des personnalités dûment qualifiées originaires de ces territoires. Les Etats-Unis d'Amérique ont pris l'habitude d'inclure dans leurs délégations aux conférences internationales, avant même que l'on en ait tenues sous les auspices des Nations Unies, des habitants des territoires placés sous leur administration, et c'est seulement en raison de circonstances imprévisibles que des représentants de ces territoires n'ont pu faire partie de leur délégation à la présente session du Comité. Pour tenir compte de ceci, les Etats-Unis ont soumis le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant que, par sa résolution 566 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale a invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à étudier la possibilité d'associer plus étroitement à ses travaux les territoires non autonomes et à présenter à l'Assemblée générale, à sa septième session ordinaire et en liaison avec l'examen de la question de l'avenir du Comité auquel elle devra procéder, un rapport sur le résultat de cette étude,

"Ayant reçu le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

"Reconnaissant que chaque Membre des Nations Unies a le droit absolu de déterminer la composition de sa délégation,

"1. Constate que les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes ont parfois inclus parmi les membres de leur délégation au Comité des personnes qualifiées originaires de ces territoires ;

"2. Estime que cette procédure constitue le moyen le plus pratique et le plus satisfaisant de donner aux territoires non autonomes la possibilité de participer plus étroitement aux travaux du Comité ;

"3. Exprime l'espoir que les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes jugeront opportun de continuer à appliquer, en la généralisant, la méthode qui consiste à associer aux travaux du Comité des personnes dûment qualifiées originaires des territoires non autonomes en les nommant membres de leur délégation ou de toute autre manière qu'ils estimeraient souhaitable."

98. En s'opposant au projet de résolution commun soumis par les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Inde et du Pakistan, les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont exposé que leurs gouvernements regardaient comme une forme de dualité de représentation la qualité de membre associé du Comité et que les conditions d'admission aux Nations Unies qu'énonce la Charte s'opposent à la création d'un statut de membre associé dans une commission de l'Assemblée générale. D'un point de vue juridique, leurs gouvernements ne pourraient accepter une proposition qui n'a pas tenu compte du principe de l'autorité unique qui est l'un des principes essentiels d'un gouvernement démocratique.

99. Le représentant de la Belgique a fait savoir que son gouvernement avait voté contre la résolution invitant le Comité à étudier la question d'une association plus étroite des territoires non autonomes aux travaux du Comité, lorsque celle-ci avait été mise aux voix pendant la dernière session de l'Assemblée générale, car il considérait pareille association impossible, infructueuse et néfaste. D'un point de vue constitutionnel, a-t-il exposé, il est inadmissible que soient présentes au sein du Comité des représentations parallèles, l'une de la Puissance administrante et l'autre du territoire dont la Puissance administrante seule a la responsabilité. Il a souligné de plus que, dans la pratique, des fonctionnaires des territoires avaient déjà pris part aux travaux du Comité en qualité de membres des délégations des Puissances administrantes.

100. Le représentant du Royaume-Uni a aussi rappelé que son gouvernement, lors de la sixième session de l'Assemblée générale, avait d'abord accordé son appui à l'étude de la participation éventuelle des territoires non autonomes aux travaux du Comité. Cependant, après avoir accordé son attention à cette question, son gouvernement avait décidé de s'abstenir en séance plénière, en considération des difficultés d'ordre constitutionnel qui étaient devenues évidentes.

101. Le représentant de la France a indiqué qu'il s'abstiendrait, pour les mêmes raisons, de voter sur le projet de résolution soumis par les Etats-Unis, lequel présentait cependant à ses yeux l'avantage de concilier un réel intérêt pratique avec le respect des principes.

102. Le représentant du Danemark a exposé que son gouvernement approuvait les principes énoncés dans le projet de résolution commun selon lesquels il fallait rechercher les moyens d'associer plus étroitement les

habitants des territoires non autonomes aux travaux du Comité. Il n'approuve pas cependant les moyens suggérés dans cette résolution. La politique du Gouvernement danois a été d'inclure dans ses délégations les spécialistes qu'il jugeait utiles et il appuiera en conséquence le projet de résolution soumis par les Etats-Unis. Le représentant de l'Australie a également indiqué qu'il voterait en faveur du projet de résolution des Etats-Unis.

103. Le représentant de l'Inde a proposé que le Comité, lorsqu'il présentera les résultats de l'étude qu'il aura faite du problème, recommande à l'Assemblée générale de procéder à un nouvel examen de ce dernier.

104. En commentant cette dernière proposition, le représentant du Royaume-Uni a exposé que son gouvernement s'était livré à un examen très serré du problème, était parvenu à certaines conclusions bien déterminées et qu'il ne croyait pas que l'Assemblée générale dût recommander de procéder à une nouvelle étude.

105. Le Comité a alors procédé au vote sur les textes qui lui étaient soumis.

106. L'amendement présenté par le représentant de l'URSS, afin de remplacer le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution commun, a été rejeté par 11 voix contre une, avec 4 abstentions.

107. En expliquant leurs votes, les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Inde et du Pakistan ont exposé, qu'à leur avis, l'amendement proposé dépassait les limites du problème que le Comité avait été chargé d'étudier en vertu de la résolution 566 (VI) de l'Assemblée générale.

108. Le projet de résolution commun soumis par les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de

l'Equateur, de l'Inde et du Pakistan a été également repoussé par 8 voix contre 7, avec une abstention.

109. Le Comité a voté alors, paragraphe par paragraphe, sur le projet de résolution présenté par le représentant des Etats-Unis d'Amérique; les résultats de ce vote ont été les suivants:

Premier considérant: Adopté par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

Deuxième considérant: Adopté par 11 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

Troisième considérant: Adopté par 14 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Paragraphe 1 du dispositif: Adopté par 7 voix contre 3, avec 6 abstentions.

Paragraphe 2 du dispositif: Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a suggéré de remplacer les mots "le plus" par "un" et de supprimer les mots "et le plus satisfaisant". Le paragraphe ainsi amendé a été repoussé par 8 voix contre 6, avec 2 abstentions.

Paragraphe 3 du dispositif: Adopté par 6 voix contre 4, avec 6 abstentions. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé un vote par appel nominal de l'ensemble du projet de résolution. Le vote a été le suivant:

Ont voté pour: Australie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande et Pays-Bas.

Ont voté contre: Belgique, Cuba, Egypte, Inde, Indonésie, Pakistan et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus: Brésil, France et Royaume-Uni.

En conséquence, le projet de résolution a été repoussé par 8 voix contre 5, avec 3 abstentions.

ANNEXES

I. — Ordre du jour du Comité

Points	Documents A/AC.35/	Comptes rendus analytiques A/AC.35/SR.
1. Ouverture de la session.		52
2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur.		52
3. Adoption de l'ordre du jour.	4, L.81	52
4. Situation économique des territoires non autonomes:		53, 54, 55
a) Résumés, rédigés par le Secrétaire général, des renseignements relatifs à la production agricole et industrielle;	L.102, L.109	
b) Questions soulevées par le rapport spécial sur la situation et le développement économiques approuvé par l'Assemblée générale en 1951.		
5. Situation sociale dans les territoires non autonomes:		
a) Principes directeurs et principaux problèmes du progrès social;	L.93, L.94	55, 56, 57, 58

b) Relations raciales et autres aspects de la question des droits de l'homme dans les territoires non autonomes;	A/2132/Add.1, A/2134/Add.1, L.87, L.93, L.97	58, 59, 70
c) Santé publique;	L.82, L.84, L.88, L.89, L.90	59, 60
d) Service social de la collectivité, protection de la famille et de l'enfance;	L.98, L.100, L.101, L.106	61
e) Degré d'avancement des études internationales consacrées à la main-d'œuvre migrante;	L.107	61, 62
f) Aspects de la situation de la main-d'œuvre et des systèmes suivis dans ce domaine;	L.105, L.106, L.108	61, 62
g) Méthodes à suivre pour déterminer le niveau de vie des populations et renseignements recueillis à ce sujet.	L.91, L.91/Add.1, A/2129/Add.1	63
6. Enseignements dans les territoires non autonomes:		63, 64
a) Rapports présentés par l'UNESCO sur l'emploi des langues vernaculaires ou de la langue nationale et sur les mesures à prendre pour faire disparaître l'analphabétisme;	L.99, L.103	
b) Résumé, rédigé par le Secrétaire général, des renseignements relatifs à l'enseignement et à toutes questions soulevées par le rapport spécial sur l'enseignement approuvé par l'Assemblée générale en 1950.	L.104	
7. Collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et scolaire dans les territoires non autonomes; renseignements sur l'assistance technique.	L.86, L.92, L.93, L.95, L.96	64, 65
8. Résumés et analyses, rédigés par le Secrétaire général, des renseignements communiqués en 1952:	A / 2128, A / 2129, A / 2129 / Add.1, A / 2130, A / 2131, A / 2131 / Add.1, A / 2132, A / 2132 / Add.1, A / 2132 / Corr.1, A / 2131 / Add.2, A / 2133, A / 2134, A / 2134 / Add.1, A / 2134 / Add.2, A / 2134 / Add.3, A / 2134 / Add.4, A / 2134 / Add.5, A / 2134 / Add.6, A / 2134 / Add.7, A / 2134 / Add.8, A / 2134 / Add.9, A / 2135, A / 2135 / Add.1, L.110 / Rev.1	66
a) Questions de fond d'ordre général qui ne figurent pas sous de précédentes rubriques;		
b) Renseignements communiqués spontanément sous les rubriques facultatives du Schéma;		
c) Questions de procédure.		
9. Avenir du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.	L.83, L.83/Add.1, L.85	67, 68, 69, 70, 71
10. Approbation du rapport que le Comité doit présenter à l'Assemblée générale.	L.111, L.111/Add.1 L.112, L.112/Add.1	69, 70, 72

II. — Projets de résolution présentés à l'Assemblée générale

Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes présente à l'Assemblée générale les projets de résolution suivants:

A. — PROJET DE RÉSOLUTION CONCERNANT LA SITUATION SOCIALE DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

L'Assemblée générale,

Prenant note du rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes concernant la situation sociale dans lesdits territoires,

1. Approuve le rapport du Comité, exposé succinct mais réfléchi de la situation sociale dans les territoires non autonomes et des problèmes que pose le développement social;

2. Invite le Secrétaire général à communiquer ce rapport, pour examen, aux Etats Membres des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées.

B. — PROJET DE RÉSOLUTION CONCERNANT LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

L'Assemblée générale,

Eu égard aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui veulent que l'on développe et encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous

sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

En égard au principe de la primauté des intérêts des habitants des territoires non autonomes, reconnu dans le Chapitre XI de la Charte,

Reconnaissant qu'il existe une différence fondamentale entre les lois et les pratiques discriminatoires, d'une part, et les mesures de protection destinées à garantir les droits des autochtones, d'autre part,

1. *Recommande* aux Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes d'abolir les lois et les pratiques discriminatoires contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans tous les territoires non autonomes où peuvent subsister des lois et pratiques de cette nature ;

2. *Recommande* aux Puissances administrantes d'examiner toutes les lois, tous les règlements et toutes les ordonnances, ainsi que leur application dans les territoires non autonomes, en vue d'abolir toutes dispositions ou pratiques discriminatoires qui pourraient exister ;

3. *Recommande*, dans les cas où il existe des lois qui établissent entre citoyens et non-citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race, que lesdites lois fassent l'objet d'un examen similaire ;

4. *Recommande* que tous les habitants des territoires non autonomes, sans distinction de race, aient accès à toutes les facilités publiques ;

5. *Recommande* que, dans les cas où des lois prévoient des mesures de protection spéciales en faveur de certains groupes de la population, ces lois fassent fréquemment l'objet d'un examen qui permette de déterminer si leur objet principal reste d'assurer une

protection et s'il y a lieu de prévoir des dérogations dans des circonstances particulières ;

6. *Reconnaît* que l'amélioration des relations raciales dépend dans une large mesure de l'application d'une politique éducative et approuve toutes les mesures destinées à donner à tous les élèves de toutes les écoles une meilleure compréhension des besoins et des problèmes de l'ensemble de la collectivité.

C. — PROJET DE RÉSOLUTION CONCERNANT L'AVENIR DU COMITÉ DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

L'Assemblée générale,

Ayant constitué, par sa résolution 332 (IV), adoptée le 2 décembre 1949, un Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

Reconnaissant l'utilité des travaux de ce Comité,

Rappelant que par sa résolution 332 (IV) du 2 décembre 1949, elle avait décidé d'examiner "en 1952 la question de savoir si le Comité spécial devrait être reconstitué pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de ce nouveau Comité spécial",

Ayant examiné à nouveau le mandat du Comité ainsi que les dispositions relatives à sa composition, qui figurent dans sa résolution 332 (IV), et les dispositions relatives aux travaux du Comité, qui figurent dans sa résolution 333 (IV),

1. *Décide* que le Comité restera en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période de trois ans ;

2. *Charge* la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, de pourvoir les vacances qui pourraient se produire parmi les membres du Comité qui n'administrent pas de territoires non autonomes.

Deuxième partie

RAPPORT RELATIF AUX CONDITIONS SOCIALES

I. — Note préliminaire

1. Lors de sa session de 1950, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a consacré principalement ses travaux à l'examen des conditions de l'enseignement dans les territoires non autonomes. En 1951, il a surtout accordé son attention à l'étude des conditions économiques et des problèmes du développement économique. Le Comité a, en ces deux années, rédigé des rapports spéciaux que l'Assemblée générale a ultérieurement approuvés comme constituant des exposés succincts mais réfléchis des progrès de l'enseignement ainsi que de la situation économique et des problèmes s'y rapportant dans les territoires non autonomes¹.

2. Le présent rapport qui a trait aux conditions sociales complète les deux précédents rapports. Ensemble ces trois rapports consistent les opinions réfléchies du Comité sur les problèmes économiques, sociaux et de l'enseignement qui intéressent l'ensemble des populations des territoires non autonomes. Ils découlent des renseignements transmis par les Etats Membres responsables de l'administration desdits territoires, des renseignements complémentaires mis à la disposition du Secrétariat par les Etats Membres intéressés et des débats qui ont eu lieu au sein du Comité au sujet de ces renseignements².

3. En de précédentes occasions, le Comité a appelé l'attention sur les engagements de caractère international et les déclarations relatives aux politiques suivies sur le plan national qui l'ont guidé dans sa manière d'aborder l'étude des renseignements concernant ces territoires. Ces principes doivent être maintenant répétés.

4. L'Article premier de la Charte place au nombre des buts des Nations Unies :

"3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ;

¹ Voir *Rapports du Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte, 1950 et 1951* : voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 17, deuxième partie, et sixième session, Supplément No 14, troisième partie*.

² En vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, les Puissances administrantes s'engagent à "communiquer régulièrement au Secrétaire général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent les Chapitres XII et XIII."

"4. Etre un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes."

5. L'Article 55 de la Charte, qui sert d'introduction au Chapitre IX, concernant la coopération économique et sociale, dispose :

"En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront :

"a. Le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ;

"b. La solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et d'autres problèmes connexes ; et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation ;

"c. Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."

6. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par l'Assemblée générale comme constituant un progrès valable pour tous les peuples et toutes les nations, stipule que chaque individu peut bénéficier de tous les droits et libertés énoncés dans la Déclaration et qu'aucune distinction ne doit être fondée "sur le statut politique, administratif ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté".

7. L'Article 73 de la Charte, partie principale de la Déclaration relative aux territoires non autonomes, dispose que :

"Les Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte et, à cette fin :

"a. D'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus ;

"b. De développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement ;

"c. D'affermir la paix et la sécurité internationales ;

"d. De favoriser des mesures constructives de développement, d'encourager des travaux de recherche, de coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés au présent article."

8. Ces principes et les déclarations de politique faites par les Puissances administrantes soulignent l'importance particulière, dans l'administration des territoires non autonomes, des intérêts des habitants dont les termes de l'Article 73 de la Charte reconnaissent la "primauté". Lorsqu'il se préoccupe des habitants, le Comité a en vue toutes les populations résidant dans le territoire qui considèrent que leur propre avenir et celui de leurs enfants est lié au bien-être et au progrès du territoire et de tous ses habitants.

9. Une dernière considération d'ordre général est que, dans le présent rapport comme dans ses rapports sur l'enseignement et le développement économique, le Comité a tenu compte tant des programmes de développement établis par les Puissances administrantes que des programmes généraux élaborés par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées. Les responsabilités qu'ont assumées les Etats Membres pour administrer les territoires non autonomes et les principes d'égalité entre les peuples que renferme la Charte indiquent la nécessité de promouvoir une coopération économique et sociale pour le bénéfice des populations de ces territoires dans les mêmes conditions qu'elle doit être assurée aux habitants des Etats souverains.

II. — Problèmes et politiques sociaux de caractère général

10. Les conditions de vie de beaucoup d'habitants des territoires non autonomes demandent à être améliorées d'urgence, malgré les efforts poursuivis jusqu'à présent par les Puissances administrantes.

11. Le premier problème fondamental a été et demeure celui de leur santé et les premiers efforts des administrations ont été orientés vers l'amélioration de l'état sanitaire. Mais, alors que beaucoup a été fait pour combattre les épidémies et endémies et abaisser le taux de la mortalité infantile, la venue d'une population plus saine, capable d'une production accrue et d'une vie meilleure, reste toujours l'objectif dernier de toutes les politiques de développement et la condition essentielle du progrès économique et social. Une nutrition améliorée, un habitat et une hygiène mieux appropriés ainsi qu'un enseignement médical incitant la communauté à rechercher de meilleures conditions de vie, sont de première importance pour atteindre un meilleur état sanitaire.

12. Les programmes pour le progrès social doivent non seulement résoudre les questions de caractère

permanent relatives à l'état sanitaire déficient et à la pauvreté mais aussi — et souvent en même temps — les questions d'adaptation sociale qui découlent des changements affectant l'économie. La découverte de nouveaux moyens de communication, les progrès du commerce, le développement des zones urbaines, le changement d'une économie de subsistance à une économie monétaire et le développement économique en général ont tendu à désintégrer les structures sociales établies. Il faut aujourd'hui de nouvelles bases sur lesquelles l'individu puisse établir l'expression nouvelle de sa responsabilité envers sa famille et la communauté à laquelle il appartient.

13. Les niveaux de vie ne peuvent être relevés qu'au moyen d'une production accrue. C'est pourquoi se trouve justifiée l'importance attribuée, dans de nombreux programmes établis dans les territoires non autonomes, au développement économique. Il ne peut cependant y avoir d'accroissement de la production s'il n'existe un nombre suffisant de travailleurs en bonne santé et compétents, appartenant à des communautés où ils trouveront les satisfactions appropriées dans le domaine social. Le progrès économique des territoires requiert en conséquence l'amélioration des conditions sanitaires, sociales et de l'enseignement faites aux populations. Le développement économique et le développement social sont interdépendants et ce serait manquer de réalisme que d'essayer de bâtir une économie saine en négligeant les aspects sociaux du problème. En manquant d'apprécier exactement les implications d'ordre social du développement économique, on peut non seulement porter atteinte aux véritables objectifs du développement, mais aussi rendre ce dernier impossible.

14. Un grand nombre de territoires non autonomes ne disposent pas des ressources financières requises pour la croissance des services sociaux nécessaires à leurs habitants. Ils reçoivent l'aide financière des métropoles. Comme le Comité l'a exposé en 1951 : "Les Etats Membres administrants n'attendent plus des territoires non autonomes qu'ils soient en mesure de pourvoir par eux-mêmes à leur propre développement économique, livrés uniquement à leurs ressources propres, ou à l'aide d'investissements étrangers de source privée." Ceci est encore plus valable lorsqu'il s'agit du progrès social. Même ainsi, le total des ressources disponibles pour améliorer les conditions de vie des habitants est, dans bien des cas, inadéquat.

15. En de telles circonstances, il n'est pas seulement souhaitable d'obtenir, pour mener à bien une politique sociale, la plus large collaboration des populations, à la fois dans l'établissement et dans la mise en œuvre des programmes de développement social ; cela constitue également une nécessité économique. Le Comité ne fait rien d'autre ici que de reprendre des déclarations autorisées et répétées selon lesquelles il n'est pas de programme pour l'amélioration des conditions de vie des populations des territoires non autonomes qui puisse aboutir s'il n'emporte pas le consentement et l'entier appui des populations, tous deux obtenus en stimulant les aspirations de celles-ci ainsi que la satisfaction par elles-mêmes de leurs propres besoins.

16. En soulignant que la collaboration des populations est une condition essentielle à la fois pour décider et mettre en œuvre les mesures destinées à assurer le progrès social, le Comité ne pense pas qu'il faille

attendre, pour agir en ce domaine, la lente disparition d'anciennes habitudes, ou qu'il faille limiter à de simples exhortations et conseils les politiques à suivre. Les traditions jouent un rôle important dans la détermination de l'étendue et de la forme du développement économique et social et personne n'est complètement à l'abri de leur influence. Cependant, toutes les communautés, particulièrement à des périodes capitales de leur évolution, accueillent avec faveur l'élan qui peut être donné par des gens en qui elles ont confiance. A cet effet, la discussion et l'approbation sont nécessaires. Il n'y a pas de politique économique ou sociale qui puisse aboutir sans le consentement préalable des populations et la façon la plus démocratique et la plus efficace d'obtenir ce consentement consiste à rechercher, que ce soit pour l'élaboration ou l'exécution d'une politique donnée, la coopération des habitants. Le Comité s'est trouvé encouragé par bien des renseignements qui lui ont été fournis sur les progrès accomplis dans cette voie et qui montrent que dans quelques territoires les représentants de la population sont déjà responsables de la gestion des affaires sociales. Il espère que l'on parviendra rapidement à ce résultat si souhaitable dans tous les territoires non autonomes.

17. Dans les parties suivantes du présent rapport on traitera de certains aspects particuliers du progrès social. Un thème qui reviendra fréquemment dans chacune de ces parties est qu'il est souhaitable d'obtenir, à tous les niveaux, la participation des populations. Deux autres tendances de caractère général, étroitement liées au problème d'une telle participation, peuvent être relevées.

18. En premier lieu la tendance marquée dans les récents programmes sociaux d'abandonner les mesures curatives limitées et de rechercher la collaboration des populations à des programmes positifs d'action préventive, ainsi que les demandes des habitants soucieux d'obtenir de meilleures conditions de vie, renferment la promesse de progrès en de nombreuses réformes qu'il serait impossible de vouloir imposer d'en haut. Dans le domaine social on souligne l'égale importance des mesures curatives et préventives, et, dans le domaine général du bien-être social, de nombreuses mesures peuvent être qualifiées de curatives qui ont un caractère d'urgence primordiale avant que l'on ait mis en œuvre une politique d'action préventive. Le problème n'est pas tant de choisir entre deux politiques que d'intégrer en un seul programme les deux aspects de l'action préventive et de la guérison. Même ainsi il n'est pas sans utilité de souligner l'importance de l'action préventive puisque, lorsqu'on décide d'une politique, les maux à éviter immédiatement peuvent être tellement évidents qu'ils tendent à attirer principalement l'attention sur l'action curative plutôt que sur la suppression de leurs causes fondamentales.

19. La seconde question d'ordre général tient à ce que, en dehors des besoins fondamentaux concernant un meilleur état sanitaire et un enseignement amélioré, il peut y avoir de grandes différences entre les problèmes sociaux les plus urgents, mais, quelle que soit l'attention apportée à un problème spécifique quelconque, le résultat sera vraisemblablement et doit être le progrès vers une politique sociale d'ensemble. La diversification des méthodes et les inégalités dans le développement ne peuvent être évitées et sont peut-être souhaitables lorsque les habitants élaborent eux-

mêmes la politique à suivre pour traiter les questions qu'ils estiment les plus urgentes. Egalement, cette diversification et cette variété ne doivent pas dissimuler la nécessité de programmes à longue portée pour coordonner tous les efforts en faveur du progrès social.

20. Enfin, il importe de faire une fois encore référence, dans cette partie générale, à la nécessité d'une aide extérieure. Cette aide est fournie par les métropoles d'un certain nombre de manières, dont les plus importantes sont les services fonctionnels ou consultatifs, l'octroi de sommes pour les dépenses d'infrastructure et la fourniture des moyens d'instruction ou de formation. Le Comité a reçu des renseignements quant à l'étendue de l'aide métropolitaine et a été d'avis que, jointe à la politique d'encouragement à la participation des habitants, une aide de ce genre a un caractère essentiel. En comparaison, le total des ressources pour l'assistance technique dont disposent les institutions internationales est maigre et leur attribution aux territoires non autonomes n'en est qu'à ses débuts. On espère qu'à l'avenir une aide accrue pourra être accordée aux territoires non autonomes par les institutions internationales et que l'assistance et la coopération internationales permettront d'appuyer les tendances majeures de la politique poursuivie dans les territoires non autonomes ainsi que les méthodes les plus adéquates de travail élaborées par les habitants eux-mêmes grâce aux progrès de leurs propres institutions.

III. — Relations raciales

21. Le Comité a pris connaissance avec intérêt de la déclaration sur la race et les différences raciales rédigée en 1951 par un certain nombre de spécialistes de l'anthropologie et de la génétique humaine rassemblés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il prend note des conclusions suivantes auxquelles sont parvenus ces experts au sujet de ce que la majorité des spécialistes considère maintenant comme scientifiquement établi à propos des différences entre individus ou groupes :

"1) Les seuls caractères sur lesquels les anthropologues ont pu effectivement fonder jusqu'à présent des classifications raciales sont des caractères physiques (anatomiques et physiologiques).

"2) Dans l'état actuel de la science, rien ne justifie la croyance que les groupes humains diffèrent par des aptitudes innées d'ordre intellectuel ou affectif.

"3) Certaines différences biologiques peuvent être aussi grandes à l'intérieur d'une même race que d'une race à l'autre.

"4) On a vu se produire des transformations sociales considérables qui ne coïncidaient nullement avec des changements du type racial. Les études historiques et sociologiques corroborent ainsi l'opinion selon laquelle les différences génétiques n'interviennent guère dans la détermination des différences sociales et culturelles entre groupes humains.

"5) Rien ne prouve que le mélange des races ait des effets défavorables du point de vue biologique. Les résultats, bons ou mauvais, auxquels il aboutit s'expliquent tout aussi bien par des facteurs sociaux."

22. Tous ceux qui souhaitent le maintien de la paix comprennent l'importance primordiale qui s'attache à l'amélioration des relations raciales entre tous les

peuples. Dans la plupart des territoires non autonomes, le fait que la plus grande partie de la population soit d'une origine ethnique et possède un patrimoine culturel différents de ceux des peuples des pays responsables de leur administration, qui occupent à l'heure actuelle la plupart des hauts postes, rend encore plus importante la collaboration interraciales. Les déclarations de politique faites à cet égard par les Puissances administrantes sont souvent catégoriques et formelles dans leur condamnation des pratiques de discrimination raciale et dans leur encouragement à une harmonie entre les diverses races.

23. Il y a en même temps de nombreux problèmes d'ordre pratique à considérer, notamment dans les cas où une immigration permanente de personnes de races et cultures différentes a eu lieu. Malheureusement, les préjugés des uns contre les autres sont largement répandus. Les maux qui en résultent peuvent cependant être augmentés et le devoir de les supprimer est certainement accru lorsque les avantages économiques et sociaux sont accordés aux fractions de la population de même race que les personnes responsables de l'administration.

24. On doit rechercher dans la législation, les pratiques administratives, l'instruction et la venue, comme l'encouragement, d'une opinion publique éclairée, les moyens efficaces de parvenir à l'élimination des préjugés raciaux et à la réalisation effective de l'égalité raciale.

25. Dans le domaine législatif le Comité a examiné deux questions principales: l'abrogation de toute loi tendant actuellement à perpétuer les divisions raciales et l'adoption de lois consacrant le principe de l'égalité raciale ou intervenant contre des exemples particuliers de préjugé racial.

26. On peut distinguer parmi les lois existantes entre celles qui établissent ou accordent des distinctions, des concessions, des protections et des discriminations.

27. Par lois établissant ou accordant des distinctions ou des concessions, on entend celles qui, dans un territoire donné, reflètent les aspirations religieuses, traditionnelles et culturelles différentes des diverses communautés et qui sont dues à la volonté des communautés intéressées et maintenues par elles. Des lois de ce genre sont non seulement nécessaires mais utiles dans leur impact sur les relations raciales, à condition toujours qu'elles traduisent la volonté des habitants.

28. Les lois établissant des protections en faveur des habitants autochtones vulnérables, par exemple, aux pressions de communautés plus puissantes ou plus riches vivant à leurs côtés peuvent également être nécessaires et utiles. Néanmoins, ces lois demandent à être examinées fréquemment car, en raison de l'évolution sociale, leur objet peut devenir inutile et elles peuvent devenir discriminatoires notamment au cas où des membres de la communauté protégée en sont venus à partager les conditions de vie d'autres éléments de la société.

29. Enfin, les lois discriminatoires qui, pour des raisons raciales, frappent d'incapacités certains individus, sont contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Comité reconnaît qu'en de nombreux territoires non autonomes, une telle législation n'existe plus, qu'elle

est en voie d'abrogation ou que son abrogation est envisagée dans quelques autres territoires, soit en bloc, soit en accordant des dispenses à certaines personnes ou groupes. Il est vrai que des considérations touchant à l'ordre public, à la santé publique, à l'éducation sociale et à des domaines semblables sont mises en avant pour maintenir des mesures particulières. Le Comité est néanmoins d'avis que l'abrogation d'une semblable discrimination est hautement souhaitable et revêt un caractère d'urgence, particulièrement quand, en raison du rythme accru du développement économique et social et de la multiplication des contacts entre les races, des formes de discrimination qui n'avaient sans doute que des effets mineurs sur une communauté isolée et en grande partie figée peuvent vite devenir des sources de difficultés réelles et, légitimement, d'amères doléances.

30. On peut donner de nombreux exemples, tirés aussi bien de pays indépendants que de territoires non autonomes, de lois prises contre les pratiques discriminatoires, soit sous forme de stipulations dans les lois fondamentales, soit sous forme d'interdictions et de pénalités contre des actes discriminatoires donnés. Mais sans une opinion publique déterminée les lois ne peuvent accomplir beaucoup. Cependant, tout programme de lutte contre le préjugé racial doit être à plusieurs faces. Là où la loi assure à tous les citoyens une égalité de statut et de chances, spécialement là où le citoyen a le droit de recours contre toute décision de l'exécutif ou toute mesure législative qui porte atteinte à cette égalité de statut et de chances, quand certaines pratiques discriminatoires concernant la fourniture de services et l'utilisation de facilités sont illégales, les lois jouent un rôle très puissant dans le façonnement de l'opinion publique. Le Comité pense que la législation, renforcée en ce cas, comme dans tout autre cas, par l'appui de l'opinion publique, est l'un des moyens les plus sûrs de mettre fin aux préjugés.

31. Les pratiques administratives peuvent également faire beaucoup à cet égard. Les autorités administratives, en recherchant la collaboration des habitants pour l'élaboration et la mise en œuvre des mesures relatives au progrès social, doivent offrir l'égalité des chances aux populations dont elles sollicitent l'aide. Pour autant que restrictions ou discriminations découlent de pratiques administratives, un examen de la situation doit tenir compte non seulement des circonstances présentes mais encore des buts ultimes, puisque ces pratiques peuvent se traduire en aménagements matériels relatifs aux bâtiments ou aux services publics ou bien en habitudes qui prolongent les divisions raciales.

32. L'accès de la population autochtone à tous les échelons de la fonction publique, avec les questions connexes des possibilités de préparation à ladite fonction, des chances de promotion et de l'égalité de rémunération, sont d'une importance toute spéciale pour le progrès des pratiques administratives et le concours volontaire des populations. Bien que le principe de la non-discrimination dans les services publics soit généralement admis dans les territoires non autonomes, et bien que dans plusieurs territoires le nombre des habitants appelés à de hauts postes augmente rapidement, il existe des territoires où ce principe reste théorique ou dans lesquels peu de progrès ont été pratiquement réalisés. Parler de la collaboration des habitants au

progrès social dans le sens moderne du terme n'a guère de sens si, en fait comme en théorie, on ne peut choisir parmi lesdits habitants ceux qui sont en mesure d'assumer, avec la formation adéquate, les plus hauts emplois de la fonction publique. De nombreuses difficultés se présenteront pendant la période transitoire, telles, par exemple, que la question des salaires à offrir aux fonctionnaires recrutés localement et aux fonctionnaires recrutés à l'extérieur, qu'ils soient membres des cadres permanents ou experts engagés à titre temporaire. On mesure ces difficultés. Cependant, on ne pense pas qu'elles soient insolubles, surtout en faisant appel au bon sens, dans la mesure où des fonctionnaires autochtones qualifiés ne sont pas désavantagés en raison de leur race ou de leur origine.

33. Les autorités administrantes n'ont pas un contrôle aussi étendu sur les conditions d'emploi dans le secteur privé. En raison des conditions économiques et sociales et des conditions d'enseignement, les autochtones n'ont que des possibilités limitées d'occuper les plus hauts postes, notamment lorsque le type d'emploi attribué à chaque race se trouve déterminé par certains concepts généralement acceptés. Lorsque les conditions d'emploi sont fixées d'après un système comportant des négociations d'un caractère collectif, les Autorités administrantes peuvent avoir à examiner si cet état de choses n'engendre pas des situations contraaires à la politique générale qu'elles se sont fixée. En particulier, lorsque des conventions collectives d'un caractère obligatoire sont conclues en faveur de syndicalistes d'une seule race, il est possible que la dualité syndicale ait pour conséquence de consolider une situation privilégiée; des mesures législatives d'un caractère non discriminatoire prévoyant le règlement, par voie d'accords, des conditions d'emploi dans une industrie, peuvent avoir en fait des effets discriminatoires. Par contre, il se peut que l'égalité de traitement pour l'admission aux emplois élevés reste théorique si les possibilités de formation professionnelle sont insuffisantes, tandis que l'égalité peut entraîner un abaissement de la rémunération si le niveau général des conditions sociales et des conditions d'enseignement ne s'élève pas au même rythme que celui de la formation professionnelle des employés de l'industrie.

34. Les administrations se trouvent souvent placées en face d'un dilemme en ce qui concerne l'attitude à prendre à l'égard d'associations telles que syndicats, sociétés coopératives et sociétés de secours mutuel qui reposent sur la participation volontaire de leurs membres. La tendance est alors que tout privilège particulier accordé à de telles associations soit applicable sans distinction de race. Dans un petit nombre de cas, le principe de l'égalité n'a pas encore été reconnu. Il convient aussi de noter que l'on rencontre certaines dispositions ou mesures prises spécialement en faveur d'associations dont les membres manquent encore d'expérience, dispositions et mesures qui ont fort utilement contribué au développement de mouvements qui rendront possible dans l'avenir le fonctionnement d'organisations libres et efficaces. Un problème qui se pose est celui du choix de l'époque à laquelle il conviendra de remplacer les systèmes appliqués aux associations inexpérimentées par des systèmes qui conviennent à des groupements plus évolués, ainsi que celui du choix des méthodes à utiliser à cet effet.

35. Les règlements qui prévoient des conditions différentes pour les diverses races à l'occasion des aspects

sociaux variés de la vie quotidienne, comme, par exemple, la limitation des droits de résidence et de déplacement à l'intérieur d'un territoire, sont maintenus quand on constate des divergences marquées entre les coutumes et les conditions de vie réelle des différentes races. Ces règlements, comme c'était également le cas pour les mesures législatives discriminatoires, demandent à être revus fréquemment sans perdre de vue qu'il existe une différence de principe entre les règlements qui imposent des conditions particulières à certains groupes dans des circonstances déterminées et les règlements qui interdisent à toutes les personnes d'une certaine race de jouir des conditions les plus favorables quel que puisse être leur niveau économique et culturel.

36. Pour toutes ces questions, l'instruction, dans l'acception la plus large du terme, est la vraie solution.

37. En 1950, le Comité sur le problème de la diffusion de l'enseignement a consigné ses vues selon lesquelles :

"a) Dans le domaine de l'enseignement, aucun principe ne dépasse en importance celui de l'égalité des possibilités pour tous les groupes raciaux, religieux et culturels de la population.

"b) Il convient de respecter les vœux de tout groupe qui désire instituer pour ses membres des services d'enseignement particuliers, mais ce doit être à la condition formelle que le bien-être général ne risque pas d'en souffrir et que la mise en pratique d'un système de différenciation quel qu'il soit n'entraîne pas de mesures discriminatoires contre un groupe ou un autre.

"c) Les programmes et l'organisation de différents types d'écoles peuvent être établis de manière à satisfaire les besoins des différents groupes d'élèves, mais on doit poser le principe qu'aucune école ne devrait refuser l'admission d'un élève pour des motifs de race, de religion ou de situation sociale.

"d) Le système de différenciation, en matière d'établissements scolaires et de programmes, ne devrait pas faire obstacle au développement des sentiments de mutuelle sympathie et de commune citoyenneté parmi les habitants d'un même territoire.

"e) Dans les pays où existent des systèmes distincts, chaque groupe devra obtenir une part équitable dans la répartition des fonds publics destinés à l'enseignement."

38. Un autre aspect du problème a trait à la teneur de l'enseignement. Une plus large diffusion de l'enseignement, le courage donné aux organisations culturelles, aux bibliothèques, à la littérature et aux arts peuvent développer les préjugés raciaux s'ils ne servent qu'à vanter les mérites d'une seule culture. En conséquence, on a pris des mesures dans de nombreux territoires pour être certain que les programmes et livres scolaires contiennent des références aux conditions locales et que l'on développe dans les organisations culturelles la fierté à l'égard de la culture locale, dans le but d'encourager tous les groupes à reconnaître la contribution culturelle de chacun d'eux à la vie de la communauté et à comprendre l'interdépendance locale et universelle des êtres humains. Ce qui signifie, dans une société pluriraciale, non seulement que les enfants de chaque communauté doivent être instruits des caractéristiques des autres communautés, mais

encore que cela doit s'accomplir sans inculquer de la condescendance de la part d'un groupe quelconque à l'égard d'un autre groupe.

39. D'une manière générale, en plus de l'œuvre accomplie par les administrations, un excellent travail d'éducation, dans le sens le plus large du mot, a été réalisé grâce aux activités de toutes sortes de groupes encouragés par des organisations privées dans lesquelles les membres de différentes races collaborent sur un pied d'égalité. Les programmes que patronnent ces organisations doivent être encouragés de toutes les manières.

40. Enfin, le Comité, reconnaissant qu'il reste beaucoup à apprendre au sujet des moyens de vaincre les préjugés, a noté avec intérêt les travaux entrepris par l'UNESCO et, en particulier, ses publications à l'usage des maîtres et des responsables de l'éducation de base qui rassemblent les faits scientifiquement établis sur la race et les différences raciales. Ces travaux devraient prouver leur utilité dans le cadre de la campagne contre les préjugés et la discrimination raciaux. Le Comité se prononce également en faveur de la publication des conclusions auxquelles on pourrait parvenir à la suite des recherches menées sur les organismes sociaux qui permettent, dans certains pays, à des groupes humains différents de vivre ensemble dans la paix et l'harmonie.

IV. — Condition de la femme

41. Le Comité a été tenu informé de la résolution 445 C (XIV) adoptée le 28 mai 1952 par le Conseil économique et social au sujet de la perte de certains droits essentiels de la femme^a. Les paragraphes suivants figurent dans cette résolution :

"Le Conseil économique et social

"1. *Demande* à tous les Etats, et notamment aux Etats qui ont ou qui assument la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes, de prendre immédiatement toutes mesures nécessaires en vue d'abolir progressivement dans les pays et territoires qu'ils administrent toutes les coutumes qui portent atteinte à l'intégrité physique de la femme et, par là, à la dignité et à la valeur de la personne humaine, telles qu'elles sont proclamées dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

"3. *Demande* à l'Assemblée générale d'inviter le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à tenir compte du paragraphe 1 ci-dessus lors de l'examen des renseignements transmis au titre de la section C de la troisième partie du Schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres pour la préparation des renseignements à transmettre en application de l'Article 73, e, de la Charte, Schéma que l'Assemblée a adopté le 7 décembre 1951 par sa résolution 551 (VI)."

42. Il ne fait pas de doute que les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes où de pareilles coutumes peuvent exister prêteront attention à la résolution du Conseil économique et social. Les Puissances administrantes ont fourni, pour un certain nombre de territoires non autonomes, des renseignements sur la condition de la femme. Le Comité tiendra compte de tous renseignements reçus à propos des problèmes dont il est fait

mention dans la résolution précitée, renseignements qui peuvent être transmis conformément au Schéma.

V. — Santé publique

43. Le Comité tient à reconnaître la valeur de l'aide que lui a fournie l'Organisation mondiale de la santé dans l'examen des problèmes de la santé publique intéressant les territoires non autonomes. Il a aussi bénéficié de la présence d'experts en matière de santé publique au sein des délégations des Etats-Unis d'Amérique et de la France, et des importants renseignements de caractère technique transmis par les Puissances administrantes. Il n'a pas, toutefois, étudié les problèmes de la santé publique sous l'angle où se placerait un expert. En aucune manière le Comité ne fait double emploi avec l'OMS ou une autre institution spécialisée quelconque dans le champ de la compétence particulière qui leur est dévolue. Il a pour attributions l'examen des renseignements transmis au sujet des territoires non autonomes, afin de faciliter dans les divers domaines techniques et dans les limites de sa propre compétence la réalisation des buts transmis au Chapitre XI de la Charte. En remplissant ces fonctions, il peut espérer aider les diverses institutions spécialisées en attirant l'attention sur les problèmes que pose la coordination des politiques économiques, sociales et de l'enseignement de caractère général, auxquelles doivent être subordonnées les activités desdites institutions dans leurs domaines particuliers. En conséquence, les opinions qu'il exprime dans cette partie du rapport ont trait aux aspects généraux de la politique en matière de santé publique, et non à des questions spécifiques se rapportant à des techniques médicales.

44. Les statistiques de la population sont le meilleur baromètre de l'état sanitaire d'un territoire et sont à mettre au nombre des éléments requis pour élaborer une politique économique ou sociale. Au moyen de recensements effectués à intervalles réguliers, on a maintenant rassemblé des renseignements sur l'ensemble de la population dans la plupart des territoires non autonomes situés en dehors du continent africain ; des progrès considérables ont été réalisés dans quelques territoires africains, en dépit du fait que des résultats récents montrent le caractère très approximatif des renseignements obtenus au moyen de vieilles méthodes. Les statistiques des naissances et des décès de ces dernières années concernant la totalité ou la plus grande partie de la population ont été établies pour quarante territoires. Toutefois, en recueillant les statistiques de la population, même dans les zones où un état civil complet a été institué, il demeure encore un besoin pressant de s'assurer de l'exactitude des résultats. Le Comité a notamment reconnu l'importance de statistiques exactes sur les taux de la mortalité infantile.

45. Les difficultés techniques du recensement rencontrées dans de nombreux territoires non autonomes sont communes à beaucoup d'autres pays. Elles résultent des caractéristiques propres au pays et à sa population, des difficultés administratives générales et du fait que certains problèmes techniques n'ont pas encore été résolus. Néanmoins, des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années là où des recensements complets n'ont pu être opérés, en comparant des recensements pilotes très complets faits sur le plan local avec des dénombrements généraux n'ayant pas le caractère

^a E/2237.

de recensements, avec des recensements expérimentaux dans des zones limitées, avec des recensements pilotes intéressant les parties les plus représentatives de la population ou avec le dénombrement complet des populations par foyers.

46. On espère qu'un large échange d'expériences interviendra en ce domaine, sur le plan international, afin que les moyens les plus précis d'obtenir des renseignements dignes de foi soient mis à la disposition des territoires non autonomes.

47. En ce qui concerne les programmes généraux de la santé publique dans les territoires non autonomes, les renseignements dont dispose le Comité ont témoigné des efforts considérables qui ont été faits pour établir un inventaire des besoins et, dans le domaine de la recherche, pour fournir une organisation de base de la santé publique qui satisfasse les nombreux besoins immédiats, pour supprimer les maladies tropicales, pour favoriser l'enseignement médical et pour préparer sur place le personnel sanitaire. Dans le domaine de la santé publique, la coopération régionale et internationale a peut-être progressé plus que dans tout autre domaine. En améliorant les conditions sanitaires et en mettant les services médicaux à portée de la majorité des habitants, on a obtenu à ce jour des résultats d'ensemble qui, quoique considérables, sont cependant reconnus insuffisants.

48. La nutrition est la base de la santé et il est peu probable que les grandes campagnes de prophylaxie contre la maladie, ainsi que la protection maternelle ou infantile, soient suffisantes si elles ne sont pas accompagnées par une amélioration des conditions alimentaires. L'enseignement des problèmes de la santé et la diffusion d'informations à cet égard, sans lesquels aucune action ne peut être menée à bien, n'ont pas moins d'importance. Dans la sphère internationale, l'aide concertée des institutions spécialisées intéressées serait précieuse si elle venait seconder les efforts des Puissances administrantes et aider à la diffusion de l'expérience acquise dans l'utilisation de nouvelles méthodes.

49. On a souvent mis l'accent sur l'importance de l'hygiène du milieu ambiant. Tout ce que le Comité croit devoir ajouter est que le mieux sera de se concentrer sur les mesures d'hygiène connues et éprouvées qui correspondent au stade de développement de chaque territoire. On doit ici, une fois de plus, souligner l'importance primordiale qu'il y a à obtenir le consentement éclairé des populations intéressées à des mesures qui seront d'autant plus efficaces qu'elles iront au devant des désirs des habitants.

50. En matière de santé publique, la politique de l'administration doit, en recherchant les résultats optima pour un coût minimum, examiner : a) la nature des relations entre les services métropolitains et territoriaux ; b) la nature des relations entre les services territoriaux et d'autres services gouvernementaux et organisations non gouvernementales ; c) les moyens d'atteindre les zones reculées et d'y encourager le désir, ainsi que d'y créer les conditions, d'une vie plus saine ; d) l'utilisation la plus large possible de méthodes modernes permettant de juguler un nombre important d'endémies et d'épidémies ; et e) l'organisation des diverses branches du service de la santé publique pour assurer la coordination de l'action curative et de l'action préventive, de la recherche et de la formation professionnelle, aussi bien que pour assurer un contrôle

central efficace impliquant la décentralisation nécessaire des opérations et l'éveil de l'intérêt populaire. L'établissement des plans administratifs pour la santé publique devrait être régi par le principe essentiel de la coordination de la politique de la santé, d'une part, et de la politique économique et sociale, d'autre part, à la fois en tenant compte de l'influence de considérations d'ordre médical sur la planification économique et scolaire et en intéressant le personnel des services sanitaires aux contingences d'ordre économique, social et psychologique.

51. Les progrès très répandus qui tendent à fournir aux communautés rurales éloignées des soins médicaux et des conseils d'hygiène sous des formes compréhensibles et financièrement accessibles revêtent une importance spéciale. Ils peuvent être provoqués par des moyens très divers, tels que les équipes sanitaires rurales, dont la tâche a un aspect autant éducatif que médical, et les équipes mobiles, qui cherchent principalement à guérir et à prévenir les endémies et épidémies les plus importantes. Dans ces deux cas, il faut résoudre le problème des résultats maxima avec des ressources minima. Ici encore, on assure une plus grande uniformité, même dans l'effort médical, quand l'équipe, qu'elle soit sédentaire et permanente ou mobile et temporaire, a l'appui des autres éléments responsables de la politique sociale et scolaire ainsi que les moyens d'obtenir la coopération des habitants, grâce aux voies administratives normales et aux organismes autochtones d'aide mutuelle. En conséquence, une fois encore le Comité en revient à souligner l'importance de la participation des habitants à tous les degrés de la politique sociale.

52. Il existe un accord entier sur la nécessité de donner beaucoup plus d'importance, dans le domaine de la santé publique, à l'action préventive, même s'il subsiste d'urgents besoins en ce qui concerne de nombreux services d'action curative. Les renseignements fournis au Comité montrent que les Puissances administrantes se rendent parfaitement compte de cet état de choses. L'organisation administrative des services de la santé publique peut aider à réaliser la coordination adéquate des actions curative et préventive, en tenant compte des besoins locaux. D'une part, on constate l'extension de certains services en vue de la constitution d'un ministère de la santé publique, et, de l'autre, les mesures prises, au sein des mêmes services, pour libérer de certaines tâches administratives les fonctionnaires principaux. L'autre forme de coordination, entre le service central et ses représentants sur les lieux, varie grandement en fonction des conditions locales. Dans plusieurs régions il existe un type de délégations de pouvoirs aux plus petites cellules administratives afin de mettre à jour l'organe le plus efficace de travail dans les divers domaines sanitaires ; dans d'autres régions le procédé suivi consiste plutôt à consolider des cellules trop exiguës pour assumer les responsabilités qui leur incombent. Le Comité estime que les renseignements transmis par les Puissances administrantes doivent continuer à être étudiés par le Secrétariat en liaison avec l'OMS, de manière à faciliter l'établissement des programmes de la santé publique et à indiquer les diverses manières possibles de coordonner les questions de santé publique avec les politiques d'ensemble pour le progrès économique et social.

53. Les développements administratifs ou de structure qui ont pris place dans les services de la santé publique

ou affectent ceux-ci semblent avoir eu pour résultat de donner à la santé publique une signification accrue et une place plus importante sur le plan local ou national. Ce processus est accéléré si un plus grand nombre d'habitants des territoires non autonomes trouvent leur place dans les postes les plus élevés des services, et si, dans les tâches sanitaires les plus simples, on s'assure de l'appui de personnes qui exercent une influence sur la vie quotidienne du village. Si, comme cela ressort de l'examen des principes généraux de la politique sociale, de nombreux territoires non autonomes ne peuvent s'offrir les coûteuses institutions dont ils ont besoin et si les résultats d'une politique sociale d'ensemble ne sont effectifs que si celle-ci est assurée d'un appui à la base, l'administration de la santé publique peut de la même façon trouver les moyens d'augmenter considérablement son rôle dans la politique sociale et la vie nationale en s'adaptant de plus en plus aux conditions locales. Le Comité reviendra sur cette question quand il abordera la question du développement des communautés.

54. Une des difficultés courantes tient au manque de personnel qualifié, notamment de fonctionnaires au courant des conditions locales. Des renseignements ont été fournis au Comité sur le développement de la formation professionnelle médicale dans quelques territoires non autonomes, ainsi que sur l'augmentation des possibilités offertes dans les métropoles pour la formation professionnelle. Il n'en demeure pas moins que ces possibilités restent très inférieures aux besoins des territoires non autonomes. Dans ces conditions, la formation du personnel médical auxiliaire prend une importance de caractère urgent. Il serait utile que des renseignements soient recueillis sur des problèmes techniques tels que les degrés minima d'instruction que l'on exige des auxiliaires médicaux des divers grades, les formes de préparation qui ont été les plus efficaces, la coordination des travaux du personnel médical auxiliaire et des médecins diplômés et, en général, la place occupée par le personnel auxiliaire dans les territoires non autonomes et dans les pays qui connaissent des difficultés similaires pour le développement des services sanitaires.

55. En dernier lieu, le Comité tient à souligner qu'au moment où d'importants programmes pour la santé publique sont regardés comme essentiels pour le progrès économique et social, le personnel spécialisé de toutes les branches de la médecine doit saisir le sens non seulement des programmes économiques et sociaux dont ses activités font partie, mais aussi des progrès généraux dont il doit être à la fois l'agent et l'auxiliaire. Il est également nécessaire que tous ceux qui ont une part de responsabilité dans les progrès des territoires assurent l'intégration des politiques et services de la santé publique dans le cadre de l'évolution générale des habitants. Le Comité croit que cette conception des problèmes de la santé publique est largement répandue et devrait entraîner l'acceptation du fait que tous les habitants des territoires non autonomes sans aucune distinction doivent être assurés de meilleures conditions sanitaires.

VI. — Bien-être et progrès sociaux

56. Le sens de l'expression "bien-être social" ainsi que l'étendue des services pour le bien-être varient selon les traditions diverses développées dans les

métropoles par les Puissances administrantes. Un autre facteur qui accroît la diversité des politiques tient au caractère récent de l'organisation du bien-être social, organisation qui s'est concentrée sur les problèmes locaux d'une urgence particulière. Il n'appartient pas au Comité d'entrer dans les différences de détail qui en résultent. Il prend note du très réel développement des services pour le bien-être social dans quelques territoires, mais est d'opinion qu'en ce domaine il faut porter une attention sans cesse croissante aux développements à intervenir dans ces territoires ou dans d'autres.

57. Ainsi que le Comité l'a déjà exposé, la tendance certaine des récents programmes sociaux est de rechercher la collaboration des habitants aux plans positifs d'action préventive. La tâche qui incombe aux services pour le bien-être social est en conséquence une tâche d'éducation comportant des objectifs à longue portée. Egalement et surtout dans les zones de récent développement urbain, nombre de services que l'on pourrait classer parmi les services d'action préventive sont requis d'urgence, et, d'une manière générale, la nécessité d'adapter aux conditions locales les programmes pour le bien-être social rend d'autant plus importants la coordination des efforts et l'échange de l'expérience acquise sur les problèmes et les techniques.

58. La plus grande partie des territoires non autonomes ont une économie agricole. On se heurte, dans la promotion du bien-être social, à des handicaps d'ordre économique provoqués par les revenus relativement peu élevés de la population rurale; d'autres handicaps, d'ordre administratif et géographique, découlent de la dispersion des populations et des difficultés de communication; il faut encore compter avec le handicap de l'instruction, tenant non seulement à l'insuffisance des moyens scolaires, mais aussi à l'absence de connaissance, parmi les habitants, des moyens de réaliser des progrès dans le domaine social.

59. Dans ces conditions, les programmes de développement des communautés, d'aide au paysanat et d'extension générale des services sociaux dans les zones rurales sont d'importance croissante. En de nombreux cas, les efforts tendant, au niveau du village, à l'amélioration économique sont le fait des habitants eux-mêmes et constituent l'une des formes les plus efficaces du bien-être social. De meilleures conditions de vie en résulteront, mais on ne doit pas mesurer tellement des résultats de cette nature en termes matériels qu'en fonction du degré où on a pu porter l'intérêt des communautés à leur propre progrès par des méthodes de travail personnel et de coopération mutuelle.

60. Les plans de développement des communautés et les centres de bien-être rural à objectifs multiples adoptent toute une gamme de techniques et se consacrent à des problèmes mouvants. L'étendue de l'intervention administrative varie nécessairement aussi, mais le Comité se félicite des exemples qui lui ont été fournis dans lesquels le but principal est la formation de leaders et la stimulation de l'initiative locale. Il est d'avis que, quand la chose est possible, les associations volontaires déjà formées pendant la période d'éducation devraient être pleinement utilisées afin d'éviter que ces problèmes ne soient traités sous un angle trop bureaucratique. De même, ces principes d'action à l'échelon du village font ressortir la nécessité de coordination par des organismes administratifs appropriés.

61. Les mêmes considérations se retrouvent quand il s'agit de plans pour l'installation d'un paysannat, quoique le contrôle administratif puisse nécessairement être plus serré au début. Dans beaucoup de régions, des plans de colonisation sont nécessaires si l'on veut élever ou maintenir les niveaux de vie. Mais les objectifs essentiels des politiques de colonisation ont un caractère social aussi bien qu'économique, et il est nécessaire d'intégrer entièrement les mesures sociales dans les plans eux-mêmes. Le Comité souligne, en conséquence, que de tels plans ne doivent être mis en œuvre qu'avec l'appui et la coopération entiers des intéressés, que, dès l'origine, on doit prévoir les commodités sociales essentielles, et que l'on doit chercher, à tous les stades, à promouvoir le sens de la responsabilité communautaire.

62. Le bien-être de la famille et de l'enfant est la base du bien-être social dans les zones rurales. Ceci ne comprend pas seulement l'établissement, par l'administration gouvernementale ou la communauté elle-même, de services sociaux de base en vue de la santé et de la sécurité économique de la famille, mais aussi une vaste campagne d'éducation sociale en vue du bien-être de l'enfant et de la famille.

63. Le Comité a pris connaissance avec intérêt des programmes établis en vue de l'amélioration de la nutrition des enfants, et des progrès réalisés dans l'établissement de cantines scolaires. Tout en reconnaissant que certains de ces programmes peuvent être coûteux pour fonctionner efficacement, et que l'on doit confronter avec les autres besoins urgents les requêtes tendant à obtenir de tels plans, il exprime l'opinion qu'il s'agit là de types d'activités d'un intérêt particulier aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines.

64. Dans les centres urbains, la préoccupation principale des gouvernements ou des municipalités, lorsqu'il s'agit de faire face aux besoins de populations en pleine croissance, est d'équiper d'abord ces centres en commodités publiques essentielles, de fournir des habitations convenables et d'établir les services nécessaires dans le domaine de la santé publique et de l'enseignement. La venue de services mieux adaptés au bien-être social dépendra largement de l'impulsion et de l'encouragement que recevront l'initiative locale et l'effort des habitants. On reconnaît cependant de plus en plus l'importance qu'il y a à développer, grâce à l'aide gouvernementale et municipale, des services qui non seulement satisfassent les besoins les plus importants, mais encouragent aussi dans les villes l'éveil de la conscience collective, l'épanouissement et la protection de la vie familiale basée sur le sens des responsabilités familiales.

65. Assurer le logement à bon marché mais adéquat et l'hygiène est d'une importance capitale. Le Comité n'ignore pas que, comme dans d'autres pays qui connaissent des transformations économiques et sociales similaires, les taudis sont très répandus dans de nombreuses zones urbaines, et que les nouveaux venus, qui ont fort à faire pour s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie, sont peu fondés, dans ces conditions, à espérer un progrès social. Sur de nombreux problèmes techniques, un très large échange des expériences acquises serait de la plus grande utilité pour les responsables des services de logement qui n'ont pas les moyens d'entreprendre des programmes coûteux de liquidation des taudis et ne peuvent construire des logements qui

soient trop coûteux pour les personnes à qui ils sont destinés.

66. Le Comité a reçu des renseignements relatifs à nombre de projets d'habitations à bon marché qui ont été récemment entrepris dans quelques territoires non autonomes. Il est douteux que ces projets, quels que soient les avantages qu'on puisse en attendre, puissent résoudre complètement ce problème, particulièrement dans les régions où le glissement vers les villes s'effectue à un rythme sans cesse croissant. On croit que le travail des habitants, s'il est guidé et encouragé, soit par les sociétés coopératives ou de logement, soit par les garanties individuelles nécessaires, peut faire plus dans le domaine du logement pour réduire les prix de revient et parvenir à des standards plus élevés que toute autre association de moyens techniques et financiers. On reconnaît que le travail des habitants, pour être effectué sur une vaste échelle, demande une organisation et une surveillance considérables. Néanmoins, outre les résultats matériels qu'il procure, il donne des satisfactions substantielles en ce qu'il rend conscient des réalisations obtenues et développe un sens plus aigu de coopération.

67. Bien que les problèmes de logement soient surtout d'ordre local et que les méthodes employées pour les résoudre en un endroit donné puissent n'être pas entièrement valables en un autre, l'absence actuelle des grandes lignes d'une politique sociale fixant la responsabilité de fournir aux travailleurs un logement et les commodités connexes n'est pas justifiée. Alors que l'objectif ultime devrait être d'assurer au travailleur la propriété de sa maison, le problème le plus important du logement a trait aux groupes à faibles revenus qui pourront rarement posséder un toit, même avec une aide substantielle. En raison des besoins urgents de logements, on peut comprendre que, dans quelques cas, les employeurs aient assumé la responsabilité de loger leur personnel, et il devient souvent nécessaire de renforcer l'obligation légale faite à l'employeur de fournir un logement satisfaisant à son personnel. Le Comité néanmoins est d'avis qu'il ne peut s'agir que d'une politique de transition à ne suivre qu'en cas de nécessité réelle. Les inconvénients sociaux de faire dépendre de l'employeur le droit au logement sont bien connus.

68. Alors que le développement de la confiance en soi et de la responsabilité collective est essentiel, l'évolution des nouvelles agglomérations urbaines en communautés progressistes requiert aussi des programmes d'action efficaces et concrets de la part de tous les organismes intéressés : gouvernement, municipalités ou organisations volontaires. Il se peut que ces programmes entraînent une plus grande diversification des services sociaux et une organisation plus complexe qu'en milieu rural. Ils peuvent aussi faire ressortir le besoin d'une intervention administrative plus accentuée et le besoin corrélatif d'un personnel de types et niveaux différents, au courant des principes du bien-être social et rompu au travail et à la pratique des diverses branches du bien-être social.

69. A cet égard, le Comité met particulièrement l'accent sur le problème de la jeunesse délinquante et a pris note avec intérêt des mesures prises dans certains territoires non autonomes. Le village, même en évolution, peut habituellement empêcher ou réprimer la délinquance juvénile. Dans les villes, où le lien familial n'existe plus, un certain nombre de jeunes

gens de caractère aventureux, capables de devenir de bons citoyens, ont besoin de l'aide et de la surveillance d'un personnel social entraîné.

70. On a relevé l'établissement de systèmes de sécurité sociale dans quelques-uns des territoires non autonomes. Il est clair que dans nombre de cas, dans les grandes villes, les services actuels d'assistance doivent être activement transformés pour suivre des programmes plus complets de sécurité sociale ou d'assurances sociales. Le Comité toutefois s'abstient de tout commentaire détaillé à cet égard, puisqu'une fois de plus, il faudra adapter les mesures appropriées aux conditions locales réelles. Il ne fait pas de doute non plus qu'il faut assurer la protection des indigents qui ont perdu le soutien d'une société fondée sur les traditions. Lorsque les liens familiaux se sont relâchés notamment, l'introduction d'un système de retraites est fortement à conseiller, non seulement parce qu'il existe un besoin qu'il faudra autrement satisfaire par la charité ou les secours publics, mais aussi parce que ces retraites peuvent contribuer à renforcer les liens familiaux en donnant aux personnes âgées une place économique au foyer de leurs enfants. On accueillera naturellement avec sympathie des formes plus évoluées de sécurité sociale; le Comité reconnaît cependant qu'elles présentent un caractère d'urgence moindre que celui qui s'attache à des dispositions générales pour améliorer la situation dans les zones urbaines.

71. On a insisté, qu'il s'agisse du développement des zones urbaines ou de celui des campagnes, sur l'augmentation des formes de collaboration avec les populations. Ces formes consistent en des associations traditionnelles ou en des sociétés de secours mutuels soutenues, sinon patronnées, par les administrations. Le Comité veut toutefois souligner spécialement l'importance des coopératives. En 1951, il a consigné, dans son rapport sur la situation économique, ses opinions quant au mouvement coopératif. Il trouve utile de reproduire la conclusion suivante dudit rapport à cet égard:

"73. Le Comité spécial porte un très vif intérêt aux renseignements transmis sur l'aide prêtée par les gouvernements en vue de faire connaître, en général, ce qu'est la coopération, les efforts qu'ils déploient pour améliorer les installations et la structure administrative des sociétés coopératives, ainsi que pour donner des conseils techniques et octroyer des avantages d'ordre financier. Le Comité est persuadé qu'alors même qu'une évaluation, si modeste soit-elle, des avantages qu'offre le mouvement coopératif suffirait à justifier ces mesures, il convient d'attacher davantage d'importance aux chances qu'il offre à chacun d'approfondir le sens de ses responsabilités envers la communauté. Le mouvement coopératif peut et doit constituer un foyer d'où rayonneront de nouveaux courants d'énergie humaine."

72. Le fait qu'on ait souligné dans cette partie l'importance de la collaboration des habitants et de l'extension des méthodes faisant appel à leur concours personnel ne signifie pas qu'on n'ait pas besoin d'un personnel social entraîné beaucoup plus nombreux. Il est essentiel d'avoir des fonctionnaires supérieurs parfaitement au courant des problèmes à traiter. En plus de la nécessité de préparer aux postes les plus élevés des institutions sociales territoriales, les territoires non autonomes doivent considérer la question de la formation appro-

priée du personnel social subalterne ou auxiliaire, ainsi que celle de l'entraînement des leaders locaux et du personnel volontaire. Il n'y a pas de doute que ce type de personnel sera de plus en plus demandé. Quelques territoires seulement ont maintenant ou auront dans l'avenir les moyens financiers nécessaires pour établir des services sociaux complets, utilisant à tous les échelons un personnel ayant reçu la formation professionnelle nécessaire. La plupart des territoires, ceux où l'on ressent particulièrement le besoin d'une vigoureuse action sociale, ne pourront compter que sur des services à ossature simple, basés dans une large mesure sur le travail volontaire, et ne pourront assurer à leur personnel qu'une formation simplifiée en vue d'obtenir l'efficacité maximum pour un minimum de qualifications formelles.

VII. — Situation dans le domaine du travail

73. Dans un certain nombre de territoires non autonomes le principal moyen d'existence réside dans la production par le paysannat des denrées avant tout nécessaires à sa subsistance. Même dans les zones où prédomine ce type d'économie le paysan dépend toutefois très souvent d'une occupation temporaire pour obtenir la satisfaction de ses besoins. Le Comité est d'avis que, même lorsqu'il n'y a qu'une minorité de travailleurs au service d'un employeur à un moment donné, l'un des impératifs de la politique gouvernementale doit être d'établir des conditions d'emploi qui soient non seulement justes mais encore qui encouragent le progrès social. Ceci est d'autant plus vrai que dans la majorité des territoires non autonomes l'employeur, comme les conditions de l'emploi, sont étrangers au travailleur et à ses traditions.

74. En 1947, la Conférence internationale du Travail a adopté cinq conventions internationales relatives aux travailleurs des territoires dont ses membres ont la responsabilité. L'année suivante, l'Assemblée générale, dans sa résolution 221 (III), a pris note des renseignements fournis sur la ratification et l'application des conventions internationales du travail relatives aux territoires non autonomes. Le Royaume-Uni a ratifié ces conventions de 1947. La Belgique, le Danemark, la France et les Pays-Bas ont annoncé qu'ils acceptaient en principe les grandes lignes de ces cinq conventions. Le Comité exprime l'espoir que tous les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes ratifieront prochainement les conventions qui s'appliquent aux conditions du travail dans leurs territoires.

75. La résolution 221 (III) fait également référence à l'étude des problèmes de la main-d'œuvre migrante par le Bureau international du Travail, phénomène selon lequel des travailleurs recherchent pour un laps de temps relativement long un emploi éloigné de leurs villages, où ils laissent leurs familles. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du Comité des experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains, comité qui s'est réuni en décembre 1951. Il n'est pas besoin de commenter les recommandations du rapport relatives à la protection de la main-d'œuvre migrante employée. Il faut louer les Puissances administrantes de les avoir considérées dans le cadre des principes de la politique du travail internationalement acceptés. Du point de vue du développement social d'ensemble, il semblerait qu'on ne peut pas

espérer un progrès satisfaisant, que ce soit dans les endroits où des hommes peuvent rester employés pendant de nombreuses années sans contacts familiaux ou dans les villages dont les familles vivent sans la présence des pères ou des époux. En conséquence, on appelle l'attention sur les grandes mesures de politique économique et sociale, que le Comité du Bureau international du Travail demande d'examiner, destinées à promouvoir le progrès dans les zones rurales et à lutter contre le déséquilibre qu'engendrent les pratiques migratoires actuelles de ce type.

76. Les rapports approuvés ces dernières années par l'Assemblée générale sur la situation de l'enseignement et la situation économique dans les territoires non autonomes répondent aux mêmes préoccupations, et les renseignements dont dispose le Comité font penser que plusieurs Puissances administrantes intéressées ont adopté des programmes cherchant à atteindre les mêmes buts. Le Comité prend note que des mesures ont été prises par les gouvernements territoriaux pour assurer la protection des travailleurs rangés dans la catégorie de la main-d'œuvre migrante. Il considère cependant que ces types de migrations, conduisant à une séparation relativement longue des hommes de leurs familles, ne sont pas socialement souhaitables et donnent naissance à de sérieux problèmes sociaux, que ce soit dans les communautés rurales ou au lieu de l'emploi. On espère que les aspects de ce problème qui intéressent le travail seront prochainement examinés par la Conférence internationale du Travail et que le progrès économique et social aura pour conséquence de diminuer rapidement les besoins de larges groupes de main-d'œuvre migrante coupés de tout lien familial.

77. Le Comité a déjà condamné les pratiques discriminatoires en matière d'emploi. Reconnaisant les problèmes nombreux et complexes qui affectent les conditions de l'emploi dans les territoires non autonomes, il limite ses nouveaux commentaires à certaines vues générales sur les questions de salaires et de développement syndical.

78. Les taux de salaires sont bas dans la plupart des territoires non autonomes et il existe dans quelques territoires d'importantes différences entre les salaires payés aux travailleurs indigènes et ceux que reçoivent les personnes de race différente. Cette situation s'explique fréquemment par des degrés différents d'efficacité et de responsabilité ou bien par le fait que le salarié indigène n'est pas pleinement employé et que l'employeur peut pourvoir à sa nourriture. Toutefois, si l'on veut construire une saine économie sociale, le travailleur salarié doit être assuré d'une rémunération suffisante pour son entretien et celui de sa famille, dans les conditions normales de l'emploi. Autrement on serait en droit de demander ce que le développement d'une économie basée sur le salariat a apporté à des gens qui, bien que pauvres, pourraient connaître une vie familiale dans le cadre de leurs traditions sociales propres.

79. Si l'augmentation des salaires constitue une nécessité urgente, on reconnaît qu'elle doit être accompagnée d'une productivité accrue et qu'à l'heure actuelle la main-d'œuvre, bon marché en termes de salaire, est coûteuse en termes de production. On a entrepris ou on envisage des enquêtes sur le rapport salaires-productivité. Le Comité est d'avis qu'on devrait faire particulièrement attention à ce que de telles enquêtes

soient suffisamment vastes et tiennent compte de toutes les améliorations nécessaires dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des conditions sociales, avant d'examiner les techniques d'adaptation des salaires à la productivité. Le Comité a noté qu'un petit nombre d'enquêtes de ce genre étaient en cours. Elles seraient utiles si on leur donnait une base professionnelle et géographique plus large. Néanmoins, le Comité est convaincu qu'elles auront pour résultat général de renforcer l'affirmation contenue dans le présent rapport selon laquelle le progrès social d'ensemble doit nécessairement être intégré dans le développement économique et que, d'une manière générale, le travailleur de faible rendement a plus besoin du médecin ou de l'éducateur que de l'expert en productivité.

80. L'accent que le Comité a mis sur l'importance de la collaboration des habitants et de leur participation à une évolution des institutions pour assurer le progrès social indique l'importance qu'il doit attacher au développement des syndicats dans les territoires non autonomes. Le Comité a pris note que ce développement est très inégal. Il admet que de telles différences sont souvent le résultat inévitable des conditions de l'emploi dans ces territoires et du stade de développement général qui y a été atteint. Il est d'avis que les Puissances administrantes, comme les organisations syndicales métropolitaines et internationales, doivent être encouragées à poursuivre et à accroître leurs efforts pour développer le syndicalisme et permettre la formation de son personnel. A l'intérieur des territoires, ainsi que c'est souvent le cas, on devrait élargir les attributions des syndicats pour qu'ils puissent jouer un rôle efficace dans les progrès économiques et sociaux qu'entraînent les emplois qu'occupent les travailleurs. Dans ce domaine, les syndicats aideront non seulement à obtenir de meilleures conditions d'emploi et de meilleures relations entre patrons et ouvriers, mais encore à promouvoir le progrès social d'ensemble.

VIII. — Niveaux de vie

81. A quelques exceptions près, les territoires non autonomes se rangent dans les parties du monde où les niveaux de vie des habitants sont extrêmement bas. Les rares données statistiques disponibles en ce qui concerne les territoires dont il s'agit corroborent cette opinion. Les statistiques font apparaître une distribution très inégale du revenu entre les différents groupes dans beaucoup de territoires, bien que souvent elles ne permettent pas d'évaluer correctement les éléments de ce revenu qu'il est bien difficile de traduire en termes monétaires.

82. En 1951, le Comité a attiré l'attention sur l'importance du problème de la détermination des niveaux de vie dans les territoires non autonomes. Il a émis l'opinion que l'étude de la situation économique serait incomplète tant qu'on n'aurait pas recueilli des renseignements plus complets et plus sûrs au sujet des tendances générales qui affectent les niveaux de vie urbains et ruraux. Le développement économique doit s'effectuer dans l'intérêt des habitants. On ne peut attacher de sens à l'accroissement du commerce d'un territoire si l'on ne peut pas en même temps relier cet accroissement à une élévation de ces niveaux.

83. Des renseignements récents indiquent qu'on entreprend dans quelques territoires de nouvelles enquêtes

et que de nouvelles méthodes sont appliquées dans le but de recueillir des données valables sur le changement affectant le revenu réel des groupes divers, ce qui permettra d'évaluer plus scientifiquement les effets du développement économique sur les conditions de vie.

84. Seules des enquêtes faites sur place dans les familles des divers groupes sociaux permettraient de déterminer avec un degré suffisant d'exactitude le montant des ressources et les niveaux de consommation des populations comme aussi de comparer ces niveaux avec les normes souhaitables et réalisables de conditions de vie.

85. Dans un certain nombre de territoires, on calcule périodiquement des indices du coût de la vie. Mis en regard des variations des revenus, ces indices contribuent à déterminer les effets de la conjoncture économique sur les niveaux d'existence et à déceler les changements qui s'opèrent dans les revenus réels. De façon générale, l'intérêt qu'il y a à calculer et à tenir à jour des indices du coût de la vie d'une part, et des revenus des salariés et des producteurs indépendants d'autre part, est de plus en plus reconnu dans les territoires non autonomes. Peu d'entre eux, cependant, ont jusqu'à ce jour recueilli des données s'étendant aux divers groupes de la population, dont les besoins et les revenus diffèrent considérablement.

86. Le Comité a été vivement intéressé par ces études et il pense qu'elles permettront d'obtenir un tableau plus complet de la situation réelle des groupes familiaux types dans les territoires non autonomes à la lumière des transformations qui se produisent aujourd'hui. Le Comité souligne également qu'il y a de nombreux éléments parmi tous les besoins d'ordre social, que même les statistiques les plus précises ne peuvent faire apparaître. Il pense aussi que l'amélioration matérielle des niveaux de vie peut entraîner mécontentement et déséquilibre si on ne donne pas en même temps satisfaction aux aspirations d'ordre social.

87. Il est donc inéluctable que le Comité en revienne à son idée maîtresse. L'objectif du progrès économique est l'amélioration des conditions de vie des populations des territoires non autonomes. Cette amélioration doit prévoir la satisfaction des besoins matériels de toutes sortes qui, à l'heure actuelle, ne sont pas complètement satisfaits. Mais ces satisfactions d'ordre matériel seront insuffisantes par elles-mêmes ou seront même une nouvelle cause de désintégration si elles ne prennent pas place dans une structure sociale que les populations auront acceptée.

IX. — Coopération et assistance internationales

88. Le Comité a reçu des renseignements relatifs à l'aide fournie aux territoires non autonomes en vue de leur évolution sociale, par exemple grâce à l'organisation de services fonctionnels ou consultatifs, soit directement par la métropole, soit sur le plan régional, grâce à des subventions et à des prêts pour les dépenses d'infrastructure, et aussi en rendant plus aisés l'enseignement et la formation professionnelle. Cependant, il existe une place importante pour la coopération et l'assistance internationales. Ainsi qu'on l'a dit au paragraphe 20, on espère qu'il sera possible de fournir une assistance accrue et que la coopération internationale se développera de façon à appuyer les tendances

majeures de la politique suivie dans les territoires non autonomes.

89. L'assistance et la coopération internationales, y compris les activités régionales du même ordre, prennent des formes diverses telles qu'études, séminaires, conférences, envois d'experts, octroi de bourses et mise à exécution de projets pilotes. Toutes ces formes peuvent être utiles, mais ce dont on a essentiellement besoin, beaucoup plus que d'enquêtes relatives à des problèmes bien connus et dont le résultat probable sera de parvenir aux mêmes conclusions théoriques, c'est tout ce qui pourra contribuer aux programmes positifs établis par les administrations pour faire face aux besoins reconnus dans les territoires dont elles ont la responsabilité.

90. Le choix des experts demande une étude attentive. Lorsqu'elles préparent leurs jeunes fonctionnaires au service d'outre-mer les Puissances administrantes s'efforcent de les initier aux problèmes culturels fondamentaux du territoire où ils serviront. On ne peut s'attendre à ce que les experts des divers domaines techniques reçoivent aussi une formation semblable. Cependant, un aspect important de leur travail devrait être une étude préliminaire des grands aspects de la politique sociale dont ils doivent tenir compte lorsqu'ils s'attachent à tout problème technique spécifique. Le Comité a été heureux d'apprendre que les institutions internationales étaient conscientes de cette nécessité.

91. Pour autant que cela est possible, on devrait recruter des experts parmi les personnes habituées à des conditions comparables à celles des territoires où elles travailleront. A cette fin, la coopération régionale est de grande valeur et le Comité apprécie hautement les services rendus par les organismes régionaux en procurant des experts.

92. Le personnel d'exécution travaillant sous les ordres des experts devrait être recruté sur place. Le premier devoir des experts sera la formation du personnel local. C'est ce que l'on a prévu avec raison dans la disposition suivante que contient l'accord de base entre les Nations Unies et leurs institutions spécialisées d'une part et le Royaume-Uni de l'autre, pour la fourniture d'assistance technique aux territoires non autonomes, sous tutelle ou autres, dont ce gouvernement assume les relations internationales: "Ces experts devront, dans l'accomplissement de leurs fonctions, faire tout leur possible pour instruire le personnel technique local du territoire intéressé qui pourrait leur être adjoint des méthodes, techniques et pratiques y relatives, et des principes sur lesquels elles s'appuient. Le gouvernement du territoire intéressé devra, chaque fois que cela sera possible, adjoindre à ces experts un personnel technique."

93. Les questions de salaires et indemnités revêtent une importance psychologique considérable. Les experts que l'on engage en raison de leur compétence exceptionnelle, et à qui l'on demande de quitter un poste important, recevront une rémunération bien supérieure aux salaires locaux. Il est évident que si un expert réussit à augmenter les niveaux de vie d'une fraction importante de la population, les résultats atteints font plus que justifier sa rémunération. En conséquence, on ne doit pas conclure qu'il ne faut pas accorder à un spécialiste un salaire adéquat, mais qu'il faut insister sur l'idée que la nécessité primordiale, lorsqu'on recrute des experts, tient à leur qualité et non à leur nombre.

94. Les domaines dans lesquels les Nations Unies, seules ou en association avec les institutions spécialisées, peuvent assurer une assistance technique en vue du bien-être social comprennent, sans que cela exprime une limitation, les politiques à suivre pour le développement social; la recherche en matière de problèmes sociaux afin d'aider à l'élaboration d'une politique (par exemple études et statistiques); l'organisation, l'administration et la formation du personnel des services sociaux; les questions relatives à la population et aux migrations dans le cadre du développement économique et social; l'urbanisme, le développement des campagnes et l'habitat rural et urbain, l'organisation et le fonctionnement des services pour le bien-être de la communauté, de la famille ou de l'enfant, y compris les services du bien-être rural; les mesures de protection sociale comme l'aide à la jeunesse délinquante et aux délinquants adultes ainsi que leur protection; la rééducation des infirmes; les aspects sociaux des problèmes concernant la santé publique; les rapports de patrons à ouvriers; le bien-être dans les usines; les services chargés de l'emploi y compris la formation professionnelle; les niveaux de vie; les coopératives. Il y a lieu d'attacher une importance particulière au fait que le Secrétaire général rassemble une importante documentation et une somme d'expériences sur l'organisation et le développement des communautés, et que le Bureau de l'assistance technique peut assurer une assistance technique dans ces domaines. Le Fonds international de secours à l'enfance, coopérant avec les divers gouvernements, contribue largement aux projets destinés à assurer le bien-être de l'enfance, comme par exemple

dans le cas des campagnes contre le paludisme, la tuberculose, le pian, le *kwashiorkor* et en matière de développement de la protection maternelle et infantile. Les institutions spécialisées offrent de leur côté un choix étendu de services dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation et des sciences sociales, et de l'organisation et du bien-être du monde du travail. Un aspect complémentaire de l'assistance technique réside dans l'octroi de bourses destinées à augmenter l'expérience de ceux qui participent ou participeront dans leur propre pays à la mise en valeur des programmes sociaux.

95. Le Comité a souligné, dans le présent rapport, divers aspects du développement social à propos desquels l'assistance technique internationale et la coopération intergouvernementale semblent offrir de nombreuses possibilités de mise en œuvre accélérée. Il ne veut pas indiquer de priorités quelconques puisque celles-ci sont fonction des conditions locales. Mais il en vient à la conclusion de son rapport concernant la politique sociale dans les territoires non autonomes, en restant confiant que les Etats Membres responsables de l'administration de ces territoires se serviront au maximum, en collaboration avec les populations, de toutes les ressources internationales possibles pour favoriser, comme il est dit à l'alinéa d de l'Article 73 de la Charte, "des mesures constructives de développement, encourager les travaux de recherche, coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organisations internationales spécialisées, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés à l'Article 73".

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GENERALE

A/2219

10 octobre 1952

ORIGINAL : ANGLAIS-FRANCAIS

Septième session

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

14 OCT 1952



RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

PREFACE

Le rapport concernant la troisième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes est transmis ci-joint à la septième session régulière de l'Assemblée générale. Il couvre les points suivants de son ordre du jour provisoire :

34. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, transmis en vertu de l'Article 73 e) de la Charte : rapports du Secrétaire général et du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes :

- a) Renseignements relatifs à la situation et au progrès dans le domaine social (résolution 565 (VI) du 18 janvier 1952).
- b) Renseignements relatifs à la situation dans d'autres domaines (résolution 333 (IV) du 2 décembre 1949).
- c) Transmission de renseignements (résolutions 218 (III) du 3 novembre 1948, 447 (V) et 448 (V) du 12 décembre 1950 et 551 (VI) du 7 décembre 1951).

35. Question de la reconstitution du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (résolution 332 (IV) du 2 décembre 1949).

36. Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes : rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes (résolution 566 (VI) du 18 janvier 1952).

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

	<u>Paragraphes</u>
I. Constitution du Comité	1 - 5
II. Bureau	6
III. Sous-Comité	7
IV. Ordre du jour	8
V. Situation économique	9 - 19
VI. Situation sociale	20 - 36
VII. Discrimination raciale	37 - 43
VIII. Situation de l'enseignement	44 - 51
IX. Collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes; renseignements sur l'assistance technique accordée aux territoires non autonomes	52 - 62
X. Résumés et analyses des renseignements par le Secrétaire général	63 - 69
XI. Avenir du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes	70 - 86
XII. Participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité.	87 - 109
	<u>Pages</u>
Annexes I. Ordre du jour du Comité	41 - 43
II. Projets de résolution présentés à l'Assemblée générale	44 - 46

DEUXIEME PARTIE : RAPPORT RELATIF AUX CONDITIONS SOCIALES

	<u>Paragraphes</u>
I. Note préliminaire.....	1 - 9
II. Problèmes politiques et sociaux de caractère général.....	10 - 20
III. Relations raciales.....	21 - 40
IV. Condition de la femme.....	41 - 42
V. Santé publique.....	43 - 55
VI. Bien-être et progrès sociaux.....	56 - 72
VII. Situation dans le domaine du travail.....	73 - 80
VIII. Niveaux de vie.....	81 - 87
IX. Coopération et assistance internationales.....	88 - 95

RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

I. CONSTITUTION DU COMITE

1. Par sa résolution 332 (IV), adoptée le 2 décembre 1949, au cours de sa quatrième session ordinaire, l'Assemblée générale a institué pour une période de trois ans un Comité des renseignements relatifs aux Territoires non autonomes chargé d'examiner les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) de la Charte ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées.
2. La résolution définit comme suit le mandat du Comité :
"... examiner dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les Territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports et renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les Territoires non autonomes."
3. Le Comité se compose de seize membres : les huit Etats Membres des Nations Unies qui transmettent des renseignements et un nombre égal de Membres élus par la Quatrième Commission au nom de l'Assemblée générale. En 1952, le Comité était composé de la manière suivante :

Etats Membres qui transmettent
des renseignements

Australie
Belgique
Danemark
Etats-Unis d'Amérique
France
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord

Membres élus

Brésil
Cuba
Egypte
Equateur
Inde
Indonésie
Pakistan
Union des Républiques
socialistes soviétiques

4. Le Comité s'est réuni à New-York du 11 septembre au 7 octobre 1952, et a tenu vingt et une séances.

5. Les représentants des institutions spécialisées suivantes ont pris part aux débats du Comité : Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et Organisation mondiale de la santé (OMS).

II. BUREAU

6. Le Bureau élu par le Comité était composé comme suit :

M. Muhammad Asad (Pakistan), Président
M. Carlos Blanco (Cuba), Vice-Président
M. T.P. Davin (Nouvelle-Zélande) Rapporteur

III. SOUS-COMITE

7. A sa cinquante-huitième séance, le Comité a institué un Sous-Comité composé des représentants de l'Egypte, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de préparer un rapport spécial sur la situation sociale dans les Territoires non autonomes. Le représentant de l'Inde, M. Shiva Rao, a été élu Président de ce Sous-Comité aux travaux duquel ont également participé le Rapporteur du Comité ainsi que les représentants de l'OIT, de l'OMS et de l'UNESCO.

IV. ORDRE DU JOUR

8. L'Annexe I du présent rapport donne le texte de l'ordre du jour adopté par le Comité et indique les documents et les comptes rendus analytiques des débats qui se rapportent à chaque point.

V. SITUATION ECONOMIQUE

9. Dans sa résolution 564 (VI), l'Assemblée générale a approuvé le rapport spécial que le Comité avait rédigé en 1951 : elle a estimé que ce rapport constituait un exposé succinct mais réfléchi de la situation économique et des problèmes relatifs au développement économique dans les territoires non autonomes et elle a invité le Secrétaire général à transmettre ce rapport, pour examen, aux Membres de l'Organisation des Nations Unies ayant la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées.

10. Le Comité était donc appelé à examiner des questions découlant du rapport spécial sur la situation économique et les problèmes du développement économique, ainsi que des résumés statistiques concernant la production agricole et industrielle, rédigés par le Secrétaire général. Le Comité n'a pas été saisi de documents consacrés à d'autres aspects de la situation économique, étant donné qu'à cette session il devait s'attacher particulièrement à la situation sociale, qui faisait l'objet de nombreuses études.

11. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à ses cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième séances. Après que le représentant de l'Inde eût présenté des observations préliminaires sur l'intérêt croissant des travaux du Comité en général et de ses rapports spéciaux en particulier -que, selon lui, il y aurait intérêt à communiquer aux fonctionnaires des territoires non autonomes- le représentant de l'OAA a brièvement passé en revue le programme de travail de cette institution en ce qui concerne ces territoires.

12. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan, appuyés par les représentants du Brésil et de l'Equateur, ont souligné que les Puissances administrantes devraient informer le Comité des mesures prises et des progrès accomplis dans les territoires non autonomes, à la suite des résolutions de l'Assemblée générale et des recommandations contenues dans les rapports spéciaux du Comité. Il y aurait intérêt à transmettre ces renseignements au titre de la Section C de l'avant-propos du Schéma révisé, qui invite les Puissances administrantes à fournir une description des principes et des mesures pratiques mettant en lumière les tendances générales dans les territoires dont il s'agit. C'est surtout grâce à ces renseignements que l'on pourrait se rendre compte de la mesure dans laquelle les principes énoncés à l'Article 73 sont appliqués, notamment en ce qui concerne la primauté des intérêts des habitants des Territoires non autonomes et de leur marche vers la capacité de s'administrer soi-même.

13. Dans leurs réponses, les représentants de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont affirmé à nouveau que la politique suivie et les mesures prises par leurs Gouvernements pour administrer leurs territoires dépendants étaient fondées sur les principes énoncés à l'Article 73 de la Charte. On a toutefois soutenu que la responsabilité de l'administration des territoires non autonomes incombait exclusivement aux Puissances administrantes. Les recommandations figurant dans les résolutions de l'Assemblée générale et les principes généraux énoncés dans les rapports spéciaux du Comité peuvent indiquer la voie à suivre pour résoudre, le cas échéant, des problèmes bien définis. Les renseignements transmis régulièrement en vertu de l'Article 73 e) de la Charte indiquent les progrès accomplis dans les domaines techniques et la mesure dans laquelle il est donné suite à ces résolutions et recommandations.

14. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que le rapport spécial de 1950 sur l'enseignement et le rapport spécial de 1951 sur la situation économique et les problèmes du développement économique avaient été transmis, aux autorités compétentes, qui les avaient étudiés d'une manière approfondie. Répondant aux critiques qui avaient été exprimées touchant la suite donnée aux rapports spéciaux, le représentant du Royaume-Uni a signalé que l'on avait pu
/en premier lieu

en premier lieu communiquer le rapport spécial sur l'enseignement au "Comité consultatif de l'enseignement dans les colonies", mais qu'il n'y avait pas eu ensuite, pour donner au Secrétaire d'Etat aux colonies des avis en matière économique, d'organe central et spécialisé analogue. C'est pourquoi le rapport spécial sur la situation économique et les problèmes du développement économique a été envoyé directement aux gouvernements de tous les territoires, qui ont été priés de le prendre en considération lorsqu'ils mettraient au point leur politique économique, avec l'assentiment des autorités législatives intéressées.

15. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que le Comité devait examiner si les Puissances administrantes s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte, à l'égard des habitants des territoires non autonomes, dont elles avaient reconnu la primauté des intérêts. Les renseignements transmis sont insuffisants, mais les faits conduisent à une conclusion inéluctable : la situation des territoires non autonomes est des plus fâcheuse et se caractérise par l'exploitation économique, la discrimination raciale, des niveaux de vie peu élevés et le manque d'installations médicales et scolaires. Le représentant de l'Union soviétique a critiqué la politique fiscale et la politique commerciale des Puissances administrantes; il a invoqué des chiffres figurant dans les renseignements officiels communiqués, notamment, au sujet de la Malaisie, du Sarawak, du Bornéo du Nord, de la Côte de l'Or, du Kenya et du Congo belge, pour soutenir que ces territoires se voient privés de leurs richesses au bénéfice des métropoles. Il a déclaré que les Puissances administrantes ne s'acquittent pas de leurs obligations et s'est associé à ceux qui estiment que le Comité devrait être informé des mesures que l'on a prises pour appliquer les dispositions de la Charte, les résolutions de l'Assemblée et les recommandations énoncées dans les rapports spéciaux du Comité.

16. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a répondu que, manifestement, ces affirmations ne recueillaient pas l'assentiment de la majorité du Comité. Cette divergence de vues apparaît clairement au paragraphe 25 du rapport sur la situation économique et les problèmes du développement économique, dans lequel

le Comité a constaté que "... dans un temps où beaucoup de métropoles ont à faire face à des problèmes économiques et financiers particulièrement graves, leurs contribuables ont apporté leur contribution au progrès des territoires non autonomes". Les représentants de la France et du Royaume-Uni ont également déclaré que les accusations du représentant de l'Union soviétique étaient injustifiées et fondées sur des données arbitrairement choisies.

17. Les représentants de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie ont demandé des renseignements sur divers aspects du développement économique que font apparaître la politique générale des métropoles et la situation intérieure de certains territoires. Le représentant de l'Egypte a demandé s'il n'y avait pas lieu de penser que le développement économique des territoires non autonomes avait été entravé par les programmes de défense militaire et les politiques suivies en matière monétaire. Quant au représentant de l'Indonésie, il lui est difficile d'apprécier la mesure dans laquelle les habitants autochtones ont réellement bénéficié du progrès économique et il lui faudrait davantage de renseignements sur la participation des populations des territoires aux nouvelles entreprises économiques. Le représentant de l'Inde a attaché de l'importance au déséquilibre que des restrictions sur les importations en provenance de régions autres que la zone sterling avaient entraîné pour certains territoires non autonomes. En réponse, les représentants des Puissances administrantes ont donné de plus amples détails sur les progrès économiques accomplis dans leurs territoires; certains ont fourni des renseignements pour montrer que, loin d'avoir été exploités par les gouvernements des métropoles, les territoires non autonomes avaient reçu une aide économique importante. Au surplus, dans son rapport sur la situation économique, le Comité a reconnu que, "suivant des méthodes diverses, des sommes considérables ont, dans le cadre d'une politique d'investissements planifiés, été mises à la disposition des territoires non autonomes : par exemple sous forme de subventions directes des métropoles, d'emprunts placés sur les marchés locaux, métropolitains ou internationaux, ou d'autres investissements dirigés".

18. En réponse aux questions que les représentants de l'Inde et de l'Indonésie lui avaient posées au sujet des conséquences qu'avaient, pour les territoires non autonomes, les mesures prises par le Royaume-Uni pour améliorer sa balance des paiements, le représentant du Royaume-Uni a expliqué que les membres du Commonwealth ainsi que d'autres États indépendants font volontairement partie de la zone sterling en pleine connaissance des avantages et des inconvénients qui en résultent. Les contrôles financiers et les mesures restrictives en vigueur dans certains des territoires administrés par le Royaume-Uni ont été adoptés par les gouvernements des territoires intéressés, et non pas imposés par le Royaume-Uni.

19. Au cours des débats, le représentant de l'Inde a indiqué plusieurs autres questions économiques qu'à son avis, le Comité pourrait étudier au cours de ses travaux futurs.

VI. SITUATION SOCIALE

20. Au deuxième alinéa du préambule de la résolution 333 (IV), l'Assemblée générale considère "que la valeur des travaux du Comité serait accrue si, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques énumérées à l'Article 73 e) de la Charte, le Comité s'attachait particulièrement à l'étude d'une seule question chaque année".

21. Le Conseil s'est donc attaché particulièrement lors de sa première session à l'enseignement et, lors de sa deuxième session, à la situation économique et aux problèmes du développement économique dans les territoires non autonomes. A sa session de 1951, le Comité a décidé qu'à sa troisième session il consacrerait une attention particulière à la situation sociale dans les territoires non autonomes, sans préjudice de l'examen des autres questions techniques. En outre, les membres du Comité se sont mis d'accord sur une liste de sujets qui devait constituer une base de discussion pour l'étude générale envisagée.

22. L'Assemblée générale ayant approuvé par sa résolution 565 (VI) les dispositions proposées par le Comité spécial en ce qui concerne ses travaux pour 1952, le Secrétaire général a analysé les renseignements transmis sur les divers aspects de la situation sociale dans les territoires non autonomes. L'OIT et l'OMS ont également présenté des documents relatifs aux questions de leur compétence.

23. Comme lors des sessions précédentes du Comité, des conseillers en matière de questions sociales, notamment des conseillers en matière de santé publique, étaient attachés aux délégations du Danemark, de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

24. Le Comité a examiné ce point de son ordre du jour de sa cinquante-cinquième à sa soixante-troisième séances. Les représentants de l'Australie, de la Belgique du Brésil, de Cuba, du Danemark, de l'Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont intervenus dans le débat.

25. Ce débat a permis de procéder à un examen d'ensemble de la situation sociale dans les territoires non autonomes, de la politique suivie et des programmes appliqués par les Puissances administrantes ; il a également permis de discuter plus en détail les problèmes relatifs aux relations raciales ainsi qu'à d'autres aspects des droits de l'homme dans les territoires non autonomes et aussi les problèmes relatifs à la santé publique, au service social de la collectivité, à la protection de la famille et de l'enfance, à la main-d'oeuvre migrante, à la situation générale de la main-d'oeuvre et aux systèmes suivis dans ce domaine et enfin les problèmes relatifs aux niveaux de vie.

26. Au cours du débat général, les membres du Comité ont été d'accord pour reconnaître que le développement des territoires non autonomes a pour objet le progrès des populations de ces territoires et que ce problème ne peut être résolu de façon satisfaisante qu'avec la participation et la collaboration totales de toutes les classes de la population. Certains représentants ont appelé l'attention sur la tendance récente à mettre l'accent sur les programmes sociaux d'un caractère créateur et préventif, et à formuler des politiques

sociales coordonnées. On a insisté sur l'interdépendance du développement économique et du progrès social et on a fait remarquer que, si le développement économique crée lui-même de nouveaux problèmes sociaux, il n'est pas possible de financer les services sociaux sans mettre en valeur les ressources du territoire et notamment sans accroître la production agricole.

27. Certains représentants ont été d'avis que de nombreux territoires ne peuvent, pour des raisons indépendantes de leur volonté, financer les services sociaux dont ils ont besoin et que ce sont justement ces territoires qui ont le plus grand besoin d'une assistance financière et technique extérieure. On a reconnu qu'en fait les pays métropolitains fournissent cette assistance à beaucoup des territoires qu'ils administrent. Le représentant de l'Egypte, tout en reconnaissant les efforts déployés par les Puissances administrantes, a exprimé l'opinion que les avis diffèrent sur le point de savoir si ces efforts sont suffisants ou ne sont pas compensés par les avantages retirés des territoires. Le Comité a terminé la discussion de cette question en exprimant l'espoir qu'une assistance internationale accrue serait fournie aux populations des territoires non autonomes pour leur permettre de relever leurs niveaux de vie.

28. Les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan ont formulé certaines critiques ou posé certaines questions à propos de divers problèmes particuliers intéressant quelques-uns des territoires. Les représentants de l'Australie, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont répondu à ces critiques et à ces questions.

29. Conformément à la méthode adoptée lors des précédentes sessions, le Comité a institué à sa cinquante-huitième séance, un sous-comité nanti d'un mandat très large et chargé de préparer un rapport spécial sur la situation sociale dans les territoires non autonomes, rapport que le Comité devait examiner en séance plénière. La composition de ce sous-comité est indiquée au paragraphe 7 ci-dessus.

30. Le Comité a examiné le rapport du Sous-Comité à ses soixante-neuvième et soixante-dixième séances. Avant de procéder à une étude détaillée, il a entendu des déclarations générales des représentants de l'Inde, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

31. Le représentant de la France, appuyant les vues des représentants de l'Inde, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique, a estimé que le rapport représentait un travail considérable de la part du Sous-Comité, mais il a émis l'avis que ce rapport ne donnait pas un aperçu exact de beaucoup des opinions exprimées au cours de la discussion qui avait eu lieu au Comité. Le représentant de la France a notamment tenu à souligner une fois de plus que le problème de la discrimination raciale était un problème mondial et ne devait pas être considéré dans le cadre restreint des territoires non autonomes. Le Gouvernement français n'est disposé à accepter l'étude de la question des droits de l'homme que lorsqu'elle est poursuivie par les organes compétents des Nations Unies. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a formulé des critiques détaillées à l'égard de l'orientation général du rapport auquel il a reproché de ne pas faire un tableau fidèle de la situation sociale dans les territoires. Il a cité des extraits du rapport à l'appui de ses critiques.

32. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a indiqué que les conditions sociales dans les territoires non autonomes ne sont pas satisfaisantes; que la politique des autorités administrantes dans les domaines social et autres ne s'inspire pas des intérêts des populations autochtones des territoires non autonomes, mais bien des intérêts de la métropole sur le plan politique et sur le plan économique. La population autochtone est non seulement exploitée d'une façon impitoyable, mais elle est en outre l'objet de diverses restrictions et mesures discriminatoires dans les domaines politique, économique et autres, ainsi qu'en ce qui concerne la santé publique et l'enseignement. La protection de la santé publique est déficiente, ce qui se traduit, dans les territoires, par la fréquence des maladies et des épidémies ainsi que par un taux de mortalité élevé, surtout chez les enfants.

33. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, rappelant certaines références critiques à la situation de la santé publique en Hawaii faites par le représentant de l'Union soviétique, a souligné que l'état sanitaire de ce territoire ne posait pas de problèmes majeurs. Au contraire le taux de la mortalité infantile, soit 28,3 pour 100 et le taux de mortalité générale, soit 6 pour 100, se comparent très favorablement - et, il est sûr que le représentant de l'OMS sera d'accord - avec la situation qui existe dans d'autres pays. Il a aussi attiré l'attention sur le fait qu'Hawaii avec une population de 470.000 habitants disposait de 570 médecins, soit une augmentation de 142 depuis 1949, et de 1.728 infirmiers.

34. Au cours de l'examen détaillé du rapport, le Comité a apporté au texte quelques modifications d'importance secondaire. Un amendement proposé par le représentant du Royaume-Uni tendait à introduire la phrase suivante avant la dernière phrase du paragraphe 30 : "Il faut en même temps veiller à ce que ces lois ne précèdent pas l'évolution de l'opinion publique jusqu'à devenir inapplicables et jeter le discrédit sur la législation elle-même". Après un échange de vues le représentant du Royaume-Uni, désireux de faire preuve d'esprit de conciliation, a retiré son amendement.

35. Par 11 voix contre une, avec 2 abstentions, le Comité a approuvé le rapport sous sa forme modifiée. Ce texte constitue la deuxième partie du rapport du Comité à l'Assemblée générale.

36. Après l'approbation du rapport, les représentants de l'Inde et de la Nouvelle-Zélande ont présenté un projet commun de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale approuverait le rapport du Comité et inviterait le Secrétaire général à le transmettre aux Puissances administrantes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées. Ce projet de résolution a été adopté par 13 voix contre une, avec 2 abstentions. Le texte en est reproduit à l'Annexe II.

VII. DISCRIMINATION RACIALE

37. Les représentants de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan ont soumis un projet commun de résolution sur la question de la discrimination raciale. En présentant ce projet, ils ont déclaré qu'en raison des dispositions de la Charte, le Comité devait indiquer l'importance qu'il attachait au problème des relations raciales. Ce projet de résolution permettrait d'exprimer d'une manière formelle l'opinion émise par le Comité dans son rapport sur la situation sociale.

38. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté deux amendements à ce projet de résolution et a déclaré que l'on constatait, dans les territoires non autonomes, l'existence très généralisée d'une discrimination fondée sur la race, à l'égard de la population autochtone, dans les domaines politique, économique et social, ainsi que dans celui de l'enseignement et d'autres encore. Non seulement les Puissances administrantes s'abstiennent d'appeler des éléments de la population locale à participer à

l'administration des territoires, mais encore elles font obstacle à l'accès des autochtones aux fonctions administratives. L'on pratique sur une grande échelle, dans les territoires non autonomes, cette forme la plus odieuse de la discrimination raciale - la ségrégation raciale. Il existe, dans de nombreux territoires, des "ghettos" et des "zones réservées" à l'usage des autochtones. La discrimination raciale à l'égard de la population autochtone se manifeste également dans les domaines de la santé publique, de l'enseignement, de la législation pénale, du régime pénitentiaire, etc. Dans de nombreux territoires non autonomes, les autochtones sont passibles de châtiments corporels. Un certain nombre de membres du Comité n'ont pu accepter les opinions exprimées par le représentant soviétique sur ces questions.

39. En se prononçant contre l'adoption du projet, les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont déclaré qu'il n'y avait pas lieu pour le Comité de prendre une décision formelle car cela reviendrait à répéter purement et simplement des opinions déjà exposées de façon satisfaisante dans le rapport sur la situation sociale. Une résolution de cette nature aurait l'inconvénient de concentrer l'attention sur un problème qui présentait une importance mondiale et n'intéressait pas seulement les territoires non autonomes. Au surplus, ce problème était à l'heure actuelle examiné par d'autres organes des Nations Unies. Le représentant de la Belgique a annoncé que son Gouvernement considérait que le problème des relations raciales, touchant le domaine des questions politiques, relevait de sa compétence nationale; en conséquence il s'abstiendrait de prendre part à la discussion et au vote de ce projet.

40. Les amendements proposés au projet de résolution ainsi que les résultats des votes sont indiqués ci-après :

Premier alinéa du préambule : 14 voix contre zéro, sans abstention.

Deuxième alinéa du préambule : 11 voix pour, 2 voix contre, 2 abstentions.

Troisième alinéa du préambule : Le représentant du Royaume-Uni a proposé que ce paragraphe soit amendé de manière à indiquer que l'expression "les habitants", qui figure à l'Article 73 de la Charte s'applique à tous les habitants, tels qu'ils sont définis au paragraphe 8 du rapport spécial sur la situation sociale. Il a en conséquence suggéré d'amender ce paragraphe en remplaçant les mots "des autochtones" par les mots "de certains groupes de la population". Cet amendement a été repoussé par 5 voix contre 3, avec 7 abstentions. Le texte initial a été adopté par 11 voix pour, contre zéro, avec 4 abstentions.

Paragraphe 1 du dispositif : Le texte proposé a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention.

Paragraphe 2 du dispositif : Le représentant du Royaume-Uni a proposé de remplacer les mots "toutes les dispositions ou pratiques discriminatoires" par les mots "toutes dispositions ou pratiques discriminatoires qui pourraient exister". Cet amendement a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte révisé a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

Paragraphe 3 du dispositif : Le représentant du Danemark a proposé, en raison de la rédaction des paragraphes 1, 2 et 5, un amendement qui avait pour effet de donner à ce paragraphe la rédaction suivante : "Recommande, dans les cas où il existe des lois qui établissent entre citoyens et non citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race, que lesdites lois fassent l'objet d'un examen similaire." L'amendement du représentant du Danemark, ainsi que le paragraphe sous sa forme modifiée, ont été adoptés par 14 voix contre zéro, avec une abstention.

Paragraphe 4 du dispositif : Ce paragraphe a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention. En expliquant son abstention le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son Gouvernement était favorable au principe impliqué dans ce paragraphe, mais que la mise en application immédiate d'un tel principe se heurterait à certaines difficultés d'ordre pratique.

Paragraphe 5 du dispositif : Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé un amendement tendant à insérer après les mots "en faveur de certains groupes de la population" les mots "ces lois ne soient pas utilisées pour dissimuler des discriminations raciales et ...". Cet amendement a été repoussé par 9 voix contre une, avec 4 abstentions. Le texte initial a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions.

Paragraphe 6 du dispositif : Ce paragraphe était ainsi conçu : "Recommande que les constitutions ou lois organiques de tout territoire soient amendées de façon à incorporer le principe de la non discrimination dans le texte ainsi remanié". Le résultat du vote sur ce paragraphe a été le suivant : 6 voix pour, 7 voix contre et 2 abstentions. En conséquence le paragraphe en question a été supprimé.

Paragraphe 7 du dispositif : (devenu le paragraphe 6) : Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé de remplacer les mots "approuve toutes les mesures destinées à" par les mots "recommande aux Puissances administrantes de prendre toutes mesures destinées à". Cet amendement a été repoussé par 8 voix contre 5, avec 2 abstentions. Le texte initial du paragraphe a été adopté par 15 voix contre zéro, sans abstention.

41. Un vote par appel nominal a été demandé sur l'ensemble du projet de résolution modifié. Le résultat de ce vote a été le suivant :

Ont voté pour : Brésil, Cuba, Danemark, Equateur, Egypte, Inde, Indonésie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Australie et France.

42. Le projet de résolution a donc été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions. Le texte adopté est reproduit dans l'Annexe II.

43. Les représentants de l'Australie, des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont expliqué leur vote. Le représentant de l'Australie a déclaré que, tout en approuvant sans réserve les principes énoncés contre la discrimination raciale, il s'était abstenu de voter parce qu'il estimait que la résolution faisait double emploi avec ce qui était déjà dit dans le rapport sur la situation sociale; le problème de la discrimination raciale ne se pose pas dans les seuls territoires non autonomes; d'autres organes des Nations Unies étudient l'ensemble de la question et, enfin, il n'appartient pas au Comité de recommander aux Etats Membres d'examiner leurs lois en vue de les modifier. Le représentant des Pays-Bas a voté en faveur de la résolution mais il s'est associé aux observations formulées par le représentant de l'Australie et a exprimé le regret que la résolution ait été adoptée car elle affaiblissait à son sens la valeur du rapport sur la situation sociale. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il avait voté en faveur du projet de résolution sans que cela modifie en rien l'attitude de son Gouvernement telle qu'elle avait été exposée le 18 août 1950, en considération de la compétence du Comité et sans que cela fasse obstacle à la soumission de nouveaux amendements par la délégation du Royaume-Uni à l'Assemblée générale.

VIII. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

44. A sa quarante-deuxième séance, tenue pendant sa deuxième session, le Comité a exprimé le désir que les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement dans les territoires non autonomes soient examinés de nouveau au cours de sa troisième session en 1952.

45. En conséquence, le Comité devait examiner un résumé rédigé par le Secrétaire général, des renseignements relatifs à l'enseignement, et à toutes questions soulevées par le rapport spécial sur l'enseignement approuvé par l'Assemblée générale en 1950; il devait également étudier des rapports de l'UNESCO sur l'emploi des langues vernaculaires ou de la langue nationale et sur les mesures à prendre pour faire disparaître l'analphabétisme.

46. A la soixante-troisième séance, le représentant de l'Egypte, traitant de l'emploi des langues vernaculaires, a exprimé sa déception devant le fait que le rapport de l'UNESCO insistait surtout sur le cas des langues vernaculaires qui ne sont pas très évoluées ou dont l'emploi n'est pas très répandu. Il a rappelé que l'UNESCO déclarait, dans son rapport : "Si la langue maternelle est, à tous égards, propre à servir de véhicule de l'enseignement universitaire et technique supérieur, il faut l'employer à cette fin", et il a insisté pour que l'on tînt compte davantage de cette recommandation. En particulier, il a invité instamment le Gouvernement français à donner plus d'importance à l'enseignement et à l'emploi de l'arabe comme véhicule de l'instruction dans les systèmes scolaires du Maroc et de la Tunisie.

47. Le représentant de la France a donné au Comité l'assurance que l'emploi de l'arabe était favorisé en Afrique du Nord française et il a déclaré que son Gouvernement encourageait l'emploi des langues vernaculaires partout où elles étaient suffisamment développées. Toutefois, l'emploi de la langue vernaculaire dans l'enseignement ne pouvait pas être érigé en règle générale, applicable dans tous les territoires sans tenir compte des conditions propres à chacun d'eux. Les représentants du Royaume-Uni et des Pays-Bas ont appuyé ce point de vue et ont donné des exemples, empruntés à leurs territoires, pour montrer les difficultés que présente l'emploi des langues vernaculaires dans les régions où l'on parle plusieurs langues.

48. Le représentant de l'Inde a déclaré qu'on ne pouvait présenter aucune règle générale au sujet de l'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement sans réserves par lesquelles on tienne compte de facteurs locaux et que dans certains cas déterminés, comme par exemple dans la période de transition que connaît actuellement l'Inde, l'emploi d'une lingua franca pouvait avoir certains avantages. Il a néanmoins reconnu qu'une forte tendance se manifestait en faveur d'un emploi plus généralisé de la langue nationale de la population. Il a souligné que s'il était important de supprimer l'analphabétisme, il l'était encore plus d'éviter le retour à l'analphabétisme. A cette fin, il est indispensable de fournir aux populations des moyens d'instruction appropriés qui leur permettent de compléter l'enseignement scolaire. Le but essentiel de l'enseignement est d'éveiller l'esprit; le représentant de l'Inde a mentionné, à ce propos, l'expérience de son propre pays où les élections générales avaient stimulé chez la population le désir de s'instruire. Il a demandé au représentant de l'UNESCO si l'on pouvait confirmer que le progrès politique et le progrès social, ainsi que la nature de l'enseignement donné, avaient pour effet de stimuler le désir d'instruction. Il a constaté avec satisfaction les progrès accomplis touchant divers aspects de l'enseignement, et il a appelé l'attention du Comité sur l'importance de l'instruction des femmes et des jeunes filles, ainsi que sur les grandes différences que l'on pouvait constater dans certains territoires entre les divers groupes ethniques, en ce qui concernait les pourcentages d'enfants d'âge scolaire inscrits dans les écoles. Il a déploré que, dans un cas particulier, l'institution de l'instruction primaire obligatoire fût subordonnée à la possibilité pour les autorités autochtones d'en couvrir les frais.

49. Le représentant du Royaume-Uni, commentant les observations du représentant de l'Inde relatives à la nécessité de rendre l'instruction gratuite et obligatoire, a déclaré que c'était là l'idéal vers lequel tendait la politique de l'enseignement dans les territoires sous administration britannique. Il a exposé, ensuite, les nombreuses difficultés qu'il fallait surmonter avant de pouvoir atteindre cet idéal. Parlant du rapport du Comité d'experts de l'UNESCO pour la normalisation des statistiques scolaires, dans lequel on avait également cherché à définir une personne lettrée ou semi-lettrée, le

représentant du Royaume-Uni a fait observer que son Gouvernement, tout en approuvant en principe la plupart des conclusions de ce rapport, ne pouvait que recommander les normes internationales proposées aux gouvernements intéressés, pour qu'ils s'en inspirent dans l'établissement de leurs statistiques. La résolution No 32 adoptée par la quatorzième Conférence générale de l'UNESCO reconnaît que les questions financières doivent être prises en considération dans tout plan de scolarisation. En ce qui concerne les territoires sous administration britannique, le montant des sommes dépensées par habitant n'est pas un critère suffisant pour évaluer les progrès accomplis. De grands progrès dans ce domaine ont pu être réalisés grâce aux diverses communautés ethniques des territoires intéressés. Dans les territoires qu'il administre, le Gouvernement du Royaume-Uni a pour principe de développer l'ensemble du système d'enseignement plutôt qu'un de ses aspects, et de tenir dûment compte des traditions des populations locales. Le représentant du Royaume-Uni a reconnu, comme le représentant de l'Inde, qu'il importe d'éviter le retour à l'analphabétisme des personnes qui avaient reçu un début d'instruction. A cette fin, on a créé en Afrique orientale et en Afrique centrale des Bureaux de documentation chargés de publier des ouvrages en langues vernaculaires, pour l'emploi dans les écoles et pour l'emploi général, et de favoriser l'épanouissement des talents des auteurs locaux. L'enseignement en Afrique a fait récemment l'objet des travaux de deux missions; les grandes lignes de la politique arrêtée dix ans plus tôt sont maintenant réexaminées. Une conférence a été organisée dans le Royaume-Uni pour étudier la question plus avant; son rapport présentera sans doute de l'intérêt pour les membres du Comité.

50. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a fait remarquer que les autorités administrantes ne s'acquittaient pas de leurs obligations dans le domaine de l'enseignement; il s'ensuit que l'analphabétisme sévit au sein des populations autochtones. Il a cité, à l'appui de son observation, de nombreux exemples tirés des renseignements communiqués par des Puissances administrantes.

51. Le représentant de l'UNESCO a répondu à diverses questions soulevées au cours de la discussion, notamment à celles du représentant de l'Inde. Il a confirmé l'importance de la nature de l'enseignement donné et a cité des exemples qui montrent que le désir d'instruction était stimulé lorsque les conditions d'existence ont été améliorées. Se référant à certaines difficultés rencontrées par les Puissances administrantes pour développer l'enseignement dans leurs territoires, il a souligné que l'instruction ne consiste pas simplement à savoir lire et écrire. Il a montré l'importance du travail verbal et a recommandé un emploi plus généralisé des moyens d'enseignement audio-visuels. En ce qui concerne les difficultés matérielles à surmonter, il a cité des exemples de pays insuffisamment développés qui avaient construit des écoles à bon marché et il a fait observer que l'on pourrait faire de même dans les territoires non autonomes. L'expérience a montré qu'il fallait au moins une période d'études de quatre ans pour que les connaissances élémentaires restent acquises; le représentant de l'UNESCO a reconnu l'importance de moyens d'instruction complémentaires. D'une façon générale, il ne pense pas qu'il y ait des obstacles insurmontables à l'emploi des langues vernaculaires comme véhicule de l'enseignement.

IX. COLLABORATION INTERNATIONALE EN CE QUI CONCERNE
LA SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES
TERRITOIRES NON AUTONOMES; RENSEIGNEMENTS SUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

52. Dans sa résolution 445 (V), l'Assemblée générale a souligné à nouveau "l'importance qu'elle attache à la collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et scolaire dans les territoires non autonomes, ainsi qu'elle l'a déjà signalé dans la résolution 331 (IV)", et elle a invité les institutions spécialisées à communiquer chaque année à l'Organisation des Nations Unies des renseignements sur les progrès des travaux qu'elles auraient entrepris et qui pourraient être utiles aux territoires non autonomes. Dans sa résolution 444 (V), l'Assemblée générale a invité les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes et qui ont besoin d'assistance technique pour le progrès économique, social et scolaire de ces territoires à présenter des demandes à cet effet et elle leur a recommandé de faire figurer dans les renseignements statistiques qu'ils communiquent tous les ans un rapport sur l'assistance technique fournie par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. De plus, dans sa résolution 336 (IV), l'Assemblée générale a prié "le Secrétaire général de tenir le Comité spécial au courant de la nature de l'assistance technique que les territoires non autonomes reçoivent de temps à autre des organismes internationaux spécialisés".

53. Le Secrétaire général a donc préparé des documents qui exposent les modalités de la collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et scolaire dans les territoires non autonomes ainsi que les modalités de l'assistance technique fournie à ces territoires par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées; l'OMS et l'UNESCO ont présenté des mémoires sur celles de leurs activités qui intéressent les territoires non autonomes.

54. Le Comité a examiné ces questions, qui constituaient un point particulier de son ordre du jour, au cours de ses soixante-quatrième et soixante-cinquième séances. En outre, certaines questions relatives à la collaboration internationale et à l'assistance technique ont été soulevées au cours d'autres discussions relatives à la situation économique, sociale et de l'enseignement.

55. Le représentant de l'Indonésie a souligné l'importance que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont attachée à la question de l'assistance technique à fournir aux territoires non autonomes. Il s'est demandé si l'on avait pleinement tiré avantage des possibilités actuelles. Il a reconnu l'intérêt des bourses d'études et des bourses de perfectionnement, mais il a demandé instamment que l'on prenne les mesures nécessaires pour envoyer dans les territoires non autonomes des experts internationaux capables d'enseigner sur place les méthodes les plus appropriées pour assumer le développement de ces territoires. Il s'est félicité de la tendance croissante à envoyer des représentants des territoires non autonomes aux cycles d'études régionaux.

56. Les représentants de l'Egypte et de l'Inde ont appuyé le représentant de l'Indonésie.

57. Le représentant de l'Inde a appelé l'attention du Comité sur l'importance d'une collaboration étroite et active entre les Nations Unies et les commissions régionales intergouvernementales. Tout en reconnaissant que ces commissions n'avaient aucun lien organique avec l'Organisation des Nations Unies, il a souligné que leurs statuts prévoyaient leur collaboration avec l'Organisation des Nations Unies. La présence d'observateurs des institutions spécialisées aux réunions des commissions régionales est certes utile, mais on ne peut guère y voir le signe d'une coopération développée. Les conférences techniques d'experts des Puissances administrantes sont conformes aux dispositions de l'Article 73 d) de la Charte, mais le Comité se doit de souligner l'importance d'un autre aspect de la collaboration internationale, à savoir la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'une part, et les Puissances métropolitaines et leurs territoires, d'autre part. Il importe également de veiller soigneusement à ce que les connaissances acquises grâce aux bourses d'études et aux bourses de perfectionnement accordées par l'Organisation des Nations Unies profitent aux populations locales.

58. Les représentants de l'Australie, de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni ont exposé l'attitude de leurs Gouvernements à l'égard de l'assistance technique que peuvent fournir l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées; ils ont fait observer que cette assistance n'est disponible que sur une échelle relativement modeste et qu'elle doit

être considérée dans la perspective entière de l'aide technique plus importante apportée par les Puissances administrantes aux territoires ainsi que des autres programmes techniques d'un caractère régional ou bilatéral.

L'Organisation des Nations Unies a souligné la nécessité de mettre les experts parfaitement au courant des conditions locales, de l'avis des représentants précités, c'est à cet égard que les personnes déjà en fonctions dans les territoires ont un avantage sur les experts internationaux. Ces représentants ont donné au Comité l'assurance que leurs Gouvernements n'ont jamais hésité à présenter des demandes d'assistance technique, et ils ont cité des exemples d'assistance reçue au titre du programme ordinaire et du programme élargi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Certains représentants des Puissances administrantes ont mentionné spécialement la participation des habitants de divers territoires au programme d'octroi de bourses des Nations Unies ainsi que l'intérêt de ce programme pour les boursiers intéressés et les territoires.

59. Le représentant de la Belgique a déclaré que l'assistance technique fournie par les organismes des Nations Unies ne représentait qu'une faible partie de l'assistance totale dont bénéficiaient les territoires non autonomes. Il a cité des chiffres comparant le total des crédits affectés à l'assistance technique par l'Organisation des Nations Unies et les sommes dépensées par la Belgique et le Congo belge. De ce fait ce Territoire reçoit une assistance technique plus importante que beaucoup de pays souverains. Afin d'avoir une vue générale du problème, le Comité devrait demander au Secrétaire général de dresser un inventaire de l'assistance technique que les territoires non autonomes reçoivent, quelle qu'en soit la source : tels que les programmes établis par les Puissances administrantes, ceux des organisations régionales et le plan des Etats-Unis connu sous le nom de "Point 4".

60. Le représentant de l'Australie a commenté les attributions de la Commission du Pacifique Sud, ainsi que les travaux qu'elle a entrepris; le représentant du Royaume-Uni a décrit l'organisation et les travaux de la Commission des Caraïbes et de la Commission pour la coopération technique en Afrique au sud du Sahara; il a également exposé les buts et les réalisations du Plan de Colombo pour l'Asie du Sud et du Sud-Est. Ces deux représentants ont fait observer que

les commissions régionales sont essentiellement des organismes consultatifs, que les Puissances administrantes ont créés dans diverses régions pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités internationales.

61. Les représentants de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont donné des exemples des diverses formes de l'assistance technique que leurs Gouvernements fournissent à leurs territoires. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que le tableau de l'assistance technique fournie aux territoires non autonomes est très incomplet si l'on n'y fait pas figurer l'assistance technique nationale. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il faut voir un progrès digne d'attention dans le fait que certains territoires non autonomes étaient encouragés à fournir eux-mêmes une assistance technique à d'autres territoires et à d'autres pays, faisant à cet égard spécialement référence à Porto-Rico.

62. Le représentant du Royaume-Uni a mentionné également le rôle joué par le Comité des territoires d'outre-mer de l'Organisation européenne de coopération économique et ses sous-commissions en stimulant la collaboration technique pour le développement économique des territoires non autonomes. Il a souligné que le Royaume-Uni encourageait la participation des populations locales, et il a fait l'éloge du "Point 4" des Etats-Unis.

X. RESUMES ET ANALYSES DES RENSEIGNEMENTS PAR LE SECRETAIRE
GENERAL

63. Conformément à la résolution 218 (III), le Secrétaire général a préparé des résumés de tous les renseignements transmis en 1952. Dans la plupart des cas, les renseignements ont été fournis sur la base du Schéma révisé en 1951; dans d'autres cas, les gouvernements ont indiqué qu'ils n'avaient pu, faute de temps, utiliser cette année le Schéma révisé.
64. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à sa douzième séance.
65. Le Gouvernement des Pays-Bas ayant transmis des renseignements sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise (Irian), les représentants de l'Indonésie et des Pays-Bas ont fait des réserves formelles, au nom de leurs Gouvernements respectifs, en ce qui concerne la souveraineté sur ce territoire. Le Président a déclaré que la question de souveraineté n'était pas de la compétence du Comité; en tant que représentant du Pakistan, il a exprimé l'espoir que le différend qui séparait les deux Gouvernements en question pourrait être réglé par voie de négociation amicale. Les représentants de l'Inde, de l'Egypte, du Royaume-Uni et de l'Equateur ont exprimé le même espoir.
66. Au cours de la discussion sur ce point de l'ordre du jour, plusieurs opinions ont été exprimées, tant sur l'interprétation qu'il convient de donner, d'une manière générale, à l'Article 73 de la Charte, et en particulier aux obligations énumérées à l'alinéa e de cet Article, que sur la compétence de l'Assemblée générale pour décider quels sont les territoires pour lesquels des renseignements doivent être communiqués et quelle suite le Comité doit donner à ces renseignements.
67. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a souligné que le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies impose des obligations étendues aux pays qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes. Il a fait remarquer que l'Assemblée générale a confirmé, au cours de sa première session, la liste des territoires au sujet desquels les Puissances administrantes sont tenues de communiquer des renseignements. Ce n'est donc que l'Assemblée générale elle-même qui pourrait modifier cette liste, et les Puissances administrantes n'ont pas le droit de trancher d'une façon unilatérale la question de savoir s'il faut ou non communiquer des renseignements concernant ces territoires. Il a ensuite déclaré que le Comité doit examiner ces renseignements et qu'il peut présenter à l'Assemblée générale des conclusions et des

recommandations au sujet de ces territoires. Il a affirmé, une fois de plus, que les renseignements transmis sont incomplets en ce qui concerne notamment le budget, les recettes et les dépenses et il a critiqué le retard apporté à la transmission des renseignements relatifs à certains territoires, tels que l'Alaska; il a également fait observer que le Gouvernement néerlandais viole les obligations qui lui incombent, en s'abstenant de communiquer des renseignements sur Surinam et Curaçao. Le représentant de l'Egypte s'est également déclaré d'avis qu'un Etat Membre qui administre des territoires non autonomes n'a pas le droit de décider, unilatéralement, à propos de quels territoires il convient de transmettre ou non des renseignements.

68. Les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont exprimé des opinions contraires à celles du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et ils ont affirmé qu'il appartient aux seules Puissances administrantes intéressées de décider quels sont les territoires pour lesquels des renseignements doivent être transmis; la résolution 66 (I) de l'Assemblée générale ne fait qu'énumérer les territoires non autonomes indiqués par les Puissances administrantes elles-mêmes; pour reprendre les termes mêmes de l'Article 73 e), les renseignements sont transmis "à titre d'information" et si le Comité peut faire des recommandations de principe relatives aux questions techniques en général, il n'est pas habilité à le faire en ce qui concerne un territoire déterminé. En outre le représentant de la Belgique a déclaré que la Belgique a accepté comme une mission sacrée l'obligation de promouvoir le progrès économique, social et de l'enseignement des populations placées sous son administration et a fait de son mieux pour remplir fidèlement cette mission. Tous les Etats qui sont responsables de populations qui ne sont pas parvenues au même degré de civilisation qu'eux-mêmes, que ces populations se trouvent outre-mer ou dans les limites de leurs frontières continentales, ont la même responsabilité.

69. Le représentant de l'Equateur a réservé la position de sa délégation touchant la portée et le contenu du Chapitre XI de la Charte et notamment de l'Article 73 e) en ce qui concerne particulièrement les territoires non autonomes situés dans l'orbite du continent américain.

XI. AVENIR DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES
NON AUTONOMES

70. Le paragraphe 6 de la résolution 332 (IV) de l'Assemblée générale, qui a créé le Comité, dispose que "l'Assemblée générale ... examinera en 1952 la question de savoir si le Comité spécial devrait être reconstitué pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de ce nouveau Comité spécial".

71. A ses soixante-septième et soixante-huitième séances, le Comité a examiné la question de son avenir. Quatre points de vue différents ont été exposés : les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni se sont prononcés contre la reconduction du Comité sous sa forme actuelle. Les représentants du Brésil, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont déclaré que le principe d'un Comité permanent recevait leur appui. Le représentant des Etats-Unis, appuyé par les représentants du Danemark, de l'Australie et des Pays-Bas, a proposé de reconduire le Comité pour une période de trois ans. Le représentant de Cuba, appuyé par le représentant de l'Equateur, a proposé une période de quatre ans, au cas où le Comité ne serait pas institué de façon permanente.

72. Le représentant de la Belgique a estimé qu'il résulte de la composition du Comité et de l'angle particulier sous lequel on examine des problèmes techniques de nature générale, tels que main-d'oeuvre migrante, paludisme, invasions de sauterelles, que les travaux de celui-ci sont vains et stériles. Les membres du Comité ne peuvent être des experts dans tous les domaines; ces experts siègent aux conférences internationales généralement organisées par les Puissances administrantes elles-mêmes. Le fait que le Comité n'est pas autorisé à faire des comparaisons avec les conditions qui existent dans les pays indépendants qui se heurtent aux mêmes problèmes compromet gravement la valeur de ses conclusions. Le représentant de la Belgique a estimé que les discussions devraient avoir lieu au sein d'un autre organisme comprenant des techniciens appartenant aux Etats Membres ayant des problèmes communs.

73. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé les déclarations précédemment faites, au nom de son Gouvernement, sur l'absence, dans la Charte, de dispositions autorisant la création du Comité actuel. En effet, les renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) sont communiqués à titre d'information.

/Il a déclaré

Il a déclaré que les responsabilités juridiques des Nations Unies sont remplies lorsque le Secrétaire général a reçu les renseignements statistiques et techniques que lui transmettent les Puissances administrantes. Le Royaume-Uni a participé, au cours de ces dernières années, aux discussions techniques du Comité, mais il estime que ces discussions n'ont abouti à aucun résultat qui puisse, même en dehors de toute considération de texte, justifier la reconduction du Comité.

74. Le représentant de la France a fait observer que, dans un esprit de bonne volonté et pour manifester sa foi dans la coopération internationale, son Gouvernement n'a pas marchandé sa collaboration au Comité, mais l'atmosphère de compréhension qui a régné au cours des précédentes sessions du Comité s'est dissipée à la présente session. En voulant juger les faits par rapport à des normes idéales, le Comité ne tient pas compte de la réalité. La délégation française n'a d'autre choix que de voter contre la reconduction du Comité et de réserver la position de son Gouvernement.

75. Pour soutenir que le Comité devait être établi sur une base permanente, les représentants des Etats Membres qui n'administrent pas de territoires ont souligné les obligations et les responsabilités morales qui incombent aux Puissances administrantes. Le représentant de l'Inde a fait l'historique du Comité depuis la résolution 9 (I), par laquelle l'Assemblée générale, invoquant l'Article 98 de la Charte, a autorisé les réunions et les analyses, rédigées par le Secrétaire général, des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) aux rapports sur les travaux du Conseil de sécurité, du Conseil de tutelle et du Conseil économique et social. Pour procéder à l'examen des renseignements ainsi transmis, l'Assemblée générale a créé un Comité spécial. Par la suite, non seulement le Comité a été reconstitué, mais il a été chargé de nouvelles tâches relatives à l'assistance technique, aux droits de l'homme, aux facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations s'administrent elles-mêmes, et à la cessation de la transmission de renseignements. Le Comité répond à un besoin et il a, au surplus, fait oeuvre utile. Tant qu'il existera des territoires non autonomes et que la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale demeureront en vigueur, il faudra un organisme qui aide l'Assemblée générale à s'acquitter de ses obligations à l'égard des territoires non autonomes.

76. Non seulement le Comité, tel qu'il est actuellement composé, permet à l'Assemblée et à la Quatrième Commission de consacrer moins de temps aux discussions, mais encore ses membres connaissent bien la tâche qu'ils ont à accomplir et l'on a pu créer et maintenir une atmosphère satisfaisante. Les espoirs que la Charte des Nations Unies a fait naître chez les millions d'habitants qui peuplent les territoires non autonomes ne permettent pas de supprimer le Comité sans risque d'entraîner de graves répercussions psychologiques. Le Comité a, à l'égard des populations des territoires non autonomes, des responsabilités dont aucune institution spécialisée ni aucun autre organe des Nations Unies ne peut s'acquitter.

77. Analysant les dispositions de la Charte, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a conclu que, puisque les Puissances administrantes ont accepté d'assumer des obligations à l'égard des territoires non autonomes, l'Assemblée générale doit déterminer dans quelle mesure elles s'acquittent de ces obligations. Les conditions qui règnent dans les territoires non autonomes continuent de n'être pas satisfaisantes, ainsi que le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques l'a déjà signalé, notamment en ce qui concerne les relations raciales, les niveaux de vie, l'augmentation du taux de la criminalité et bien d'autres problèmes encore. L'obligation, pour les Puissances administrantes de transmettre des renseignements a un caractère permanent et c'est pourquoi le Comité chargé d'examiner ces renseignements doit, lui aussi, avoir un caractère permanent.

78. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a reconnu que le Comité avait fait oeuvre utile et, comme les avis étaient très partagés sur la question de la reconduction du Comité, il a présenté un projet de résolution aux termes duquel le Comité resterait en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période d'essai de trois ans. Les représentants de l'Australie, du Danemark et des Pays-Bas ont appuyé cette proposition, mais le représentant des Pays-Bas a estimé qu'il serait préférable de constituer un Comité d'experts.

79. Commentant les déclarations des représentants du Royaume-Uni, de la Belgique et de la France, les représentants du Brésil et de Cuba ont exprimé la conviction que le Comité avait fait oeuvre utile et que les représentants des Etats qui n'administrent pas de territoires avaient apporté une contribution importante à cette oeuvre. Le représentant de l'Inde a ajouté que les représentants des pays

récemment parvenus à l'autonomie peuvent apporter un concours précieux au Comité, car ils sont en mesure de comparer la situation actuelle de leur pays avec celle qui existait avant qu'ils ne devinssent autonomes.

80. Par 7 voix contre 8 avec une abstention, le Comité a repoussé un projet de résolution du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui recommandait à l'Assemblée générale de faire du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes un organe permanent.

81. A la suite d'une suggestion du représentant de Cuba, le représentant de l'Egypte a proposé d'apporter au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique un amendement aux termes duquel le Comité serait maintenu en fonctions pendant quatre ans, au lieu de trois. Il y a eu partage des voix : 8 contre 8; l'amendement a donc été repoussé.

82. Une brève discussion a eu lieu sur le sens du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique, aux termes duquel la Quatrième Commission devrait "pourvoir les vacances qui pourraient se produire parmi les membres du Comité qui n'administrent pas de territoires non autonomes". La question a été posée de savoir si, cette année, la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, devrait élire 8 membres qui n'administrent pas de territoires ou 4 seulement; on a rappelé que l'intention de l'Assemblée générale, exprimée dans sa résolution 332 (IV), était que les membres du Comité fussent élus pour trois ans. Toutefois, afin d'assurer une certaine continuité dans la composition du Comité, il avait été décidé, lors de la première élection, que 2 membres seraient élus pour deux ans et 2 membres pour un an seulement. Etant donné que l'Assemblée générale ne créerait pas un nouveau comité, mais reconduirait le Comité actuel, tous les membres y siègeraient pendant trois ans. Les sièges à pourvoir cette année seraient ceux des 4 membres élus en 1949, savoir le Brésil, l'Egypte, l'Inde et l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui, bien entendu, étaient rééligibles.

83. Par 13 voix contre 3, sans abstention, le Comité a adopté le projet de résolution soumis par le représentant des Etats-Unis. Le texte en est reproduit à l'Annexe II du présent rapport.

84. En votant pour ce projet de résolution, les représentants de l'Equateur, de l'Egypte, de l'Inde, de l'Indonésie et du Pakistan se sont félicités de l'initiative prise par les Etats-Unis d'Amérique, qui avaient présenté une proposition constructive. Toutefois, ils ont réservé pour leurs Gouvernements

respectifs le droit de voter à la Quatrième Commission et à l'Assemblée générale en fonction des circonstances.

85. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il avait voté contre le projet de résolution recommandant à l'Assemblée générale de maintenir en fonctions pendant trois ans le Comité, mais il a exprimé l'avis qu'il y aurait intérêt à distribuer le texte intégral des discours des représentants de l'Inde et de la Belgique, discours qui pourraient servir de base pour une nouvelle étude de cette question avant sa discussion par l'Assemblée générale.

86. Il a été décidé, en principe, que le Comité accorderait chaque année une attention particulière à une question technique déterminée, ce qui ne l'empêchera pas d'examiner chaque année les renseignements relatifs à toutes les questions énumérées à l'Article 73 e) de la Charte. En 1953, le Comité étudiera d'une façon plus particulière la situation de l'enseignement.

XII. PARTICIPATION DES TERRITOIRES NON AUTONOMES AUX TRAVAUX DU COMITÉ

87. L'Assemblée générale a invité, dans sa résolution 566 (VI), le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à examiner la possibilité d'associer plus étroitement à ses travaux les territoires non autonomes et à lui faire rapport sur les résultats de cet examen, lors de sa septième session régulière.

88. Le Secrétaire général avait préparé à l'intention du Comité un mémorandum où étaient brièvement étudiées les formes possibles d'association et où étaient énoncées les dispositions que l'on rencontre dans les actes constitutifs de certains organismes internationaux, dispositions selon lesquelles les territoires non autonomes participent ou peuvent participer aux travaux de ces organismes sur une base distincte de celle des délégations des Etats Membres responsables de leurs relations internationales.

89. Le Comité a étudié cette question de sa soixante-septième à sa soixante et onzième séance.

90. Les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Equateur, de l'Egypte, de l'Inde et du Pakistan ont soumis à l'examen du Comité un projet de résolution, dont le texte était le suivant :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant qu'on a estimé possible et utile d'associer les territoires non autonomes aux travaux des organes techniques des Nations Unies, y compris des institutions spécialisées;

"Reconnaissant que la participation directe des territoires non autonomes aux délibérations du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes peut favoriser plus encore les progrès réalisés par ces territoires et leurs populations en vue d'atteindre les objectifs mentionnés dans le Chapitre XI de la Charte des Nations Unies ;

"1. Autorise le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à accepter, sur la proposition de la Puissance administrante intéressée, que participent à ses travaux les représentants des gouvernements des territoires non autonomes où les habitants assument, dans une large mesure, la responsabilité de la politique suivie dans les domaines économique, social et de l'éducation;

"2. Invite les Puissances administrantes à saisir l'occasion qui leur est ainsi offerte de réaliser une coopération plus efficace en ce qui concerne l'étude des conditions économiques, sociales et de l'éducation existant dans les territoires non autonomes;

"3. Invite le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à faire rapport à l'Assemblée générale au sujet des dispositions qui auront été prises aux fins d'associer les territoires non autonomes aux travaux du Comité conformément à la présente résolution."

91. En recommandant l'adoption de leur projet commun de résolution, les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Inde et du Pakistan, ont reconnu que l'on rencontrerait certaines difficultés techniques en arrêtant les conditions du statut de membre associé, mais ils ont été d'avis qu'il ne pourrait y avoir d'opposition au principe en cause puisque leurs propositions étaient entièrement conformes aux termes de la résolution 566 (VI) dans laquelle l'Assemblée générale a reconnu "que la participation directe des territoires non autonomes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées constitue un moyen efficace de promouvoir le progrès des populations de ces territoires vers l'égalité avec les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies;". Une association de cette nature serait profitable à la fois au Comité et aux représentants des territoires non autonomes. La question d'une dualité de représentation ne se poserait pas puisque le projet de résolution a invité les puissances administrantes elles-mêmes à désigner les représentants qui participeraient aux travaux du Comité.

92. En réponse aux questions qui leur ont été posées, les auteurs du projet commun de résolution ont expliqué que, selon ce projet, les représentants des territoires non autonomes siègeraient séparément des Puissances administrantes et exposeraient leurs propres idées, sans avoir le droit de vote; ils ont expliqué aussi que ces représentants devraient être des représentants des gouvernements locaux des territoires non autonomes.

93. Le représentant de l'Inde a pensé que les difficultés d'ordre technique pouvaient recevoir une solution. Il a suggéré que peut-être les Territoires placés à l'origine sur la liste des territoires non autonomes mais au sujet desquels on ne transmettait plus de renseignement, pourraient solliciter par priorité la qualité de membre associé. Il a proposé que viennent ensuite les

territoires qui avaient atteint un degré d'autonomie assez large pour comprendre un développement des institutions représentatives et en particulier les assemblées au moins partiellement élues. De puissantes raisons ont rendu souhaitable que les territoires non autonomes participent plus directement aux travaux du Comité, ce qui leur permettra d'acquérir une expérience supplémentaire. Il a été d'avis qu'un tel statut de membre associé pourrait, à chaque session du Comité, n'être accordé qu'à quatre Territoires, choisis selon une équitable représentation géographique et en tenant compte de la nature des travaux que le Comité a envisagé d'entreprendre au cours d'une session déterminée.

94. On devrait classer les territoires non autonomes selon le degré de développement qu'ils ont atteint, en distinguant entre :

(a) Territoires au sujet desquels il n'est plus transmis de renseignements; (b) Territoires qui sont parvenus à un certain degré d'autonomie et (c) ceux qui en sont encore à un stade élémentaire d'évolution. C'est là une question à laquelle le Comité devrait consacrer une étude plus complète.

95. A titre d'essai et comme moyen d'associer plus étroitement les territoires non autonomes aux travaux du Comité, le représentant de l'Inde a suggéré que toutes les résolutions et tous les rapports concernant les Territoires non autonomes adoptés par l'Assemblée générale soient envoyés à certaines institutions représentatives de ces Territoires et particulièrement aux assemblées locales qui comprennent des membres élus, et que les réactions observées chez les intéressés soient mentionnées dans les renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) de la Charte.

96. Le représentant de l'URSS a exposé que le projet commun de résolution ne prévoyait pas une représentation appropriée des habitants des territoires non autonomes, puisque cette représentation dépendrait du choix des puissances administrantes et ne serait assurée que pour les Territoires qui auraient atteint un large degré d'autonomie. En outre, ainsi qu'il ressort de l'attitude des puissances administrantes à l'égard des travaux du Comité et du prolongement de son mandat, il est certain qu'on ne peut attendre de résultats d'aucune résolution invitant celles-ci à assurer l'association plus étroite des territoires non autonomes avec le Comité. Pour cette dernière raison il ne lui est pas possible d'appuyer le projet conjoint de résolution à moins qu'il ne soit amendé de manière à fournir une possibilité réelle d'association aux territoires non autonomes.

En conséquence il a proposé un amendement destiné à remplacer par le texte suivant le paragraphe 1 du dispositif du projet commun de résolution :

"1. Autorise le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à inviter les représentants des organisations sociales, culturelles et éducatives, ainsi que les représentants des organes représentatifs de l'administration autonome locale, s'il existe une telle administration dans les territoires non autonomes, à participer aux travaux du Comité sans droit de vote."

97. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait observer que le projet commun de résolution avait de sérieuses implications. En général son Gouvernement estime souhaitable de maintenir une étroite participation des Territoires dépendants aux travaux des Nations Unies de façon que les habitants de ces Territoires soient assurés de mieux comprendre et mieux apprécier les principes et les objectifs de la Charte et des activités des Nations Unies. Cependant les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas en mesure d'appuyer toute forme d'action qui tendrait à créer un type de représentation distincte, au sein de ce Comité et au bénéfice des territoires non autonomes ou de leurs habitants, de celles des membres des Nations Unies responsables de l'administration de ces Territoires; le représentant des Etats-Unis d'Amérique a exprimé l'opinion qu'il n'était pas nécessaire d'établir un statut de membre associé au sein du Comité. Les Etats-Unis d'Amérique sont d'avis que la manière la plus pratique d'assurer une participation plus étroite des territoires non autonomes aux travaux du Comité consiste à perpétuer et à développer l'habitude, déjà suivie par quelques Puissances administrantes, d'attacher à leurs délégations des personnalités dûment qualifiées originaires de ces Territoires. Les Etats-Unis d'Amérique ont pris l'habitude d'inclure dans leurs délégations aux conférences internationales, avant même que prennent place celles tenues sous les auspices des Nations Unies, des habitants des territoires placés sous leur administration, et c'est seulement en raison de circonstances imprévisibles que des représentants de ces territoires n'ont pu faire partie de leur délégation à la présente session du Comité. Pour tenir compte de ceci, les Etats-Unis ont soumis le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant que, par sa résolution 566 (VI) du 13 janvier 1952, l'Assemblée générale a invité le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à étudier la possibilité d'associer plus étroitement à ses travaux les territoires non autonomes et à présenter à l'Assemblée générale, à sa septième session ordinaire et en liaison avec l'examen de la question de

l'avenir du Comité auquel elle devra procéder, un rapport sur le résultat de cette étude,

"Ayant reçu le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

"Reconnaissant que chaque Membre des Nations Unies a le droit absolu de déterminer la composition de sa délégation,

"1. Constate que les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes ont parfois inclus parmi les membres de leur délégation au Comité des personnes qualifiées originaires de ces territoires;

"2. Estime que cette procédure constitue le moyen le plus pratique et le plus satisfaisant de donner aux territoires non autonomes la possibilité de participer plus étroitement aux travaux du Comité;

"3. Exprime l'espoir que les Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes jugeront opportun de continuer à appliquer, en la généralisant, la méthode qui consiste à associer, comme il convient, aux travaux du Comité, des personnes dûment qualifiées originaires des territoires non autonomes en les nommant membres de leur délégation ou de toute autre manière qu'ils estimeraient souhaitable."

98. En s'opposant au projet commun de résolution soumis par les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Inde et du Pakistan, les représentants de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni ont exposé que leurs gouvernements regardaient comme une forme de la qualité de représentation la qualité de membre associé du Comité et que les conditions d'admission aux Nations Unies qu'énonce la Charte s'opposent à la création d'un statut de membre associé dans une commission de l'Assemblée générale. D'un point de vue juridique leurs gouvernements ne pourraient accepter une proposition qui n'a pas tenu compte du principe de l'autorité unique qui est l'un des principes essentiels d'un gouvernement démocratique.

99. Le représentant de la Belgique a fait savoir que son gouvernement avait voté contre la résolution demandant d'étudier la question d'une association plus étroite des territoires non autonomes aux travaux du Comité, lorsque celle-ci avait été mise aux voix pendant la dernière session de l'Assemblée générale car il considérait pareille association impossible, infructueuse et néfaste.

D'un point de vue constitutionnel, a-t-il exposé, il est inadmissible que soient présentes au sein du Comité des représentations parallèles, l'une de la Puissance administrante et l'autre du Territoire dont la Puissance administrante seule a la responsabilité. Il a souligné de plus que, dans la pratique, des fonctionnaires des Territoires avaient déjà pris part aux travaux du Comité en qualité de membres des délégations des Puissances administrantes.

100. Le représentant du Royaume-Uni a aussi rappelé que son Gouvernement, lors de la dernière session de l'Assemblée générale, avait d'abord accordé son appui à l'étude de la participation éventuelle des territoires non autonomes aux travaux du Comité. Cependant, après avoir accordé son attention à cette question, son Gouvernement avait décidé de s'abstenir en séance plénière, en considération des difficultés d'ordre constitutionnel qui étaient devenues évidentes.

101. Le représentant de la France a indiqué qu'il s'abstiendrait, pour les mêmes raisons, de voter sur le projet de résolution soumis par les Etats-Unis, lequel présentait cependant à ses yeux l'avantage de concilier un réel intérêt pratique avec le respect des principes.

102. Le représentant du Danemark a exposé que son gouvernement approuvait les principes énoncés dans le projet commun de résolution selon lesquels il fallait rechercher les moyens d'associer plus étroitement les habitants des territoires non autonomes aux travaux du Comité. Il n'approuve pas cependant les moyens suggérés dans cette résolution. La politique du Gouvernement danois a été d'inclure dans ses délégations les spécialistes qu'il jugeait utiles et il appuiera en conséquence le projet de résolution soumis par les Etats-Unis. Le représentant de l'Australie a également indiqué qu'il voterait en faveur du projet de résolution des Etats-Unis.

103. Le représentant de l'Inde a proposé que le Comité, lorsqu'il présentera les résultats de l'étude qu'il aura faite du problème, recommande à l'Assemblée générale de procéder à un nouvel examen de ce dernier.

104. En commentant cette dernière proposition, le représentant du Royaume-Uni a exposé que son Gouvernement s'était livré à un examen très serré du problème. était parvenu à certaines conclusions bien déterminées et qu'il ne croyait pas que l'Assemblée générale dût recommander de procéder à une nouvelle étude.

105. Le Comité a alors procédé au vote sur les textes qui lui étaient soumis.

106. L'amendement présenté par le représentant de l'URSS, afin de remplacer le paragraphe 1 du dispositif du projet commun de résolution, a été rejeté par une voix pour, 11 voix contre et 4 abstentions.

107. En expliquant leurs votes, les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Inde et du Pakistan ont exposé, qu'à leur avis, l'amendement proposé dépassait les limites du problème que le Comité avait été chargé d'étudier en vertu de la résolution 566 (VI) de l'Assemblée générale.

108. Le projet commun de résolution soumis par les représentants du Brésil, de Cuba, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Inde et du Pakistan a été également repoussé par 7 voix pour, 8 contre et une abstention.

109. Le Comité a voté alors, paragraphe par paragraphe, sur le projet de résolution présenté par le représentant des Etats-Unis d'Amérique; les résultats de ce vote ont été les suivants :

Paragraphe 1 du préambule : 10 voix pour, aucune contre et 4 abstentions.

Paragraphe 2 du préambule : 11 voix pour, aucune contre et 5 abstentions.

Paragraphe 3 du préambule : 14 voix pour, aucune contre et 2 abstentions.

Paragraphe 1 du dispositif : 7 voix pour, 3 contre et 6 abstentions.

Paragraphe 2 du dispositif : Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a suggéré de remplacer les mots "le plus" par "un" et de supprimer les mots "et le plus satisfaisant". Le paragraphe ainsi amendé a été repoussé par 6 voix pour, 8 contre et 2 abstentions.

Paragraphe 3 du dispositif : 6 voix pour, 4 contre et 6 abstentions. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé un vote par appel nominal de l'ensemble du projet de résolution. Le vote a été le suivant :

En faveur : Australie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Nouvelle-Zélande et Pays-Bas.

Contre : Belgique, Cuba, Egypte, Equateur, Inde, Indonésie, Pakistan et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Abstentions : Brésil, France et Royaume-Uni.

En conséquence, le projet de résolution a été repoussé par 5 voix pour, 8 voix contre et 3 abstentions.

ANNEXE I
ORDRE DU JOUR DU COMITE

<u>Point</u>	<u>Documents</u> <u>A/AC.35/</u>	<u>Comptes rendus</u> <u>analytiques</u> <u>A/AC.35/SR.</u>
1. Ouverture de la session		52
2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur		52
3. Adoption de l'ordre du jour	4, L.81	52
4. Situation économique des territoires non autonomes :		53, 54, 55
a) Résumés, rédigés par le Secrétaire général, des renseignements relatifs à la production agricole et industrielle;	L.102, L.109	
b) Questions soulevées par le rapport spécial sur la situation et le développement économiques approuvé par l'Assemblée générale en 1951		
5. Situation sociale dans les Territoires non autonomes :		
a) Principes directeurs et principaux problèmes du progrès social;	L.93, L.94	55, 56, 57, 58
b) Relations raciales et autres aspects de la question des droits de l'homme dans les territoires non autonomes;	A/2132/Add.1 A/2134/Add.1 L.87, L.93, L.97	58, 59, 70
c) Santé publique;	L.82, L.84, L.88 L.89, L.90	59,60
d) Service social de la collectivité, Protection de la famille et de l'enfance;	L.98, L.100, L.101 L.106	61
e) Degré d'avancement des études internationales consacrées à la main-d'oeuvre migrante;	L.107	61, 62

<u>Point</u>	<u>Documents</u>	<u>Comptes rendus analytiques</u> <u>A/AC.35/SR.</u>
	<u>A/AC.35/</u>	
f) Aspects de la situation de la main-d'oeuvre et des systèmes suivis dans ce domaine;	L.105, L.106, L.108	61, 62
g) Méthodes à suivre pour déterminer le niveau de vie des populations et renseignements recueillis à ce sujet;	L.91, L.91/Add.1, A/2129/Add.1	63
6. Enseignement dans les territoires non autonomes :		63, 64
a) Rapports présentés par l'UNESCO sur l'emploi des langues vernaculaires ou de la langue nationale et sur les mesures à prendre pour faire disparaître l'analphabétisme	L.99, L.103	
b) Résumé, rédigé par le Secrétaire général, des renseignements relatifs à l'enseignement et toutes questions soulevées par le rapport spécial sur l'enseignement approuvé par l'Assemblée générale en 1950.	L.104	
7. Collaboration internationale en ce qui concerne la situation économique, sociale et scolaire dans les territoires non autonomes; renseignements sur l'assistance technique.	L.86, L.92, L.93, L.95, L.96	64, 65
8. Résumés et analyses, rédigés par le Secrétaire général, des renseignements communiqués en 1952 :	A/2128, A/2129 A/2129/Add.1, A/2130 A/2131, A/2131/Add.1 A/2131/Add.2, A/2133 A/2134, A/2134/Add.1 A/2134/Add.2, A/2134/Add.3, A/2134/Add.4, A/2134/Add.5, A/2134/Add.6, A/2134/Add.7 A/2134/Add.8, A/2134/Add.9 A/2135, A/2135/Add.1, L.110/Rev.1	66

<u>Point</u>	<u>Documents</u>	<u>Comptes rendus analytiques</u>
	A/AC.35/	A/AC.35/SR.
a) Questions de fond d'ordre général qui ne figurent pas sous de précédentes rubriques;		
b) Renseignements communiqués spontanément sous les rubriques facultatives du Schéma;		
c) Questions de procédure.		
9. Avenir du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.	L.83, L.83/Add.1 L.85	67,68, 69, 70, 71
10. Approbation du rapport que le Comité doit présenter à l'Assemblée générale.	L.111, L.111/Add.1 L.112, L.112/Add.1	69, 70, 72

ANNEXE II

PROJETS DE RESOLUTION PRESENTES A L'ASSEMBLEE GENERALE

Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes présente à l'Assemblée générale les projets de résolution suivants :

A. Projet de résolution concernant la situation sociale dans les territoires non autonomes

"L'Assemblée générale,

"Prenant note du rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes,

"1. Approuve le rapport du Comité, exposé succinct mais réfléchi de la situation sociale dans les territoires non autonomes et des problèmes que pose le développement social;

"2. Invite le Secrétaire général à communiquer ce rapport, pour examen, aux Etats Membres des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées."

B. Projet de résolution concernant la discrimination raciale dans les territoires non autonomes

"L'Assemblée générale,

"Eu égard aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui veulent que l'on développe et encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;

"Eu égard au principe de la primauté des intérêts des habitants des territoires non autonomes, reconnu dans le Chapitre XI de la Charte;

"Reconnaissant qu'il existe une différence fondamentale entre les lois et les pratiques discriminatoires, d'une part, et les mesures de protection destinées à garantir les droits des autochtones, d'autre part;

"1. Recommande aux Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes d'abolir les lois et les pratiques discriminatoires contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme dans tous les territoires non autonomes où peuvent subsister des lois et pratiques de cette nature;

"2. Recommande aux Puissances administrantes d'examiner toutes les lois, tous les règlements et toutes les ordonnances, ainsi que leur application dans les territoires non autonomes, en vue d'abolir toutes dispositions ou pratiques discriminatoires qui pourraient exister;

"3. Recommande, dans les cas où il existe des lois qui établissent entre citoyens et non citoyens une distinction fondée essentiellement sur des considérations de race, que lesdites lois fassent l'objet d'un examen similaire;

"4. Recommande que tous les habitants des territoires non autonomes, sans distinction de race, aient accès à toutes les facilités publiques;

"5. Recommande que, dans les cas où des lois prévoient des mesures de protection spéciales en faveur de certains groupes de la population, ces lois fassent fréquemment l'objet d'un examen qui permette de déterminer si leur objet principal reste d'assurer une protection et s'il y a lieu de prévoir des dérogations dans des circonstances particulières;

"6. Reconnaît que l'amélioration des relations raciales dépend, dans une large mesure de l'application d'une politique éducative et approuve toutes les mesures destinées à donner à tous les élèves de toutes les écoles une meilleure compréhension des besoins et des problèmes de l'ensemble de la collectivité".

C. Projet de résolution concernant l'avenir du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

"L'Assemblée générale,

"Ayant constitué, par sa résolution 332 (IV), adoptée le 2 décembre 1949, un Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes;

"Reconnaissant l'utilité des travaux de ce Comité;

"Rappelant que par sa résolution 332 (IV) du 2 décembre 1949, elle avait décidé d'examiner "en 1952 la question de savoir si le Comité spécial devrait être reconstitué pour une nouvelle période, ainsi que la question de la composition et du mandat de ce nouveau Comité spécial";

"Ayant examiné à nouveau le mandat du Comité ainsi que les dispositions relatives à sa composition, qui figurent dans sa résolution 332 (IV) et les dispositions relatives aux travaux du Comité, qui figurent dans sa résolution 333 (IV),

"1. Décide que le Comité restera en fonctions, dans les mêmes conditions, pendant une nouvelle période de trois ans;

"2. Charge la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale, de pourvoir les vacances qui pourraient se produire parmi les membres du Comité qui n'administrent pas de territoires non autonomes."

DEUXIEME PARTIE

RAPPORT RELATIF AUX CONDITIONS SOCIALES

I. NOTE PRELIMINAIRE

1. Lors de sa session de 1950 le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a consacré principalement ses travaux à l'examen des conditions de l'enseignement dans les territoires non autonomes. En 1951, il a surtout accordé son attention à l'étude des conditions économiques et des problèmes du développement économique. Le Comité a, en ces deux années, rédigé des rapports spéciaux que l'Assemblée générale a ultérieurement approuvés comme constituant des exposés succincts mais réfléchis des progrès de l'enseignement ainsi que de la situation économique et des problèmes s'y rapportant dans les territoires non autonomes.^{1/}

2. Le présent rapport qui a trait aux conditions sociales complète les deux précédents rapports. Ensemble ces trois rapports consignent les opinions réfléchies du Comité sur les problèmes économiques, sociaux et de l'enseignement qui intéressent l'ensemble des populations des territoires non autonomes. Ils découlent des renseignements transmis par les Etats Membres responsables de l'administration desdits territoires, des renseignements complémentaires mis à la disposition du Secrétariat par les Etats Membres intéressés et des débats qui ont eu lieu au sein du Comité au sujet de ces renseignements.^{2/}

^{1/} Cf. Rapports du Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e) de la Charte, 1950 et 1951 : comptes rendus officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, supplément no 17, deuxième partie et sixième session, supplément no 14, troisième partie.

^{2/} En vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, les Puissances administrantes s'engagent à :

"communiquer régulièrement au Secrétaire général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent les chapitres XII et XIII."

3. En de précédentes occasions le Comité a appelé l'attention sur les engagements de caractère international et les déclarations relatives aux politiques suivies sur le plan national qui l'ont guidé dans sa manière d'aborder l'étude des renseignements concernant ces territoires. Ces principes doivent être maintenant ré-pétés.

4. L'Article 1 de la Charte place au nombre des buts des Nations Unies :

"3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;

"4. Etre un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes".

5. L'Article 55 de la Charte, qui sert d'introduction au chapitre IX, concernant la coopération économique et sociale, dispose :

"En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront:

a. Le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;

b. La solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et d'autres problèmes connexes; et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;

c. Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."

6. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par l'Assemblée générale comme constituant un progrès valable pour tous les peuples et toutes les nations stipule que chaque individu peut bénéficier de tous les droits et les libertés énoncés dans la Déclaration et qu'aucune distinction ne doit être fondée "sur le statut politique, administratif ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté".

7. L'Article 73 de la Charte, partie principale de la Déclaration relative aux territoires non autonomes, dispose que :

"Les Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte et, à cette fin :

- a. D'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus;
- b. De développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement;
- c. D'affermir la paix et la sécurité internationales;
- d. De favoriser des mesures constructives de développement, d'encourager des travaux de recherche, de coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés au présent article;"

8. Ces principes et les déclarations de politique faites par les Puissances administrantes soulignent l'importance particulière, dans l'administration des territoires non autonomes, des intérêts des habitants dont les termes de l'Article 73 de la Charte reconnaissent la "primauté". Lorsqu'il se préoccupe des habitants, le Comité a en vue toutes les populations résidant dans le territoire qui considèrent que leur propre avenir et celui de leurs enfants est lié au bien-être et au progrès du Territoire et de tous ses habitants.

9. Une dernière considération d'ordre général est que, dans ce rapport, comme dans ses rapports sur l'enseignement et le développement économique, le Comité a tenu compte tant des programmes de développement établis par les Puissances administrantes que des programmes généraux élaborés par les Nations Unies et leurs institutions spécialisées. Les responsabilités qu'ont assumées les Etats Membres pour administrer les territoires non autonomes et les principes d'égalité entre les peuples que renferme la Charte indiquent la nécessité de promouvoir une coopération économique et sociale pour le bénéfice des populations de ces territoires.

dans les mêmes conditions qu'elle doit être assurée aux habitants des Etats souverains.

II. PROBLEMES ET POLITIQUES SOCIAUX DE CARACTERE GENERAL

10. Les conditions de vie de beaucoup d'habitants des territoires non autonomes demandent à être améliorées d'urgence, malgré les efforts poursuivis jusqu'à présent par les Puissances administrantes.

11. Le premier problème fondamental a été et demeure celui de leur santé et les premiers efforts des administrations ont été orientés vers l'amélioration de l'état sanitaire. Mais alors que beaucoup a été fait pour combattre les épidémies et endémies et abaisser le taux de la mortalité infantile, la venue d'une population plus saine, capable d'une production accrue et d'une vie meilleure, reste toujours l'objectif dernier de toutes les politiques de développement et la condition essentielle du progrès économique et social. Une nutrition améliorée, un habitat et une hygiène mieux appropriés ainsi qu'un enseignement médical incitant la communauté à rechercher de meilleures conditions de vie, sont de première importance pour atteindre un meilleur état sanitaire.

12. Les programmes pour le progrès social doivent non seulement surmonter les questions de caractère permanent relatives à l'état sanitaire déficient et à la pauvreté mais aussi- et souvent en même temps - les questions d'adaptation sociale qui découlent des changements affectant l'économie. La découverte de nouveaux moyens de communication, les progrès du commerce, le développement des zones urbaines, le changement d'une économie de subsistance à une économie monétaire et le développement économique en général ont tendu à désintégrer les structures sociales établies. Il faut aujourd'hui de nouvelles bases sur lesquelles l'individu puisse établir l'expression nouvelle de sa responsabilité envers sa famille et la communauté à laquelle il appartient.

13. Les niveaux de vie ne peuvent être relevés qu'au moyen d'une production accrue. C'est pourquoi se trouve justifiée l'importance attribuée dans de nombreux programmes établis dans les territoires non autonomes, au développement économique. Il ne peut cependant y avoir d'accroissement de la production s'il n'existe un nombre suffisant de travailleurs en bonne santé et compétents, appartenant à des communautés où ils trouveront les satisfactions appropriées dans le domaine social. Le progrès économique des territoires réclame en conséquence

l'amélioration des conditions sanitaires, sociales et de l'enseignement faites aux populations. Le développement économique et le développement social sont interdépendants et ce serait manquer de réalisme que d'essayer de bâtir une économie saine en négligeant les aspects sociaux du problème. En manquant d'apprécier exactement les implications d'ordre social du développement économique on peut non seulement porter atteinte aux véritables objectifs du développement mais aussi rendre ce dernier impossible.

14. Un grand nombre de territoires non autonomes ne disposent pas des ressources financières requises pour la croissance des services sociaux nécessaires à leurs habitants. Ils reçoivent l'aide financière des métropoles. Comme le Comité l'a exposé en 1951 : "les Etats Membres administrants n'attendent plus des territoires non autonomes qu'ils soient en mesure de pourvoir par eux-mêmes à leur propre développement économique, livrés uniquement à leurs ressources propres, ou à l'aide d'investissements étrangers de source privée." Ceci est encore plus valable lorsqu'il s'agit du progrès social. Même ainsi le total des ressources disponibles pour améliorer les conditions de vie des habitants est, dans bien des cas, inadéquat.

15. En de telles circonstances il n'est pas seulement souhaitable d'obtenir, pour mener à bien une politique sociale, la plus large collaboration des populations, à la fois dans l'établissement et dans la mise en oeuvre des programmes de développement social; cela constitue également une nécessité économique. Le Comité ne fait rien d'autre ici que de reprendre des déclarations autorisées et répétées selon lesquelles il n'est pas de programme pour l'amélioration des conditions de vie des populations des territoires non autonomes qui puisse aboutir s'il n'emporte pas le consentement et l'entier appui des populations, tous deux obtenus en stimulant les aspirations de celles-ci ainsi que la satisfaction par elles-mêmes de leurs propres besoins.

16. En soulignant que la collaboration des populations est une condition essentielle à la fois pour décider et mettre en oeuvre les mesures destinées à assurer le progrès social, le Comité ne pense pas qu'il faille attendre, pour agir en ce domaine, la lente disparition d'anciennes habitudes, ou qu'il faille limiter à de simples exhortations et conseils les politiques à suivre. Les traditions jouent un rôle important dans la détermination de l'étendue et de la forme du développement économique et social et personne n'est complètement à l'abri

de leur influence. Cependant toutes les communautés, particulièrement à des périodes capitales de leur évolution, accueillent avec faveur l'élan qui peut être donné par des gens en qui elles ont confiance. A cet effet, la discussion et l'approbation sont nécessaires. Il n'y a pas de politique économique ou sociale qui puisse aboutir sans le consentement préalable des populations et la façon la plus démocratique et la plus efficace d'obtenir ce consentement consiste à rechercher, que ce soit pour l'élaboration ou l'exécution d'une politique donnée, la coopération des habitants. Le Comité s'est trouvé encouragé par bien des renseignements qui lui ont été fournis sur les progrès accomplis dans cette voie et qui montrent que dans quelques territoires les représentants de la population sont déjà responsables de la gestion des affaires sociales. Il espère que l'on parviendra rapidement à ce résultat si souhaitable dans tous les territoires non autonomes.

17. Dans les parties suivantes du présent rapport on traitera de certains aspects particuliers du progrès social. Un thème qui reviendra fréquemment dans chacune de ces parties est qu'il est souhaitable d'obtenir, à tous les niveaux, la participation des populations. Deux autres tendances de caractère général, étroitement liées au problème d'une telle participation, peuvent être relevées.

18. En premier lieu la tendance marquée dans les récents programmes sociaux d'abandonner les mesures curatives limitées et de rechercher la collaboration des populations à des programmes positifs d'action préventive ainsi que les demandes des habitants soucieux d'obtenir de meilleures conditions de vie, renferment la promesse de progrès en de nombreuses réformes qu'il serait impossible de vouloir imposer d'en haut. Dans le domaine social on souligne l'égale importance des mesures curatives et préventives; et dans le domaine général du bien-être social de nombreuses mesures peuvent être qualifiées de curatives qui ont un caractère d'urgence primordiale avant que l'on ait mis en oeuvre une politique d'action préventive. Le problème n'est pas tant de choisir entre deux politiques que d'intégrer en un seul programme les deux aspects de l'action préventive et de la guérison. Même ainsi il n'est pas sans utilité de souligner l'importance de l'action préventive puisque, lorsqu'on décide d'une politique, les maux à écarter immédiatement peuvent être tellement évidents qu'ils tendent à attirer principalement l'attention sur l'action curative plutôt que sur la suppression de leurs causes fondamentales.

19. La seconde question d'ordre général tient à ce que, en dehors des besoins fondamentaux concernant un meilleur état sanitaire et un enseignement amélioré, il peut y avoir de grandes différences entre les problèmes sociaux les plus urgents mais que, quelle que soit l'attention apportée à un problème spécifique quelconque, le résultat sera vraisemblablement et doit être le progrès vers une politique sociale d'ensemble. La diversification des méthodes et les inégalités dans le développement ne peuvent être évitées et sont peut-être souhaitables lorsque les habitants élaborent eux-mêmes la politique à suivre pour traiter les questions qu'ils estiment les plus urgentes. Egalement, cette diversification et cette variété ne doivent pas dissimuler la nécessité de programmes à longue portée pour coordonner tous les efforts en faveur du progrès social.

20. Enfin, il importe de faire une fois encore référence, dans cette partie générale, à la nécessité d'une aide extérieure. Cette aide est fournie par les métropoles d'un certain nombre de manières, dont les plus importantes sont les services fonctionnels ou consultatifs, l'octroi de sommes pour les dépenses d'infrastructure et la fourniture des moyens d'instruction ou de formation. Le Comité a reçu des renseignements quant à l'étendue de l'aide métropolitaine et a été d'avis que, jointe à la politique d'encouragement à la participation des habitants, une aide de ce genre a un caractère essentiel. En comparaison, le total des ressources pour l'assistance technique dont disposent les institutions internationales est maigre et leur application aux territoires non autonomes n'en est qu'à ses débuts. On espère qu'à l'avenir une aide accrue pourra être accordée aux territoires non autonomes par les institutions internationales et que l'assistance et la coopération internationales permettront d'appuyer les tendances majeures de la politique poursuivie dans les territoires non autonomes ainsi que les méthodes les plus adéquates de travail élaborées par les habitants eux-mêmes grâce aux progrès de leurs propres institutions.

III. RELATIONS RACIALES

21. Le Comité a pris connaissance avec intérêt de la déclaration sur la race et les différences raciales rédigée en 1951 par un certain nombre de spécialistes de l'anthropologie et de la génétique humaine rassemblés par l'UNESCO. Il prend note des conclusions suivantes auxquelles sont parvenus ces experts au sujet de ce que la majorité des spécialistes considère maintenant comme scientifiquement établi à propos des différences entre individus ou groupes :

1) Les seuls caractères sur lesquels les anthropologues ont pu effectivement fonder jusqu'à présent des classifications raciales sont des caractères physiques (anatomiques et physiologiques).

2) Dans l'état actuel de la science, rien ne justifie la croyance que les groupes humains diffèrent par des aptitudes innées d'ordre intellectuel ou affectif.

3) Certaines différences biologiques peuvent être aussi grandes à l'intérieur d'une même race que d'une race à l'autre.

4) On a vu se produire des transformations sociales considérables qui ne coïncident nullement avec des changements du type racial. Les études historiques et sociologiques corroborent ainsi l'opinion selon laquelle les différences génétiques n'interviennent guère dans la détermination des différences sociales et culturelles entre groupes humains.

5) Rien ne prouve que le mélange des races ait des effets défavorables du point de vue biologique. Les résultats, bons ou mauvais, auxquels il aboutit s'expliquent tout aussi bien par des facteurs sociaux.

22. Tous ceux qui souhaitent le maintien de la paix comprennent l'importance primordiale qui s'attache à l'amélioration des relations raciales entre tous les peuples. Dans la plupart des territoires non autonomes, le fait que la plus grande partie de la population soit d'origine ethnique et possède un patrimoine culturel différents de ceux des peuples des pays responsables de leur administration et occupant à l'heure actuelle la plupart des hauts postes, rend encore plus importante la collaboration interracial. Les déclarations de politique faites à cet égard par les Puissances administrantes sont souvent catégoriques et formelles dans leur condamnation des pratiques de discrimination

raciale et dans leur encouragement à une harmonie entre les diverses races.

23. Il y a en même temps de nombreux problèmes d'ordre pratique à considérer, notamment dans les cas où une immigration permanente de personnes de races et cultures différentes a eu lieu. Malheureusement les préjugés des uns contre les autres sont largement répandus. Les maux qui en résultent peuvent cependant être augmentés et la responsabilité de les supprimer est certainement accrue lorsque les avantages économiques et sociaux sont accordés aux fractions de la population de même race que les personnes responsables de l'administration.

24. On doit rechercher dans la législation, les pratiques administratives, l'instruction et la venue, comme l'encouragement, d'une opinion publique éclairée, les moyens efficaces de parvenir à l'élimination des préjugés raciaux et à la réalisation effective de l'égalité raciale.

25. Dans le domaine législatif le Comité a examiné deux questions principales : l'abrogation de toute loi tendant actuellement à perpétuer les divisions raciales et l'adoption de lois consacrant le principe de l'égalité raciale ou intervenant contre des exemples particuliers de préjugé racial.

26. On peut distinguer parmi les lois existantes entre celles qui établissent ou accordent des distinctions, des concessions, des protections et des discriminations.

27. Par lois établissant ou accordant des distinctions ou des concessions on entend celles qui, dans un territoire donné, reflètent les aspirations religieuses, traditionnelles et culturelles différentes des diverses communautés et qui sont dues à la volonté des communautés intéressées et maintenues par elles. Des lois de ce genre sont non seulement nécessaires mais utiles dans leur impact sur les relations raciales, à condition toujours qu'elles traduisent la volonté des habitants.

28. Les lois établissant des protections en faveur des habitants autochtones vulnérables, par exemple, aux pressions de communautés plus puissantes ou plus riches vivant à leurs côtés peuvent également être nécessaires et utiles. Néanmoins ces lois demandent à être examinées fréquemment car, en raison de l'évolution sociale, leur objet peut devenir inutile et elles peuvent devenir discriminatoires notamment au cas où des membres de la communauté protégée en sont venus à partager les conditions de vie d'autres éléments de la société.

29. Enfin, les lois discriminatoires qui, pour des raisons raciales, frappent d'incapacités certains individus, sont contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Comité reconnaît qu'en de nombreux territoires non autonomes, une telle législation n'existe plus, qu'elle est en voie d'abrogation ou que son abrogation est envisagée dans quelques autres territoires, soit en bloc, soit en accordant des dispenses à certaines personnes ou groupes. Il est vrai que des considérations touchant à l'ordre public, à la santé publique, à l'éducation sociale et à des domaines semblables sont mises en avant pour maintenir des mesures particulières. Le Comité est néanmoins d'avis que l'abrogation d'une semblable discrimination est hautement souhaitable et revêt un caractère d'urgence, particulièrement quand en raison du rythme accru du développement économique et social et de la multiplication des contacts entre les races, des formes de discrimination qui n'avaient sans doute que des effets mineurs sur une communauté isolée et en grande partie figée, peuvent vite devenir des sources de difficultés réelles et, légitimement, d'amères doléances.

30. On peut donner de nombreux exemples, tirés aussi bien de pays indépendants que de territoires non autonomes, de lois prises contre les pratiques discriminatoires, soit sous forme de stipulations dans les lois fondamentales, soit sous forme d'interdictions et de pénalités contre des actes discriminatoires donnés. Mais sans une opinion publique déterminée les lois ne peuvent accomplir beaucoup. Cependant tout programme de lutte contre le préjugé racial doit être à plusieurs faces. Là où la loi assure à tous les citoyens une égalité de statut et de chances, spécialement là où le citoyen a le droit de recours contre toute décision de l'exécutif ou toute mesure législative qui porte atteinte à cette égalité de statut et de chances, quand certaines pratiques discriminatoires concernant la fourniture de services et l'utilisation de facilités sont illégales, les lois jouent un rôle très puissant dans le façonnement de l'opinion publique. Le Comité pense que la législation, renforcée en ce cas, comme dans tout autre cas, par l'appui de l'opinion publique, est l'un des moyens les plus sûrs de mettre fin aux préjugés.

31. Les pratiques administratives peuvent également faire beaucoup à cet égard. Les autorités administratives, en recherchant la collaboration des habitants pour l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures relatives au progrès social, doivent offrir l'égalité des chances aux populations dont elles

sollicitent l'aide. Pour autant que restrictions ou discriminations découlent de pratiques administratives, un examen de la situation doit tenir compte non seulement des circonstances présentes mais encore des buts ultimes, puisque ces pratiques peuvent se traduire en aménagements matériels relatifs aux bâtiments ou aux services publics ou bien en habitudes qui prolongent les divisions raciales.

32. L'accès de la population autochtone à tous les échelons de la fonction publique avec les questions connexes des possibilités de préparation à ladite fonction, des chances de promotion et de l'égalité de rémunération sont d'une importance toute spéciale pour le progrès des pratiques administratives et le concours volontaire des populations. Bien que le principe de la non-discrimination dans les services publics soit généralement admis dans les territoires non autonomes, et bien que dans plusieurs territoires le nombre des habitants appelés à de hauts postes augmente rapidement, il existe des territoires où ce principe reste théorique ou dans lesquels peu de progrès ont été pratiquement réalisés. Parler de la collaboration des habitants au progrès social dans le sens moderne du terme n'a guère de sens si, en fait comme en théorie, on ne peut choisir parmi lesdits habitants ceux qui sont en mesure d'assumer, avec la formation adéquate, les plus hauts emplois de la fonction publique. De nombreuses difficultés se présenteront pendant la période transitoire, telles, par exemple, que la question des salaires à offrir aux fonctionnaires recrutés localement et aux fonctionnaires recrutés à l'extérieur qu'ils soient membres des cadres permanents ou experts engagés à titre temporaire. On mesure ces difficultés. Cependant on ne pense pas qu'elles soient insolubles, surtout en faisant appel au bon sens, dans la mesure où des fonctionnaires autochtones qualifiés ne sont pas désavantagés en raison de leur race ou de leur origine.

33. Les autorités administrantes n'ont pas un contrôle aussi étendu sur les conditions d'emploi dans le secteur privé. En raison des conditions économiques et sociales et des conditions d'enseignement, les autochtones n'ont que des possibilités limitées d'occuper les plus hauts postes, notamment lorsque le type d'emploi attribué à chaque race se trouve déterminé par certains concepts généralement acceptés. Lorsque les conditions d'emploi sont fixées d'après un système comportant des négociations d'un caractère collectif, les autorités administrantes peuvent avoir à examiner si cet état de choses n'engendre pas des situations contraires à la politique générale qu'elles se sont fixée. En particulier, lorsque des conventions collectives d'un caractère obligatoire sont

conclues en faveur de syndicalistes d'une seule race, il est possible que la dualité syndicale ait pour conséquence de consolider une situation privilégiée; des mesures législatives d'un caractère non discriminatoire prévoyant le règlement, par voie d'accords, des conditions d'emploi dans une industrie, peuvent avoir en fait des effets discriminatoires. Par contre, il se peut que l'égalité de traitement pour l'admission aux emplois élevés reste théorique, si les possibilités de formation professionnelle sont insuffisantes, tandis que l'égalité peut entraîner un abaissement de la rémunération, si le niveau général des conditions sociales et des conditions d'enseignement ne s'élève pas au même rythme que celui de la formation professionnelle des employés de l'industrie.

34. Les administrations se trouvent souvent placées en face d'un dilemme en ce qui concerne l'attitude à prendre vis-à-vis d'associations telles que syndicats, sociétés coopératives et sociétés de secours mutuel qui reposent sur la participation volontaire de leurs membres. La tendance est alors que tout privilège particulier accordé à de telles associations soit applicable sans distinction de race. Dans un petit nombre de cas, le principe de l'égalité n'a pas encore été reconnu. Il convient aussi de noter que l'on rencontre certaines dispositions ou mesures prises spécialement en faveur d'associations - dont les membres manquent encore d'expérience - dispositions et mesures qui ont fort utilement contribué au développement de mouvements qui rendront possible dans l'avenir le fonctionnement d'organisations libres et efficaces. Un problème qui se pose est celui du choix de l'époque à laquelle il conviendra de remplacer les systèmes appliqués aux associations inexpérimentées par des systèmes qui conviennent à des groupements plus évolués, ainsi que celui du choix des méthodes à utiliser à cet effet.

35. Les règlements qui prévoient des conditions différentes pour les diverses races à l'occasion des aspects sociaux variés de la vie quotidienne, comme, par exemple, la limitation des droits de résidence et de déplacement à l'intérieur d'un territoire, sont maintenus quand on constate des divergences marquées entre les coutumes et les conditions de vie réelle des différentes races. Ces règlements, comme c'était également le cas pour les mesures législatives discriminatoires, demandent à être revus fréquemment sans perdre de vue qu'il existe une différence de principe entre les règlements qui imposent des conditions particulières à certains groupes dans des circonstances déterminées et les règlements qui interdisent à toutes les personnes d'une certaine race de jouir des conditions les plus favorables quel que puisse être leur niveau économique et culturel.

36. Pour toutes ces questions, l'instruction, dans l'acception la plus large du terme, est la vraie solution.

37. En 1950, le Comité sur le problème de la distribution de l'enseignement, a consigné ses vues selon lesquelles :

a) Dans le domaine de l'enseignement, aucun principe ne dépasse en importance celui de l'égalité des possibilités pour tous les groupes raciaux, religieux et culturels de la population.

b) Il convient de respecter les vœux de tout groupe qui désire instituer pour ses membres des services d'enseignement particuliers, mais ce doit être à la condition formelle que le bien-être général ne risque pas d'en souffrir et que la mise en pratique d'un système de différenciation quel qu'il soit n'entraîne pas de mesures discriminatoires contre un groupe ou un autre.

c) Les programmes et l'organisation de différents types d'écoles peuvent être établis de manière à satisfaire les besoins des différents groupes d'élèves, mais on doit poser le principe qu'aucune école ne devrait refuser l'admission d'un élève pour des motifs de race, de religion ou de situation sociale.

d) Le système de différenciation, en matière d'établissements scolaires et de programmes, ne devrait pas faire obstacle au développement des sentiments de mutuelle sympathie et de commune citoyenneté parmi les habitants d'un même territoire.

e) Dans les pays où existent des systèmes distincts, chaque groupe devra obtenir une part équitable dans la répartition des fonds publics destinés à l'enseignement.

38. Un autre aspect du problème a trait à la teneur de l'enseignement. Une plus large distribution de l'enseignement, l'encouragement donné aux organisations culturelles, aux bibliothèques, à la littérature et aux arts peuvent développer les préjugés raciaux s'ils ne servent qu'à vanter les mérites d'une seule culture. En conséquence, on a pris des mesures dans de nombreux territoires pour être certain que les programmes et livres scolaires contiennent des références aux conditions locales et que l'on développe dans les organisations culturelles la fierté à l'égard de la culture locale dans le but d'encourager tous les groupes à reconnaître la contribution culturelle de chacun d'eux à la vie de la communauté et à comprendre l'interdépendance locale et universelle des êtres humains.

Ce qui signifie, dans une société pluri-raciale, non seulement que les enfants de chaque communauté doivent être instruits des caractéristiques des autres communautés mais encore que ceci doit s'accomplir sans que soit inculquée de la condescendance de la part d'un groupe quelconque à l'égard d'un autre groupe.

39. D'une manière générale, en plus de l'oeuvre accomplie par les administrations, un excellent travail d'éducation, dans le sens le plus large du mot, a été réalisé grâce aux activités de toutes sortes de groupes encouragés par des organisations privées dans lesquelles les membres de différentes races collaborent sur un pied d'égalité. Les programmes que patronnent ces organisations doivent être encouragés de toutes les manières.

40. Enfin, le Comité, reconnaissant qu'il reste beaucoup à apprendre au sujet des moyens de surmonter les préjugés, a noté avec intérêt les travaux entrepris par l'UNESCO et, en particulier, ses publications à l'usage des maîtres et des responsables de l'éducation de base qui rassemblent les faits scientifiquement établis sur la race et les différences raciales. Ces travaux devraient prouver leur utilité dans le cadre de la campagne contre les préjugés et la discrimination raciaux. Le Comité se prononce également en faveur de la publication des conclusions que l'on pourrait atteindre à la suite des recherches menées sur les organismes sociaux qui permettent, dans certains pays, à des groupes humains différents de vivre ensemble dans la paix et l'harmonie.

IV. CONDITION DE LA FEMME

41. Le Comité a été tenu informé de la résolution adoptée le 28 mai 1952 par le Conseil économique et social au sujet de la perte de certains droits essentiels de la femme.^{1/} Les paragraphes suivants figurent dans cette résolution:

"Le Conseil économique et social,

"1. Demande à tous les Etats, et notamment aux Etats qui ont ou ou qui assument la responsabilité de l'administration de territoires non autonomes, de prendre immédiatement toutes mesures nécessaires en vue d'abolir progressivement dans les pays et territoires qu'ils administrent toutes les

coutumes qui portent atteinte à l'intégrité physique de la femme et, par là, à la dignité et à la valeur de la personne humaine telles qu'elles sont proclamées dans la Charte et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"3. Demande à l'Assemblée générale d'inviter le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à tenir compte du paragraphe 1 ci-dessus lors de l'examen des renseignements transmis au titre de la section C de la Troisième partie du Schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres pour la préparation des renseignements à transmettre en application de l'Article 73 e) de la Charte, Schéma que l'Assemblée a adopté le 7 décembre 1951 par sa résolution 551 (VI)".

42. Il ne fait pas de doute que les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes ou de pareilles coutumes peuvent exister prêteront attention à la résolution du Conseil économique et social. Les Puissances administrantes ont fourni, pour un certain nombre de territoires non autonomes, des renseignements sur la condition de la femme. Le Comité tiendra compte de tous renseignements reçus à propos des problèmes dont il est fait mention dans la résolution précitée, renseignements qui peuvent être transmis conformément au Schéma.

V. SANTE PUBLIQUE

43. Le Comité tient à reconnaître la valeur de l'aide que lui a fournie l'Organisation mondiale de la santé dans l'examen des problèmes de la santé publique intéressant les territoires non autonomes. Il a aussi bénéficié de la présence d'experts en matière de santé publique au sein des délégations des Etats-Unis d'Amérique et de la France, et des importants renseignements de caractère technique transmis par les Puissances administrantes. Il n'a pas, toutefois, étudié les problèmes de la santé publique sous l'angle où se placerait un expert. En aucune manière le Comité ne double les activités de l'Organisation mondiale de la santé ou d'une autre institution spécialisée quelconque dans le champ de la compétence particulière qui leur est dévolue. Il a pour attributions l'examen des renseignements transmis au sujet des territoires non autonomes, afin de faciliter dans les divers domaines techniques et dans les limites de sa propre compétence, la réalisation des buts inscrits au Chapitre XI de la Charte. En remplissant ces fonctions, il peut espérer aider les diverses institutions spécialisées en attirant l'attention sur les problèmes que pose la coordination des politiques économiques, sociales et de l'enseignement de caractère général, auxquelles doivent être subordonnées les activités desdites institutions dans leurs domaines particuliers. En conséquence, les opinions qu'il exprime dans cette partie du rapport ont trait aux aspects généraux de la politique en matière de santé publique, et non à des questions spécifiques se rapportant à des techniques médicales.

44. Les statistiques de la population sont le meilleur baromètre de l'état sanitaire d'un territoire et sont à mettre au nombre des éléments requis pour élaborer une politique économique ou sociale. Au moyen de recensements effectués à intervalles réguliers, on a maintenant rassemblé des renseignements sur l'ensemble de la population dans la plupart des territoires non autonomes situés en dehors du continent africain; que des progrès considérables ont été réalisés dans quelques territoires africains, en dépit du fait que des résultats récents montrent le caractère très approximatif des renseignements obtenus au moyen de vieilles méthodes. Les statistiques des naissances et des décès de ces dernières années concernant la totalité ou la plus grande partie de la population ont été

établies pour quarante territoires. Toutefois, en recueillant les statistiques de la population, même dans les zones où un état-civil complet a été institué, il demeure encore un besoin pressant de s'assurer de l'exactitude des résultats. Le Comité a notamment reconnu l'importance de statistiques exactes sur les taux de la mortalité infantile.

45. Les difficultés techniques du recensement rencontrées dans de nombreux territoires non autonomes sont communes à beaucoup d'autres pays. Elles résultent des caractéristiques propres au pays et à sa population, des difficultés administratives générales et du fait que certains problèmes techniques n'ont pas encore été résolus. Néanmoins, des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années là où des recensements complets n'ont pu être opérés, en comparant des recensements-pilotes très complets faits sur le plan local avec des dénombrements généraux n'ayant pas le caractère de recensements, avec des recensements expérimentaux dans des zones limitées, avec des recensements-pilotes intéressant les parties les plus représentatives de la population ou avec le dénombrement complet des populations par foyers.

46. On espère qu'un large échange d'expériences interviendra en ce domaine, sur le plan international, afin que les moyens les plus précis d'obtenir des renseignements dignes de foi soient mis à la disposition des territoires non autonomes.

41. En ce qui concerne les programmes généraux de la santé publique dans les territoires non autonomes les renseignements dont dispose le Comité ont témoigné des efforts considérables qui ont été faits pour établir un inventaire des besoins et en matière de recherche, pour fournir une organisation de base de la santé publique qui satisfasse les nombreux besoins immédiats, pour maîtriser les maladies tropicales, pour favoriser l'enseignement médical et pour préparer sur place le personnel sanitaire. Dans le domaine de la santé publique la coopération régionale et internationale a peut-être progressé plus que dans tout autre domaine. En améliorant les conditions sanitaires et en mettant les services médicaux à portée de la majorité des habitants, on a obtenu à ce jour des résultats d'ensemble qui, quoique considérables, sont cependant reconnus insuffisants.

48. La nutrition est la base de la santé et il est peu probable que les grandes campagnes de prophylaxie contre la maladie, ainsi que la protection maternelle ou infantile, soient suffisantes si elles ne sont pas accompagnées par une amélioration des conditions alimentaires. L'enseignement des problèmes de la santé et la diffusion d'informations à cet égard, sans lesquels aucune action ne peut être menée à bien, n'ont pas moins d'importance. Dans la sphère internationale, l'aide concertée des institutions spécialisées, intéressées serait précieuse si elle venait seconder les efforts des Puissances administrantes et aider à la diffusion de l'expérience acquise dans l'utilisation de nouvelles méthodes.

49. On a souvent mis l'accent sur l'importance de l'hygiène du milieu ambiant. Tout ce que le Comité croit devoir ajouter est que le mieux sera de se concentrer sur les mesures d'hygiène connues et éprouvées qui correspondent au stade de développement de chaque territoire. On doit ici, une fois de plus, souligner l'importance primordiale qu'il y a d'obtenir le consentement éclairé des populations intéressées à des mesures qui seront d'autant plus efficaces qu'elles iront au devant des désirs des habitants.

50. En matière de santé publique, la politique de l'administration doit, en recherchant les résultats optima pour un coût minimum, examiner : a) la nature des relations entre les services métropolitains et territoriaux, b) la nature des relations entre les services territoriaux et d'autres services gouvernementaux et organisations non gouvernementales, c) les moyens d'atteindre les zones reculées et d'y encourager le désir, ainsi que d'y créer les conditions d'une vie plus saine, d) l'utilisation la plus large possible de méthodes modernes permettant de juguler un nombre significatif d'endémies et épidémies, et e) l'organisation des diverses branches du service de la santé publique pour assurer la coordination de l'action curative et de l'action préventive, de la recherche et de la formation professionnelle, aussi bien que pour assurer un contrôle central efficace impliquant la décentralisation nécessaire des opérations et l'éveil de l'intérêt populaire. L'établissement des plans administratifs pour la santé publique devrait être régi par le principe essentiel de la coordination des politiques de la santé d'une part, économique et sociale d'autre part, à la fois en tenant compte de l'influence de considérations d'ordre médical sur la

planification économique et scolaire, et en intéressant le personnel des services sanitaires aux contingences d'ordre économique, social et psychologique.

51. Les progrès très répandus qui tendent à fournir aux communautés rurales éloignées des soins médicaux et des conseils d'hygiène sous des formes compréhensibles et financièrement accessibles revêtent une importance spéciale. Ils peuvent être provoqués par des moyens très divers, tels que les équipes sanitaires rurales, dont la tâche a un aspect autant éducatif que médical et les équipes mobiles qui cherchent principalement à guérir et à prévenir les endémies et épidémies les plus importantes. Dans ces deux cas, il faut résoudre le problème des résultats maxima avec des ressources minima. Ici encore on assure une plus grande uniformité même dans l'effort médical quand l'équipe, qu'elle soit sédentaire et permanente ou mobile et temporaire, a l'appui des autres éléments responsables de la politique sociale et scolaire ainsi que les moyens d'obtenir la coopération des habitants, grâce aux voies administratives normales et aux organismes autochtones d'aide mutuelle. En conséquence, une fois encore le Comité en revient à souligner l'importance de la participation des habitants à tous les degrés de la politique sociale.

52. Il existe un accord entier sur la nécessité de donner beaucoup plus d'importance, dans le domaine de la santé publique, à l'action préventive, même s'il subsiste d'urgents besoins en ce qui concerne de nombreux services d'action curative. Les renseignements fournis au Comité montrent que les Puissances administrantes se rendent parfaitement compte de cet état de choses. L'organisation administrative des services de la santé publique peut aider à réaliser la coordination adéquate des actions curative et préventive, en tenant compte des besoins locaux. D'une part on trouve l'extension de quelques services en vue de la constitution d'un ministère de la santé publique, et de l'autre, les mesures prises, au sein des mêmes services, pour libérer de certaines tâches administratives les fonctionnaires principaux. L'autre forme de coordination, entre le service central et ses représentants sur le terrain, varie grandement en fonction des conditions locales. Dans plusieurs régions il existe un type de délégations de pouvoirs aux plus petites cellules administratives afin de mettre à jour l'organe le plus efficace de travail dans les divers domaines sanitaires; dans d'autres régions le procédé suivi consiste plutôt à consolider des cellules trop exigües pour assumer les responsabilités qui leur incombent.

Le Comité estime que les renseignements transmis par les Puissances administrantes doivent continuer à être étudiés par le Secrétariat en liaison avec l'OMS, de manière à faciliter l'établissement des programmes de la santé publique, et à indiquer les diverses manières possibles de coordonner les questions de santé publique avec les politiques d'ensemble pour le progrès économique et social.

53. Les développements administratifs ou de structure qui ont pris place dans les services de la santé publique ou affectent ceux-ci, semblent avoir eu pour résultat de donner à la santé publique une signification accrue et une place plus importante sur le plan local ou national. Ce processus est accéléré si un plus grand nombre d'habitants des territoires non autonomes trouvent leur place dans les postes les plus élevés des services, et si dans les tâches sanitaires les plus simples, on s'assure de l'appui de personnes qui exercent une influence sur la vie quotidienne du village. Si comme cela ressort de l'examen des principes généraux de la politique sociale, de nombreux territoires non autonomes ne peuvent se payer les coûteuses institutions dont ils ont besoin, et si les résultats d'une politique sociale d'ensemble ne sont effectifs que s'ils sont assurés d'un appui à la base, l'administration de la santé publique peut de la même façon trouver les moyens d'augmenter considérablement son rôle dans la politique sociale et la vie nationale en s'adaptant de plus en plus aux conditions locales. Le Comité reviendra sur cette question quand il abordera la question du développement des communautés.

54. Une des difficultés courantes tient au manque de personnel qualifié, notamment de fonctionnaires au courant des conditions locales. Des renseignements ont été fournis au Comité sur le développement de la formation professionnelle médicale dans quelques territoires non autonomes, ainsi que sur l'augmentation des possibilités offertes dans les métropoles pour la formation professionnelle. Il n'en demeure pas moins que ces possibilités restent très inférieures aux besoins des territoires non autonomes. Dans ces

conditions, la formation du personnel médical auxiliaire prend une importance de caractère urgent. Il serait utile que des renseignements soient recueillis sur des problèmes techniques tels que les degrés minima d'instruction que l'on exige des auxiliaires médicaux des divers grades, les formes de préparation qui ont été les plus efficaces, la coordination des travaux du personnel médical auxiliaire et des médecins diplômés, et en général, la place occupée par le personnel auxiliaire dans les territoires non autonomes et dans les pays qui connaissent des difficultés similaires pour le développement des services sanitaires.

55. En dernier lieu, le Comité tient à souligner qu'au moment où d'importants programmes pour la santé publique sont regardés comme essentiels pour le progrès économique et social, le personnel spécialisé de toutes les branches de la médecine doit saisir le sens non seulement des programmes économiques et sociaux dont leurs activités font partie, mais aussi des progrès généraux dont il doit être à la fois l'agent et l'auxiliaire. Il est également nécessaire que tous ceux qui ont une part de responsabilité dans les progrès des territoires assurent l'intégration des politiques et services de la santé publique dans le cadre de l'évolution générale des habitants. Le Comité croit que cette conception des problèmes de la santé publique est largement répandue et devrait entraîner l'acceptation du fait que tous les habitants des territoires non autonomes sans aucune distinction doivent être assurés de meilleures conditions sanitaires.

VI. BIEN-ETRE ET PROGRES SOCIAUX

56. Le sens de l'expression "bien-être social" ainsi que l'étendue des services pour le bien-être varient selon les traditions diverses développées dans les métropoles par les Puissances administrantes. Un autre facteur qui accroît la diversité des politiques tient au caractère récent de l'organisation du bien-être social, organisation qui s'est concentrée sur les problèmes locaux d'une urgence particulière. Il n'appartient pas au Comité d'entrer dans les différences de détail qui en résultent. Il prend note du très réel développement des services pour le bien-être social dans quelques territoires, mais est d'opinion qu'en ce domaine il faut porter une attention sans cesse croissante aux développements à intervenir dans ces territoires ou dans d'autres.

57. Ainsi que le Comité l'a déjà exposé, la tendance certaine des récents programmes sociaux est de rechercher la collaboration des habitants aux plans positifs d'action préventive. La tâche qui incombe aux services pour le bien-être social est en conséquence une tâche d'éducation comportant des objectifs à longue portée. Egalement et surtout dans les zones de récent développement urbain, nombre de services que l'on pourrait classer parmi les services d'action préventive sont requis d'urgence; et, d'une manière générale, la nécessité d'adapter aux conditions locales les programmes pour le bien-être social rend d'autant plus importants la coordination des efforts et l'échange de l'expérience acquise sur les problèmes et les techniques.

58. La plus grande partie des territoires non autonomes ont une économie agricole. On se heurte dans la promotion du bien-être social, à des handicaps d'ordre économique provoqués par les revenus relativement peu élevés de la population rurale; d'autres handicaps, d'ordre administratif et géographique, découlent de la dispersion des populations et des difficultés de communication; il faut encore compter avec le handicap de l'instruction tenant non seulement à l'insuffisance des moyens scolaires, mais aussi à l'absence de connaissance, parmi les habitants, des moyens de réaliser des progrès dans le domaine social.

59. Dans ces circonstances, les programmes de développement des communautés, d'aide au paysanat et d'extension générale des services sociaux dans les zones rurales sont d'importance croissante. En de nombreux cas, les efforts tendant, au niveau du village, au mieux-être économique, sont le fait des habitants eux-mêmes et constituent l'une des formes les plus efficaces du bien-être social.

De meilleures conditions de vie en résulteront, mais on ne doit pas mesurer tellement des résultats de cette nature en termes matériels qu'en fonction du degré où on a pu susciter l'intérêt des communautés à leur propre progrès par des méthodes de travail personnel et de coopération mutuelle.

60. Les plans de développement des communautés et les centres de bien-être rural à des objectifs multiples adoptent toute une gamme de techniques et se consacrent à des problèmes mouvants. L'étendue de l'intervention administrative varie nécessairement aussi, mais le Comité se félicite des exemples qui lui ont été fournis dans lesquels le but principal est la formation de leaders et la stimulation de l'initiative locale. Il est d'avis que, quand la chose est possible, les associations volontaires déjà formées pendant la période d'éducation devrait être pleinement utilisées afin d'éviter que ces problèmes ne soient traités sous un angle trop bureaucratique. De même, ces principes d'action à l'échelon du village font ressortir la nécessité de coordination par des organismes administratifs appropriés.

61. Les mêmes considérations se retrouvent quand il s'agit de plans pour l'installation d'un paysannat, quoique le contrôle administratif puisse nécessairement être plus serré au début. Dans beaucoup de régions, des plans de colonisation sont nécessaires si l'on veut élever ou maintenir les niveaux de vie. Mais les objectifs essentiels des politiques de colonisation ont un caractère social aussi bien qu'économique, et il est nécessaire d'intégrer entièrement les mesures sociales dans les plans eux-mêmes. Le Comité souligne, en conséquence, que de tels plans ne doivent être mis en oeuvre qu'avec l'appui et la coopération entiers des intéressés, que, dès l'origine, on doit prévoir les commodités sociales essentielles, et que l'on doit chercher, à tous les stades, à promouvoir le sens de la responsabilité communautaire.

62. Le bien-être de la famille et de l'enfant est la base du bien-être social dans les zones rurales. Ceci ne comprend pas seulement l'établissement, par l'administration gouvernementale ou la communauté elle-même, de services sociaux de base en vue de la santé et de la sécurité économique de la famille, mais aussi une vaste campagne d'éducation sociale en vue du bien-être de l'enfant et de la famille.

63. Le Comité a pris connaissance avec intérêt des programmes établis en vue de l'amélioration de la nutrition des enfants et des progrès réalisés dans

l'établissement de cantines scolaires. Tout en reconnaissant que certains de ces programmes peuvent être coûteux s'ils doivent fonctionner efficacement, et que l'on doit confronter avec les autres besoins urgents les requêtes tendant à obtenir de tels plans, il exprime l'opinion qu'il s'agit là de types d'activités d'un intérêt particulier aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines.

64. Dans les centres urbains, la préoccupation principale des gouvernements ou des municipalités, lorsqu'il s'agit de faire face aux besoins de populations en pleine croissance, est d'équiper d'abord ces centres en commodités publiques essentielles, de fournir des habitations convenables et d'établir des services nécessaires dans le domaine de la santé publique et de l'enseignement. La venue de services plus individualisés pour le bien-être social dépendra largement de l'impulsion et de l'encouragement que recevront l'initiative locale et l'effort des habitants. On reconnaît cependant de plus en plus l'importance qu'il y a à développer, grâce à l'aide gouvernementale et municipale, des services qui satisfassent non seulement les besoins les plus importants, mais encouragent aussi dans les villes l'éveil de la conscience collective, l'épanouissement et la protection de la vie familiale basée sur le sens des responsabilités familiales.

65. Assurer le logement à bon marché mais adéquat, et l'hygiène, est d'une importance capitale. Le Comité n'ignore pas que, comme dans d'autres pays qui connaissent des transformations économiques et sociales similaires, les taudis sont très répandus dans de nombreuses zones urbaines, et que les nouveaux venus, qui ont fort à faire pour s'adapter à leurs nouvelles conditions de vie, sont peu fondés, dans ces conditions, à espérer un progrès social. Sur de nombreux problèmes techniques, un très large échange des expériences acquises serait de la plus grande utilité pour les responsables des services de logement qui n'ont pas les moyens d'entreprendre des programmes coûteux de liquidation des taudis, sans construire des logements qui soient trop coûteux pour les personnes à qui ils sont destinés.

66. Le Comité a reçu des renseignements relatifs à nombre de projets d'habitations à bon marché qui ont été récemment entrepris dans quelques territoires non autonomes. Il est douteux que ces projets, quels que soient les avantages qu'on puisse en attendre, ne puissent résoudre complètement ce problème, particulièrement dans les régions où le glissement vers les villes s'effectue à un rythme sans cesse croissant. On croit que le travail des habitants, s'il est guidé et encouragé, soit par les sociétés coopératives ou de logement, soit en

fournissant aux individus les garanties nécessaires, peut faire plus dans le domaine du logement pour réduire les prix de revient et parvenir à des standards plus élevés que toute autre association de moyens techniques et financiers. On reconnaît que le travail des habitants, pour être effectué sur une vaste échelle, demande une organisation et une surveillance considérables. Néanmoins, outre les résultats matériels qu'il procure, il donne des satisfactions substantielles en ce qu'il rend conscient des réalisations obtenues et développe un sens plus aigu de coopération.

67. Bien que les problèmes de logement soient surtout d'ordre local et que les méthodes employées pour les résoudre en un endroit donné puissent n'être pas entièrement valables en un autre, l'absence actuelle des grandes lignes d'une politique sociale fixant la responsabilité de fournir aux travailleurs un logement et les commodités connexes n'est pas justifiée. Alors que l'objectif ultime devrait être d'assurer au travailleur la propriété de sa maison, le problème le plus important du logement a trait aux groupes à faibles revenus qui pourront rarement posséder un toit, même avec une aide substantielle. En raison des besoins urgents de logements, on peut comprendre que dans quelques cas les employeurs aient assumé la responsabilité de loger leur personnel, et il devient souvent nécessaire de renforcer l'obligation légale faite à l'employeur de fournir un logement satisfaisant à son personnel. Le Comité néanmoins est d'avis qu'il ne peut s'agir que d'une politique de transition à ne suivre qu'en cas de nécessité réelle. Les inconvénients sociaux de faire dépendre de l'employeur le droit au logement sont bien connus.

68. Alors que le développement de la confiance en soi et de la responsabilité collective est essentiel, l'évolution des nouvelles agglomérations urbaines en communautés progressistes requiert aussi des programmes d'action efficaces et concrets de la part de tous les organismes intéressés, gouvernement, municipalités ou organisations volontaires. Il se peut que ces programmes entraînent une plus grande diversification des services sociaux et une organisation plus complexe qu'en milieu rural. Ils peuvent aussi faire ressortir le besoin d'une intervention administrative plus accentuée et le besoin corrélatif d'un personnel de types et niveaux différents, au courant de la doctrine en matière de bien-être social et rompu au travail et à la pratique dans les diverses branches du bien-être social.

69. A cet égard, le Comité met particulièrement l'accent sur le problème de la jeunesse délinquante, et a pris note avec intérêt des mesures prises dans certains territoires non autonomes. Le village, même en évolution, peut habituellement empêcher ou maîtriser la délinquance juvénile. Dans les villes, où le lien familial n'existe plus, un certain nombre de jeunes gens de caractère aventureux, capables de devenir de bons citoyens, ont besoin de l'aide et de la surveillance d'un personnel social entraîné.

70. On a relevé l'établissement de systèmes de sécurité sociale dans quelques-uns des territoires non autonomes. Il est clair que dans nombre de cas, dans les grandes villes, les services actuels d'assistance doivent être activement transformés pour suivre des programmes plus complets de sécurité sociale ou d'assurances sociales. Le Comité toutefois s'abstient de tout commentaire détaillé à cet égard, puisqu'une fois de plus, il faudra adapter les mesures appropriées aux conditions locales réelles. Il ne fait pas de doute non plus qu'il faut assurer la protection des indigents qui ont perdu le soutien d'une société fondée sur les traditions. Lorsque les liens familiaux se sont relâchés notamment, l'introduction d'un système de retraites est fortement à conseiller, non seulement parce qu'il existe un besoin qu'il faudra autrement satisfaire par la charité ou les secours publics, mais aussi parce que ces retraites peuvent contribuer à renforcer les liens familiaux en donnant aux personnes âgées une place économique au foyer de leurs enfants. On accueillera naturellement avec sympathie des types plus évolués de sécurité sociale; le Comité reconnaît cependant qu'ils présentent un caractère d'urgence moindre que celui qui s'attache à des dispositions générales pour améliorer la situation dans les zones urbaines.

71. On a insisté, qu'il s'agisse du développement des zones urbaines ou de celui des campagnes, sur l'augmentation des formes de collaboration avec les populations. Ces types résident en des associations traditionnelles ou en des sociétés de secours mutuels soutenues, sinon patronnées, par les administrations. Le Comité veut toutefois souligner spécialement l'importance des coopératives. En 1951, il a consigné, dans son rapport sur la situation économique, ses opinions quant au mouvement coopératif. Il trouve utile de reproduire la conclusion suivante dudit rapport à cet égard:

"73. Le Comité spécial porte un très vif intérêt aux renseignements transmis sur l'aide prêtée par les gouvernements en vue de faire connaître, en général, ce qu'est la coopération, les efforts qu'ils

déployent pour améliorer les installations et la structure administrative des sociétés coopératives, ainsi que pour donner des conseils techniques et octroyer des avantages d'ordre financier. Le Comité est persuadé que, alors même qu'une évaluation, si modeste soit-elle, des avantages qu'offre le mouvement coopératif suffirait à justifier ces mesures, il convient d'attacher davantage d'importance aux chances qu'il offre à chacun d'approfondir le sens de ses responsabilités envers la communauté. Le mouvement coopératif peut et doit constituer un foyer d'où rayonneront de nouveaux courants d'énergie humaine".

72. Le fait qu'on ait souligné dans cette partie l'importance de la collaboration des habitants et de l'extension des méthodes faisant appel à leur concours personnel ne signifie pas qu'on n'ait pas besoin d'un personnel social entraîné beaucoup plus nombreux. Il est essentiel d'avoir des fonctionnaires supérieurs parfaitement au courant des problèmes à traiter. En plus de la nécessité de préparer aux postes les plus élevés des institutions sociales territoriales, les territoires non autonomes doivent considérer la question de la formation appropriée du personnel social subalterne ou auxiliaire, ainsi que celle de l'entraînement des leaders locaux et du personnel volontaire. Il n'y a pas de doute que ce type de personnel sera de plus en plus demandé. Quelques territoires seulement ont maintenant ou auront dans l'avenir les moyens financiers nécessaires pour établir des services sociaux complets, utilisant à tous les échelons un personnel ayant reçu la formation professionnelle nécessaire. La plupart des territoires, ceux où l'on ressent particulièrement le besoin d'une vigoureuse action sociale, ne pourront compter que sur des services à ossature simple, basés dans une large mesure, sur le travail volontaire, et ne pourront assurer à leur personnel qu'une formation simplifiée en vue d'obtenir l'efficacité maximum pour un minimum de qualifications formelles.

VII. SITUATION DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL

73. Dans un certain nombre de territoires non autonomes le principal moyen d'existence réside dans la production par le paysannat des denrées avant tout nécessaires à sa subsistance. Même dans les zones où prédomine ce type d'économie le paysan dépend toutefois très souvent d'une occupation temporaire pour obtenir la satisfaction de ses besoins. Le Comité est d'avis que, même lorsqu'il n'y a qu'une minorité de travailleurs au service d'un employeur à un moment donné, l'un des impératifs de la politique gouvernementale doit être d'établir des conditions d'emploi qui soient non seulement justes mais encore qui encouragent le progrès social. Ceci est d'autant plus vrai que dans la majorité des territoires non autonomes l'employeur, comme les conditions de l'emploi, sont étrangers au travailleur et à ses traditions.

74. En 1947 la Conférence Internationale du Travail a adopté cinq conventions internationales relatives aux travailleurs dans les territoires dont ses membres ont la responsabilité. L'année suivante l'Assemblée générale dans sa résolution 221 (III) a pris note des renseignements fournis sur la ratification et l'application des conventions internationales du travail relatives aux territoires non autonomes. Le Royaume-Uni a ratifié ces conventions de 1947. La Belgique, le Danemark, la France et les Pays-Bas ont annoncé qu'ils acceptaient en principe les grandes lignes de ces cinq conventions. Le Comité exprime l'espoir que tous les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes ratifieront prochainement les conventions qui s'appliquent aux conditions du travail dans leurs territoires.

75. La résolution 221 (III) fait également référence à l'étude des problèmes de la main d'oeuvre migrante par le Bureau International du Travail, phénomène selon lequel des travailleurs recherchent pour un laps de temps relativement long un emploi éloigné de leurs villages, où ils laissent leurs familles. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport du comité des experts pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains, comité qui s'est réuni en décembre 1951. Il n'est pas besoin de commenter les recommandations du rapport relatives à la protection de la main d'oeuvre migrante employée. Il faut louer les puissances administrantes de leur avoir donné considération dans le cadre des principes de la politique du travail internationalement acceptés. Du point de vue du développement social d'ensemble, il semblerait qu'on ne peut pas espérer un progrès satisfaisant que ce soit dans les endroits où des hommes peuvent rester employés pendant de

nombreuses années sans contacts familiaux ou dans les villages dont les familles vivront sans la présence des pères ou des époux. En conséquence on appelle l'attention sur les grandes mesures de politique économique et sociale, que le comité du Bureau International du Travail demande d'examiner, destinées à promouvoir le progrès dans les zones rurales et à lutter contre le déséquilibre qu'engendrent les pratiques migratoires actuelles de ce type.

76. Les rapports approuvés ces dernières années par l'Assemblée générale sur la situation de l'enseignement et la situation économique dans les territoires non autonomes répondent aux mêmes préoccupations, et les renseignements dont dispose le Comité font penser que plusieurs puissances administrantes intéressées ont adopté des programmes cherchant à atteindre les mêmes buts. Le Comité prend note que des mesures ont été prises par les gouvernements territoriaux pour assurer la protection des travailleurs rangés dans la catégorie de la main d'oeuvre migrante. Il considère cependant que ces types de migrations, conduisant à une séparation relativement longue des hommes de leurs familles, ne sont pas socialement souhaitables et donnent naissance à de sérieux problèmes sociaux, que ce soit dans les communautés rurales ou au lieu de l'emploi. On espère que les aspects de ce problème qui intéressent le travail seront prochainement examinés par la Conférence Internationale du Travail et que le progrès économique et social aura pour conséquence d'abaisser rapidement les besoins de larges groupes de main-d'oeuvre migrante coupés de tout lien familial.

77. Le Comité a déjà condamné les pratiques discriminatoires en matière d'emploi. Reconnaissant les problèmes nombreux et complexes qui affectent les conditions de l'emploi dans les territoires non autonomes, il limite ses nouveaux commentaires à certaines vues générales sur les questions de salaires et de développement syndical.

78. Les taux de salaires sont bas dans la plupart des territoires non autonomes et il existe dans quelques territoires d'importantes différences entre les salaires payés au travailleur indigène et ceux que reçoivent les personnes de race différente. Cette situation s'explique fréquemment par des degrés différents d'efficacité et de responsabilité ou bien par le fait que le salarié indigène n'est pas pleinement employé et que l'employeur peut pourvoir à sa nourriture. Toutefois si l'on veut construire une saine économie sociale le travailleur salarié doit être assuré d'une rémunération suffisante pour l'entretien de lui-même et de sa famille, dans les conditions normales de l'emploi. Autrement on serait en droit de demander ce que le développement d'une économie basée sur le salariat a apporté à des gens qui, bien que pauvres, pourraient connaître une vie familiale dans le cadre de leurs traditions sociales propres.

79. Si l'augmentation des salaires constitue une nécessité urgente on reconnaît qu'elle doit être accompagnée d'une productivité accrue et que, à l'heure actuelle la main-d'oeuvre, bon marché en termes de salaires, est coûteuse en termes de production. On a entrepris ou on envisage des enquêtes sur le rapport salaires-productivité. Le Comité est d'opinion qu'on devrait faire particulièrement attention à ce que de telles enquêtes soient suffisamment vastes et tiennent compte de toutes les améliorations nécessaires dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des conditions sociales, avant d'examiner les techniques d'adaptation des salaires à la productivité. Le Comité a noté qu'un petit nombre d'enquêtes de ce genre étaient en cours. Elles seraient utiles si on leur donnait une base professionnelle et géographique plus large. Néanmoins le Comité est convaincu qu'elles auront pour résultat général de renforcer l'affirmation contenue dans le présent rapport selon laquelle le progrès social d'ensemble doit nécessairement être intégré dans le développement économique, et que d'une manière générale le travailleur de faible rendement a plus besoin du médecin ou de l'éducateur que de l'expert en productivité.

80. L'accent que le Comité a mis sur l'importance de la collaboration des habitants et de leur participation à une évolution des institutions pour assurer le progrès social indique l'importance qu'il doit attacher au développement des syndicats dans les territoires non autonomes. Le Comité a pris note que ce développement est très inégal. Il admet que de telles différences sont souvent le résultat inévitable des conditions de l'emploi dans ces territoires et du stade de développement général qui y a été atteint. Il est d'avis que les puissances administrantes, comme les organisations syndicales métropolitaines et internationales doivent être encouragées à poursuivre et à accroître leurs efforts pour développer le syndicalisme et permettre la formation de son personnel. A l'intérieur des territoires, ainsi que c'est souvent le cas, on devrait élargir les attributions des syndicats pour qu'ils puissent jouer un rôle efficace dans les progrès économiques et sociaux produits par les emplois qu'occupent les travailleurs. Dans ce domaine les syndicats aideront non seulement à obtenir de meilleurs conditions d'emploi et de meilleurs relations entre patrons et ouvriers mais encore à promouvoir le progrès social d'ensemble.

VIII. NIVEAUX DE VIE

81. A quelques exceptions près les territoires non autonomes se rangent dans les parties du monde où les niveaux de vie des habitants sont extrêmement bas. Les rares données statistiques disponibles en ce qui concerne les territoires dont il

s'agit corroborent cette opinion. Les statistiques font apparaître une distribution très inégale du revenu entre les différents groupes dans beaucoup de territoires, bien que souvent elles ne permettent pas d'évaluer correctement les éléments de ce revenu qu'il est bien difficile de traduire en termes monétaires.

82. En 1951, le Comité a attiré l'attention sur l'importance du problème de la détermination des niveaux de vie dans les territoires non autonomes. Il a émis l'opinion que l'étude de la situation économique serait incomplète tant qu'on n'aurait pas recueilli des renseignements plus complets et plus sûrs au sujet des tendances générales qui affectent les niveaux de vie urbains et ruraux. Le développement économique doit s'effectuer dans l'intérêt des habitants. On ne peut attacher de sens à l'accroissement du commerce d'un territoire si l'on ne peut pas en même temps relier cet accroissement à une élévation de ces niveaux.

83. Des renseignements récents indiquent qu'on entreprend dans quelques territoires de nouvelles enquêtes et que de nouvelles méthodes sont appliquées dans le but de recueillir des données valables sur le changement affectant le revenu réel des groupes divers, ce qui permettra d'évaluer plus scientifiquement les effets du développement économique sur les conditions de vie.

84. Seules des enquêtes faites sur place dans les familles des divers groupes sociaux permettraient de déterminer avec un degré suffisant d'exactitude le montant des ressources et les niveaux de consommation des populations comme aussi de comparer ces niveaux avec les normes souhaitables et réalisables de conditions de vie.

85. Dans un certain nombre de territoires on calcule périodiquement des indices du coût de la vie. Mis en regard des variations des revenus, ces indices contribuent à déterminer les effets de la conjoncture économique sur les niveaux d'existence et à déceler les changements qui s'opèrent dans les revenus réels. De façon générale, l'intérêt qu'il y a à calculer et à tenir à jour des indices du coût de la vie d'une part, et des revenus des salariés et des producteurs indépendants d'autre part, est de plus en plus reconnue dans les territoires non autonomes. Peu d'entre eux cependant ont jusqu'à ce jour recueilli des données s'étendant aux divers groupes de la population dont les besoins et les revenus diffèrent considérablement.

86. Le Comité a été vivement intéressé par ces études et il pense qu'elles permettront d'obtenir un tableau plus complet de la situation réelle des groupes familiaux types dans les territoires non autonomes à la lumière des transformations qui se produisent aujourd'hui. Le Comité souligne également qu'il y a de nombreux éléments parmi tous les besoins d'ordre social, que mêmes les statistiques les plus précises ne peuvent faire apparaître. Il pense aussi que l'amélioration matérielle des niveaux de vie peut entraîner mécontentement et déséquilibre, si on ne donne pas en même temps satisfaction aux aspirations d'ordre social.

87. Il est donc inéluctable que le Comité en revienne à son idée-force. L'objectif du progrès économique est l'amélioration des conditions de vie des populations des territoires non autonomes. Cette amélioration doit prévoir la satisfaction des besoins matériels de toutes sortes qui, à l'heure actuelle, ne sont pas complètement satisfaits. Mais ces satisfactions d'ordre matériel seront insuffisantes par elles-mêmes ou seront même une nouvelle cause de désintégration si elles ne prennent pas place dans une structure sociale que les populations aient acceptée.

IX. COOPERATION ET ASSISTANCE INTERNATIONALES

88. Le Comité a reçu des renseignements relatifs à l'aide fournie aux territoires non autonomes en vue de leur évolution sociale, par exemple, grâce à l'organisation de services fonctionnels ou consultatifs soit directement par la Métropole, soit sur le plan régional, grâce à des subventions et à des prêts pour les dépenses d'infrastructure, et aussi en rendant plus aisés l'enseignement et la formation professionnelle. Cependant il existe une place importante pour la coopération et l'assistance internationales. Ainsi qu'on l'a dit au paragraphe 20, on espère qu'il sera possible de fournir une assistance accrue et que la coopération internationale se développera de façon à appuyer les tendances majeures de la politique suivie dans les territoires non autonomes.

89. L'assistance et la coopération internationales, y compris les activités régionales du même ordre, prennent des formes diverses telles qu'études, séminaires, conférences, envois d'experts, octroi de bourses et mise à exécution de projets-pilotes. Toutes ces formes peuvent être utiles, mais ce dont on a essentiellement besoin, bien plus que d'enquêtes relatives à des problèmes bien connus et dont le résultat probable sera de parvenir aux mêmes conclusions théoriques, est tout ce qui pourra contribuer aux programmes positifs établis par les Administrations pour faire face aux besoins reconnus dans les territoires dont elles ont la responsabilité.

90. Le choix des experts demande une étude attentive. Lorsqu'elles préparent leurs jeunes fonctionnaires au service outre-mer, les Puissances Administrantes s'efforcent de les initier aux problèmes culturels fondamentaux du territoire où ils serviront. On ne peut s'attendre à ce que les experts des divers domaines techniques reçoivent aussi une formation semblable. Cependant, un aspect important de leur travail devrait être une étude préliminaire des grands aspects de la politique sociale dont ils doivent tenir compte lorsqu'ils s'attachent à tout problème technique spécifique. Le Comité a été heureux d'apprendre que les institutions internationales étaient conscientes de cette nécessité.

91. Pour autant que cela est possible, on devrait recruter des experts parmi les personnes habituées à des conditions comparables à celles des territoires où elles travailleront. A cette fin la coopération régionale est de grande

valeur et le Comité apprécie hautement les services utiles rendus par les organismes régionaux en procurant des experts.

92. Le personnel d'exécution travaillant sous les ordres des experts devrait être recruté sur place. Le premier devoir des experts sera la formation du personnel local. C'est ce que l'on a prévu avec raison dans la disposition suivante que contient l'accord de base entre les Nations Unies et leurs institutions spécialisées d'une part et le Royaume-Uni de l'autre, pour la fourniture d'assistance technique aux territoires sous tutelle, non autonomes ou autres, dont ce gouvernement assume les relations internationales : "ces experts devront, dans l'accomplissement de leurs fonctions, faire tout leur possible pour instruire le personnel technique local du Territoire intéressé qui pourrait leur être adjoint des méthodes, techniques et pratiques y relatives, et des principes sur lesquels elles s'appuient. Le Gouvernement du territoire intéressé, devra chaque fois que cela sera possible, adjoindre à ces experts un personnel technique."

93. Les questions de salaires et indemnités revêtent une importance psychologique considérable. Les experts que l'on engage en raison de leur compétence exceptionnelle, et à qui l'on demande de quitter un poste important, recevront une rémunération bien supérieure aux salaires locaux. Il est évident que si un expert réussit à augmenter les niveaux de vie d'une fraction importante de la population, les résultats atteints font plus que justifier sa rémunération. En conséquence, on ne doit pas conclure qu'il ne faut pas accorder à un spécialiste le salaire adéquat, mais qu'il faut insister sur l'idée que la nécessité primordiale, lorsqu'on recrute des experts, tient à leur qualité et non à leur nombre.

94. Les domaines dans lesquels les Nations Unies, seules ou en association avec les institutions spécialisées, peuvent assurer une assistance technique en vue du bien-être social, comprennent, sans que cela exprime une limitation, les politiques à suivre pour le développement social; la recherche en matière de problèmes sociaux afin d'aider à l'élaboration d'une politique, (par exemple études et statistiques); l'organisation, l'administration et la formation du personnel des services sociaux; les questions relatives à la population et aux migrations dans le cadre du développement économique et social; urbanisme, développement des campagnes et habitat rural et urbain, organisation et

fonctionnement des services pour le bien-être de la communauté, de la famille ou de l'enfant y compris les services du bien-être rural; mesures de protection sociale comme l'aide à la jeunesse délinquante et aux délinquants adultes ainsi que leur protection; rééducation des infirmes; aspects sociaux des problèmes concernant la santé publique; rapports de patrons à ouvriers; bien-être dans les usines; services chargés de l'emploi y compris la formation professionnelle; niveaux de vie; coopératives. Il y a lieu d'attacher une importance particulière au fait que le Secrétaire général rassemble une importante documentation et une somme d'expérience sur l'organisation et le développement des communautés et que le Bureau d'Assistance technique peut assurer une assistance technique dans ces domaines. Le Fonds international de secours à l'enfance, coopérant avec les divers gouvernements, assure une large gamme d'approvisionnements aux projets destinés à assurer le bien-être de l'enfance, comme par exemple dans le cas des campagnes contre le paludisme, la tuberculose, le pian, le kwashiorkor et en matière de développement de la protection maternelle et infantile. Les institutions spécialisées assurent de leur côté une large gamme de services dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation et des sciences sociales, et de l'organisation et du bien-être du monde du travail. Un aspect complémentaire de l'assistance technique réside dans l'octroi de bourses destinées à augmenter l'expérience de ceux qui participent ou participeront dans leur propre pays à la mise en valeur des programmes sociaux.

95. Le Comité a souligné, dans le présent rapport, divers aspects du développement social à propos desquels l'assistance technique internationale et la coopération intergouvernementale semblent offrir de nombreuses possibilités de mise en oeuvre accélérée. Il ne veut pas indiquer de priorités quelconques puisque celles-ci sont fonction des conditions locales. Mais il en vient à la conclusion de son rapport concernant la politique sociale dans les territoires non autonomes, en restant confiant que les Etats Membres responsables de l'administration de ces territoires se serviront au maximum, en collaboration avec les populations, de toutes les ressources internationales possibles pour favoriser, comme il est dit à l'alinéa d) de l'Article 73 de la Charte: "des mesures constructives de développement, encourager les travaux de recherche,

coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organisations internationales spécialisées, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés à l'Article 73.
